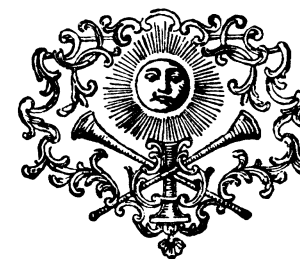


LE FEDERALISTE

revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie parmi
plusieurs Etats indépendants et voisins
ce serait perdre de vue le cours uniforme
des événements humains et aller contre
l'expérience des siècles.*

Hamilton, The Federalist



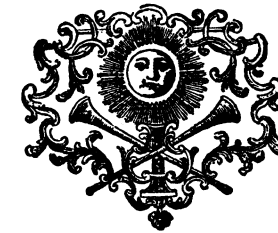
XI^e ANNEE, NUMERO 3-4, DECEMBRE 1969

LE FEDERALISTE

revue de politique

Directeur: Mario Albertini

Le Fédéraliste, fondé par un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen, est actuellement l'organe des Centres d'études sur la paix, l'ordre international et le fédéralisme européen nés au sein du Mouvement. Edité pendant trois ans en italien, *Le Fédéraliste* paraît maintenant en français. Il vit grâce à ses abonnés. A la fin de chaque année la revue publie son bilan.



Quatre numéros par an

Abonnement pour les pays européens F. 15 - L. 2000. — Abonnement de soutien F. 40 - L. 5000. — Abonnement pour les pays extra-européens \$ 5.

Direction, Rédaction et Administration: Corso Cavour 16, 27100 Pavia
c.c.p. n. 3/38688. *Rédaction lyonnaise:* Bernard Lesfargues, 36, rue des
Essarts, 69 Bron (Rhône) - c.c.p. n. 5654-32, 69 Lyon.

Avant - propos

TABLE DES MATIERES

Numéro spécial consacré au projet de loi d'initiative populaire pour l'élection unilatérale directe des délégués italiens au Parlement européen.

<i>Avant-propos</i>	p.	97
MARIO ALBERTINI, <i>La signification politique du projet de loi</i>	»	98
WALTER HALLSTEIN, <i>Discours tenu à Milan le 15 février 1969</i>	»	108
<i>Una elezione per l'Europa</i> (dossier envoyé aux parlementaires italiens)	»	113
<i>Table des matières de l'année 1969</i>	»	227

Comme le lecteur le verra, il s'agit d'un numéro spécial du « Fédéraliste » entièrement consacré à l'exposé de la signification et des problèmes du projet de loi d'initiative populaire * pour l'élection unilatérale directe des délégués italiens au Parlement européen. Ce projet, présenté au Sénat de la République le 11 juin 1969, a commencé d'être examiné alors que ce numéro du « Fédéraliste » était en cours d'impression. Cette documentation a été envoyée à tous les parlementaires italiens pour les orienter et exercer sur eux une dernière pression en vue de l'approbation de cette loi. Elle est par conséquent le document correspondant à une action et c'est pour cela qu'elle est rapportée dans le texte italien original.

Cette proposition de loi, et la campagne pour rassembler les signatures, ont été menées par le Mouvement Fédéraliste Européen avec l'accord et le soutien du Conseil italien du Mouvement Européen.

La signification politique et les répercussions européennes de cette initiative législative populaire sont clairement exposées dans le discours tenu par Walter Hallstein au cours d'une manifestation populaire qui s'est déroulée à Milan le 15 février 1969 pour annoncer l'obtention de 50.000 premières signatures, et dans l'introduction de Mario Albertini, président du Bureau exécutif du M.F.E. C'est pourquoi nous faisons précéder la documentation de la traduction française de ces textes.

* L'article 71 de la Constitution italienne attribue au peuple l'initiative en matière de lois. Les propositions de lois de ce genre doivent être présentées par un minimum de 50.000 citoyens, et les signatures authentifiées par un notaire ou par un fonctionnaire communal ayant reçu délégation du maire, et accompagnées des documents électoraux.

La signification politique du projet de loi d'initiative populaire pour l'élection unilatérale directe des délégués italiens au Parlement européen

MARIO ALBERTINI

1. - Les précédents

Depuis le Manifeste de Ventotene (1941) et la fondation du Mouvement Fédéraliste Européen (1943), l'action fédéraliste a toujours été conçue, plus nettement en Italie qu'ailleurs, comme la réponse historique à la crise historique des États nationaux du système européen. Cette crise, cachée par l'idéologie nationale qui a faussé l'analyse historique de tous les courants politiques, mais identifiée par la pensée fédéraliste dès le début du siècle, s'est brusquement manifestée avec la faillite de l'Internationale socialiste et la déclaration de la première guerre mondiale. Elle a provoqué le fascisme, le nazisme, l'impuissance de la France et de la Grande-Bretagne, la seconde guerre mondiale, l'effondrement du système européen et l'état de dépendance des États nationaux par rapport aux puissances continentales à statut fédéral. Sans la crise des États nationaux, il n'y aurait jamais eu ni les tentatives d'unité européenne après la première guerre mondiale, ni le processus d'intégration du second après-guerre.

Fidèle à cet enseignement de l'histoire, qui révèle le caractère illusoire ou néfaste des alternatives nationales, le M.F.E. n'a jamais poursuivi d'objectifs compatibles avec l'exercice du pouvoir au sein des États et avec leur maintien, mais il a posé son action comme une alternative aux États eux-mêmes, la basant sur l'opposition entre la voie européenne et les voies nationales. Contre tout et tous, mais en accord avec la raison et la réalité, il a présenté l'alternative fédérale européenne comme une lutte constitutionnelle et constituante, dont le protagoniste est le peuple de notre temps, un peuple en formation: le peuple européen, un peuple de nations, pluraliste, fédéral.

Ce choix, assignant au M.F.E. un rôle d'initiative pour porter citoyens et partis au niveau européen — indispensable pour créer le premier noyau fédéral — et impliquant un saut qualitatif du plan national au plan européen, non seulement comme but institutionnel, mais aussi comme pratique de lutte politique, a exclu le M.F.E. de la lutte politique nationale et l'a placé sur le champ de bataille européen à découvert, dans une position d'avant-garde, nettement détaché du gros des forces qui restaient dans les camps nationaux malgré l'incidence de plus en plus grande des décisions européennes dans le domaine économique et dans le domaine politique à l'intérieur de l'O.T.A.N. C'est là une position comparable, du point de vue stratégique, à celle des « mazziniens » face aux modérés à l'époque où l'Italie luttait pour son unité. Les « mazziniens » opposaient le peuple italien et la Constituante à la ligue économique et à la confédération des modérés. Les fédéralistes ont opposé le peuple européen et la Constituante aux communautés européennes auxquelles font défaut aussi bien les caractéristiques d'un État que la légitimation démocratique.

Tout en agissant à la façon d'une avant-garde, le M.F.E. n'a jamais donné à son action l'apparence d'une fuite en avant, mais celle d'une préparation longue et tenace, en convergence critique avec la politique européiste des gouvernements nationaux promue par les États-Unis, pour être prêt à faire intervenir le peuple européen dans les phases critiques de l'intégration européenne et des conjonctures nationales, c'est-à-dire aux époques où il devient possible et nécessaire d'introduire des facteurs nouveaux dans le processus politique.

2. - Le Marché commun et l'alternative fédérale.

Dès l'époque où le Marché commun était à l'état de projet, les fédéralistes, conscients que l'unification économique n'aurait pu d'elle-même produire l'unification politique et qu'elle n'aurait pas même pu s'accomplir sans un gouvernement fédéral, critiquèrent durement l'optimisme de façade des gouvernements et des partis et menèrent des campagnes populaires au nom du peuple européen et de son moyen légal d'expression: la Constituante. Il fallait ne pas se perdre en chemin et déboucher sur une position capable de débloquer l'inévitable crise de l'intégration européenne, laquelle, selon les fédéralistes, affecterait, comme cela s'est produit en effet, les États mêmes et leurs rapports avec les grandes puissances.

En ce qui concerne le front de lutte italien, les fédéralistes avaient prévu la crise du centre-gauche en l'absence d'un débou-

ché démocratique européen. A la suite de cette préparation, de ces prévisions et de certaines tendances apparues au sein des parlements nationaux, ils décidèrent en 1967 de chercher à obtenir une élection européenne unilatérale en Italie entre 1969 et 1970.

Ils étaient soutenus, comme ils le sont encore, par la conviction que ce fait pourrait provoquer le passage des partis et des citoyens du plan national au plan européen; en d'autres termes: l'intervention dans la lutte du peuple européen. En effet le droit électoral européen, une fois reconnu en Italie, ne pourrait être longtemps refusé ailleurs. D'autre part, citoyens et partis une fois groupés au niveau européen, le front européen non seulement profiterait d'un soutien politique qu'il n'a jamais eu, mais verrait enfin sa vraie nature reconnue par tous. La raison de toute théorie politique établit sans doute aucun qu'une aire politique dans laquelle les citoyens et les partis interviennent directement ne peut pas ne pas se donner une assiette constitutionnelle, ne peut pas ne pas devenir le siège d'un Etat nouveau et d'un peuple nouveau.

Il est intéressant de remarquer que, dans ce cas également, est valable l'analogie avec le Risorgimento qui donna lieu à la convergence des « mazziniens » les plus réalistes et des modérés les plus ouverts, au moment où le mouvement italien allait déboucher sur une solution étatique.

3. - La loi d'initiative populaire.

Bien que leurs rangs se soient éclaircis par suite de leur position critique et de leur isolement au cours des longues années euphoriques du Marché commun, grâce pourtant à leur fidélité au peuple européen et parce qu'ils avaient su prendre la position la plus juste au moment opportun, les fédéralistes ont réussi à sortir de leur isolement et ont pu obtenir dans l'opinion publique, dans le Conseil italien du Mouvement européen, et chez les personnalités les plus éclairées de la démocratie de la base et du sommet (malgré le silence de la presse) l'adhésion nécessaire pour faire présenter par le peuple lui-même un projet de loi pour l'élection directe des membres italiens du Parlement européen.

De cette façon ils ont pu donner à leur initiative la plus grande efficacité et la plus grande dignité possible, et il est significatif qu'ils aient trouvé justement dans le peuple la force pour arriver à ce point, car elle ne pouvait se trouver dans leur organisation d'avant-garde. Les grandes modifications de la vie politique et sociale ont toujours trouvé leur point de départ et leur conclusion dans la volonté populaire, qui est sous-évaluée par

ceux-là seulement qui se réclament des principes démocratiques mais ne savent ni comprendre quels sont les objectifs de caractère vraiment progressiste, ni en confier la poursuite à la volonté même du peuple.

4. - La présentation du projet de loi.

Le projet de loi a été présenté au président du Sénat, Amintore Fanfani, le 11 juin 1969 par une délégation que conduisait M. Giuseppe Petrilli, président du Conseil italien du Mouvement Européen. Le président Fanfani a rendu publique la présentation qui lui avait été faite et a souhaité un rapide examen et l'approbation du projet de loi, marquant par là son respect de l'expression constitutionnelle de la volonté populaire.

A la suite de la communication du président du Sénat, le ministre Emilio Colombo, au nom du gouvernement, et les sénateurs Caron, Pieraccini, Cifarelli, Parri, Bergamasco, Franza au nom respectivement de la D.C., du P.S.I., du P.R.I., des Indépendants de gauche, du P.L.I. et du M.S.I. se sont exprimés en faveur d'une approbation rapide. Les sénateurs Di Prisco et Fabbrini, au nom respectivement du P.S.I.U.P. et du P.C.I., ont réservé leur jugement jusqu'au moment où serait connu le texte du projet de loi.

Cet accord obtenu au cours de la campagne a ainsi reçu une première consécration officielle; il s'est manifesté en Italie, d'abord, par l'intervention et le discours du président du Conseil des Ministres, Mariano Rumor, à la session du 4 octobre 1969 du Comité central du M.F.E., par les prises de position des partis et les déclarations à titre personnel de ministres, sous-secrétaires d'Etat et de très nombreux parlementaires. Il s'est manifesté dans d'autres pays, y-compris la Grande-Bretagne, par des initiatives parlementaires, des déclarations de solidarité de très nombreuses personnalités pro-européennes, parmi lesquelles Hallstein lui-même, qui se rendit à Milan le 15 février 1969 pour rendre hommage dans une manifestation publique aux fédéralistes italiens qui avaient pris « l'initiative la plus juste au moment opportun ».

L'examen du projet de loi a commencé alors que cette brochure était en préparation. Le 12 octobre 1969 la Giunta consultative pour les affaires de la communauté européenne, sous la présidence du sénateur Giraud, a approuvé à l'unanimité un avis dans lequel elle exprime « son approbation pour le but politique que le projet de loi entend poursuivre »; cet avis est destiné à la 1^{ère} et 3^{ème} commissions réunies qui devront examiner le projet de loi et désigner un rapporteur.

5. - Nature et but du projet de loi.

Le projet de loi n'est pas une fin en soi. Son but immédiat est d'inciter les gouvernements à respecter enfin les dispositions de l'art. 138 du traité de la C.E.E. pour l'élection au suffrage universel du Parlement européen. A plus longue échéance il a pour but de lancer un processus institutionnel qui permettrait de confier au peuple européen la réponse aux problèmes de politique internationale, de politique économique, de stabilité et de développement de la démocratie, problèmes qui ont tous une dimension européenne et pour la solution desquels le temps passe inexorablement. Aussi l'approbation de la loi serait-elle inutile si elle renvoyait l'élection européenne en Italie à une date postérieure à 1970, c'est-à-dire à un moment où la relance européenne sera chose faite avec ou sans l'élection du Parlement européen; à un moment où, si les choix qui concernent les Européens ne sont pas faits par eux, ils le seront, suivant une ligne tracée à l'avance, par les Russes et les Américains.

C'est à la lumière des buts poursuivis, et dans un moment décisif pour l'Europe, que doivent être évaluées les difficultés d'une élection européenne unilatérale en Italie. Dans le cadre électoral traditionnel et tenu compte du comportement des électeurs, elle peut à juste titre rendre perplexe, même si en fait elle ne présente pas, sous cet aspect au moins, de difficultés insurmontables, ainsi qu'il ressort de la documentation ci-après. Mais cette considération n'est pas pertinente, car une élection de ce genre se place dans un ensemble de motivations complètement différent, dont la nature est telle que non seulement elle ne peut provoquer les difficultés qui seraient autrement prévisibles, mais qu'elle rend certaine une réaction nettement positive de la part des électeurs.

La faveur de toutes les couches de la population pour l'unité européenne est confirmée par les sondages d'opinion. Il est également connu que les Européens savent parfaitement qu'ils sont inférieurs aux Américains et aux Russes pour une seule raison: c'est qu'ils sont divisés en Etats séparés. A tout ceci s'ajoute le caractère particulier de cette élection. Elle ne concerne pas, comme les autres élections, le choix d'une politique et des individus chargés de la réaliser. Ce choix n'est pas encore possible car il manque encore, au niveau européen, malgré le stade avancé de l'intégration économique, un gouvernement européen avec son articulation constitutionnelle complète. Au niveau européen il n'y a, sous le profil démocratique, qu'un no man's land. Les parlementaires européens eux-mêmes doivent l'admettre de façon toujours plus nette. Le ministre Plevén a justement employé cette

expression, qui constitue un avertissement, dans un débat du 16 décembre 1969 au Sénat français, pour justifier une loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures législatives pour l'application de décisions européennes.

Telle est la situation devant laquelle se trouveront les électeurs. Devant donner un vote qui ne peut correspondre encore au choix d'un gouvernement, comme cela devrait être, ils se demanderont quelle en est la signification. Alors se présentera à leur esprit le fait que là où se décide leur destin politique et social il n'y a qu'un no man's land. Mettant ce fait en évidence, le vote exprimera la volonté des électeurs de le dépasser, il deviendra la revendication solennelle des droits démocratiques du peuple européen. Et donc l'élection prendra en substance le caractère d'un référendum pré-constitutionnel européen.

Ce caractère de référendum aura d'autant plus d'efficacité que les partis sauront mieux le mettre en évidence, mais il dominera de toute façon le débat électoral entre citoyens, centres d'information et partis, car il dépend davantage de la nature du fait que de la volonté humaine. Son efficacité sera d'autant plus grande que la plupart des partis, reconnaissant ce caractère de référendum et, en outre, la nécessité d'une mobilisation unitaire du peuple européen pour constituer réellement l'Europe, formeront, comme dans la Résistance, pour parvenir enfin à la compléter, en libérant l'Europe des grandes puissances, un front uni qu'ils proposeront ensuite aux partis des autres pays sur la base d'un programme constitutionnel européen (avec une répartition interne des places pour assurer une juste distribution entre les Chambres et les partis).

Dans ce cas, le débat électoral abattra la barrière psychologique nationale qui empêche encore la population et les partis eux-mêmes de comprendre qu'un nœud indissoluble lie les aspects institutionnels du problème européen et la ligne de développement du processus politique et social. Le caractère réactionnaire des dernières oppositions à la création d'un premier noyau européen, ouvert parce que fédéral, serait complètement démasqué. Les partis comprendraient finalement que leur régénération elle-même est un problème européen.

En tous cas pour l'Italie, pour les pays de la Communauté, pour les pays qui ont déjà demandé à en faire partie, pour ceux qui dans l'avenir le demanderont, jusqu'à la réunion de toute l'Europe en dépassant la division imposée par les grandes puissances continentales, et pour le monde entier, l'élection européenne aura une signification historique: celle de la première et solennelle reconnaissance officielle du droit électoral européen des citoyens,

du seul moyen pour faire que ce soit les Européens qui décident, par leur choix démocratique, de ce sur que doit être fondée l'Europe.

Si l'on garde présent à l'esprit ces considérations, on ne peut avoir de doutes sur la réaction des électeurs. Le peuple comprend parfaitement les grands tournants de l'histoire. Il faudrait se souvenir que la Résistance a été victorieuse parce qu'elle a été comprise par le peuple. Il faudrait se rappeler que c'est le peuple italien qui, par son vote, a choisi la voie de la reconstruction avec une sagesse qu'aucun parti, pris isolément, n'aurait pu manifester.

L'Etat italien, historiquement anachronique, comme les Etats régionaux du siècle passé, contraignait et contraignait les partis à subir l'hégémonie russe ou américaine. Et pourtant dans une situation aussi difficile, le peuple italien a su, en répartissant ses voix entre la Démocratie chrétienne, le Parti communiste, les socialistes et les partis héritiers du Risorgimento, prendre la seule voie capable de sauver à la fois les institutions démocratiques, les conditions du développement social et la possibilité européenne de la reconquête de l'autonomie.

Le peuple aurait déjà choisi l'Europe démocratique s'il avait été consulté et il la choisira en toute conscience si le Parlement et le gouvernement italiens ne lui nient pas, contre tout principe démocratique, la possibilité de s'exprimer. Cette vérité indiscutable ne devrait pas être oubliée par ceux qui affirment que l'on ne peut faire l'Europe sans mobiliser le peuple européen, et qui pourtant ne se sont pas associés à l'avant-garde de ce peuple lorsqu'elle a manifesté, par le projet de loi d'initiative populaire, sa volonté de participer directement à la vie de l'Europe et qui de plus ne se battent pas pour réaliser par le droit électoral européen et ses conséquences constitutionnelles les prémisses indispensables à la mobilisation du peuple européen sur les grands thèmes de la paix, de la solidarité avec les pays en voie de développement, de la conquête de nouveaux pouvoirs démocratiques et d'un stade plus avancé d'émancipation sociale.

6. - Considérations finales.

Le premier mars 1954, Luigi Einaudi notait dans son journal: « Dans la vie des nations, l'erreur qui consiste à ne pas savoir saisir l'instant qui fuit est généralement irréparable. La nécessité d'unifier l'Europe est évidente. Les Etats existants ne sont que poussière sans substance. Aucun d'eux n'est à même de supporter le coût d'une défense autonome. Seule l'union peut leur

permettre de survivre. Le problème ne se pose pas en termes d'indépendance et d'union, mais de survie dans l'unité ou de disparition. Les hésitations et les discordes des Etats italiens à la fin du quinzième siècle coûtèrent aux Italiens la perte de leur indépendance pendant trois siècles; et peut-être ne disposèrent-ils que de quelques mois pour prendre des décisions. Le temps propice à l'union européenne n'est que celui pendant lequel il y aura en Europe les mêmes idéaux de liberté. Sommes-nous sûrs que les facteurs contraires aux idéaux de liberté n'acquerront pas brusquement des forces suffisantes pour empêcher l'union, en faisant tomber les uns dans l'orbite nord-américaine et les autres dans l'orbite russe? Il y aura encore un territoire italien, mais non plus une nation, promise à vivre en tant qu'unité spirituelle et morale à la seule condition de renoncer à une absurde indépendance militaire et économique » (Lo scrittoio del Presidente, Turin, 1956, p. 89).

Le temps de la décision, indiqué avec un sens historique profond par Luigi Einaudi, tandis que, en exerçant de façon lucide la charge de président de la République italienne, il envisageait le destin de ce pays, ce temps-là arrive à échéance.

De nombreux signes, toujours plus nombreux et convulsifs, montrent que nous en sommes maintenant au tournant historique prévu par Einaudi qui, pendant cinquante ans, avait en vain élevé la voix dans l'intention de faire comprendre à la classe politique le caractère prioritaire, dramatique et décisif de l'alternative fédéraliste au système désormais funeste des Etats nationaux. L'équilibre mondial qui a soutenu les premières phases de l'intégration européenne est en train de se défaire, la convergence russo-américaine progresse inexorablement, les pouvoirs basés sur de vieux systèmes internationaux sont en train de se désagréger, et dans ce nouveau cadre la poussée vers de nouvelles formules de pouvoir et vers l'organisation européenne, encore en suspens à la fin de la seconde guerre mondiale, devient de plus en plus forte.

Cette échéance est décisive pour l'intégration européenne. L'alternative encore ouverte, mais qui déjà peut prendre une direction aussi bien qu'une autre, porte entre une organisation européenne réalisée avec la contribution d'un premier noyau européen déjà uni, et une organisation européenne imposée par l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique sur la base du maintien du status quo. Celui-ci comporterait la compression définitive des fermentations de renouveau qui se manifestent à l'Est comme à l'Ouest, et l'élimination du point de référence mondiale qui a regroupé les Etats de l'Europe occidentale et poussé leurs forces politiques sur la voie de l'intégration.

Mais c'est une illusion tragique que de penser que l'Europe occidentale puisse affronter ce défi global d'une façon unitaire, avec six gouvernements séparés ou davantage, sans une autorité exprimée par le peuple européen. Plus l'alternative se rapproche, plus les gouvernements nationaux, y compris désormais le gouvernement allemand, font prévaloir les intérêts nationaux, si rétrogrades et serviles qu'ils soient, sur l'intérêt européen. Seule l'élection au suffrage universel du Parlement européen, avec le renversement de front politique des nations à l'Europe provoqué par l'organisation des partis et des citoyens au niveau européen, pourrait freiner cette tendance, autrement irréversible.

L'Italie pourrait être touchée la première. Dans l'état de cette alternative, l'Etat italien risque de perdre le contrôle de la force. Avec le moment de la décision se rapproche inexorablement le moment de la vérité. La marche d'approche vers l'Europe, grâce au développement de l'économie européenne qui a fait naître ce qu'on a appelé les miracles italien et allemand, a redonné aux Etats le dernier souffle de vie. Mais le déséquilibre entre la formation d'une base économique et sociale européenne (qui se manifeste également chez les jeunes par le mépris de la contestation à l'égard du caractère « sacré » des frontières nationales) et l'isolement politique des partis et des citoyens dans les Etats, a atteint maintenant un point critique. Et encore une fois, comme dans le premier après-guerre, la crise se manifeste de façon plus grave en Italie que dans les autres pays.

Le danger est nettement localisé. L'idée que la raison de la crise est imputable aux partis gagne de jour en jour plus de terrain, avec un risque mortel pour la démocratie. Mais ce ne sont pas les partis qui ont mis en crise l'Etat, c'est l'Etat qui a mis en crise les partis. Les principes libéraux, démocratiques, socialistes et chrétiens, qui couvrent encore toute l'aire politique italienne mais de moins en moins le secteur des jeunes et du renouvellement de la classe politique, conservent intacts leurs valeurs théoriques. Ce n'est qu'avec ces principes et avec une vision pluraliste et cosmopolite, c'est-à-dire fédéraliste, du cours de l'histoire, que l'on peut donner à l'action humaine la capacité de subordonner les aspects négatifs de la politique internationale aux exigences de la politique intérieure, et imposer aux activités économiques le respect absolu des valeurs prioritaires de caractère civil et social.

Mais dans le cadre italien dominé dans la sphère politique, comme les autres parties désunies de l'Europe, par les grandes puissances continentales, et dans le domaine économique par les grandes entreprises au rayon d'action international; capable de

soutenir l'autonomie d'un Etat-membre d'une fédération européenne, mais non celle d'un Etat à souveraineté absolue, ces principes se traduisent de moins en moins dans les faits. Le peuple le sent, avec la résignation des adultes, la contestation ou le scepticisme des jeunes. Ainsi ces principes, proclamés mais non réalisés, au point d'assumer une signification pharisienne, sont en train de perdre encore une fois leur emprise sur le cœur des hommes, et surtout des jeunes, qui les prennent pour des survivances du passé.

L'unique alternative est l'Europe. C'est en Europe seulement, mais en Europe avec la participation de tous, c'est-à-dire avec un Etat fédéral capable de s'opposer aux prétentions des puissances-guides, de contrôler l'économie et de redonner à l'action politique son aliment essentiel, la confiance en l'avenir et la possibilité de le construire, que ces principes pourraient réacquiescer leur efficacité, rendant la santé aux partis qui les représentent.

L'unique alternative est l'Europe, et il faut faire vite. Dans le projet de loi d'initiative populaire, cette volonté s'est manifestée. L'esprit de routine considère le projet comme une chose parmi tant d'autres qu'il faut accomplir pour relancer l'Europe. Mais dans les heures graves cet esprit, avec son insensibilité pour le sens tragique de l'histoire, n'est que l'esprit même du défaitisme. L'élection générale du Parlement européen est possible. L'élection européenne en Italie est indubitablement le moyen de pression le plus fort pour tenter de transformer cette possibilité en réalité. Et il est certain que laisser plus long temps à l'écart le peuple européen ou le faire participer enfin à la construction de l'Europe est un choix fondamental, le choix qui est sur le point de devenir décisif.

Pour obtenir l'intervention du peuple européen, le M.F.E. a fait tout ce qui était humainement possible. En débouchant, après des années de sacrifices méconnus, sur la mobilisation populaire pour la présentation du projet de loi, les militants fédéralistes, et surtout les jeunes fédéralistes, à qui je dois rendre l'hommage qu'ils méritent, ont assumé entièrement, avec une passion lucide, leur devoir, celui de l'initiative. L'exécution en revient au Parlement, aux partis. Dans tous les cas les fédéralistes se considéreront mobilisés avec les partis pour donner une constitution à l'Europe, si le pouvoir constituant du peuple européen est reconnu, ou alors ils reprendront seuls contre tout et contre tous leur obscur cheminement européen au sein des ténèbres nationales toujours plus épaisses.

**Extrait du discours prononcé à Milan
le 15 février 1969 par Walter Hallstein**

... Nous sommes fiers de nos amis italiens qui nous ont donné un exemple d'imagination, de courage, d'initiative.

Il ne s'agit rien moins que de combler une lacune essentielle dans la constitution de nos Communautés européennes, de ces Communautés qui sont la première réalité vivante dans la grande pensée de l'union politique en Europe. Cette lacune qui doit être comblée est pour nous tous de plus en plus douloureuse à mesure que le temps passe, mais elle existait déjà dès le départ.

Bien plus même, nous pouvons affirmer que ceux qui ont conçu le Traité la connaissaient, car ils ont inclus dans le Traité lui-même une clause qui imposait aux instances compétentes de combler cette lacune. Je cite l'alinéa 3 de l'article 138 du Traité de Rome: «L'Assemblée élaborera des projets tendant à permettre l'élection au suffrage universel direct, selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres Le Conseil établira à l'unanimité les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres, conformément à leurs normes constitutionnelles respectives ».

Ce n'est pas par là une possibilité seulement qui est offerte aux organes des Communautés, mais bien un devoir qui leur est dévolu: celui de renforcer la structure démocratique de ces Communautés.

... Pourquoi donc cette question est-elle si importante? Parce que ce qui a été créé par les accords pour la constitution des Communautés et ce que l'on entend normalement par intégration économique ne sont pas seulement des questions d'opportunité politico-économique et politico-sociale pour extraordinaires que soient les prestations qui accroissent le progrès européen dans le domaine économique et social et pour grand que soit l'avantage qui en dérive pour tous, c'est-à-dire non seulement à l'intérieur de la Communauté mais aussi au dehors, pour ceux avec qui nous avons des relations économiques. Encore plus important est

le fait que tous les efforts pour aboutir à l'union européenne visent à une union politique intégrale en Europe. Ce que nous voulons c'est la fédération européenne, dans le vrai sens du mot. A travers l'intégration économique on ne prépare pas seulement la fédération politique, qui ainsi se trouve partiellement réalisée, du fait qu'elle crée un ordre unitaire économique et social et par là une part de la Constitution européenne; on met également en action législation et politique communautaires, on institue des organismes communautaires qui exercent des pouvoirs publics. On pose donc inévitablement déjà le problème de la structure démocratique, c'est-à-dire d'une responsabilité parlementaire.

Le moment pour l'initiative prise par nos amis italiens a été choisi avec un soin particulier pour les trois raisons suivantes.

La première raison est représentée par la phase de développement dans laquelle se trouvent nos Communautés, qui sont plutôt avancées. L'union douanière, noyau de la nouvelle structure économique de l'Europe, est pratiquement réalisée et par conséquent nous sommes déjà à mi-chemin dans la réalisation de l'union économique, c'est-à-dire de la production d'un marché intra-européen ...

... L'union économique est depuis un certain temps tellement en progrès qu'on exerce déjà en pratique une politique économique et une politique sociale communautaires: politique agricole, politique douanière et commerciale, politique conjoncturelle et monétaire, politique sociale et politique des transports, etc. Plus on avance sur ce terrain plus les Communautés assument une importance politique et d'autant plus urgente se fait la résolution de la question de la structure démocratique.

La seconde raison qui fait apparaître de si grande actualité l'initiative de renforcer le Parlement européen se trouve dans le fait que la fin de la période transitoire pour la Communauté économique européenne se rapproche avec l'échéance du 31 décembre de cette année ...

... Dans les constitutions des actuelles Communautés transparaît bien évidemment le modèle des Etats fédéraux, mais elles sont — pour ainsi dire — sous-développées, c'est-à-dire que leurs organismes ne présentent pas la plénitude des pouvoirs ni les compétences bien distinctes de la tradition classique des Etats fédéraux. Le Parlement par exemple, n'a aucune faculté législative; il est seulement consulté et précisément par le Conseil des ministres, de la compétence duquel relèvent les délibérations législatives des Communautés; il n'a aucune disponibilité financière et ne collabore pas à la composition de l'exécutif européen, de la Commission européenne. De cela dépend également le fait

que la légitimité des organismes n'a pas un fondement aussi profond que dans les Etats intégralement fédérés, c'est-à-dire dans les véritables Etats fédéraux. Mais ces organismes européens ont une légitimité démocratique qui est toutefois, pour ainsi dire, médiante. Entre les électeurs, entre le peuple et ses députés s'interpose une instance à mandat électoral restreint, c'est-à-dire le Parlement national. Cette médiation de mandat des députés européens — c'est-à-dire le but de l'initiative que nous fêtons aujourd'hui — doit être éliminée avec l'introduction de votes directs pour le Parlement européen. Cette réforme est donc un vrai progrès vers la réalisation de la fédération politique intégrale.

Le troisième motif qui rend cette initiative si actuelle émerge de la crise, pas encore résolue, causée par le nouveau retard de l'adhésion de la Grande-Bretagne. Elle a conduit à un affaiblissement de la Communauté, à un raidissement de ses fonctions, à une perte de dynamisme. Il n'est donc pas de nécessité plus grande que celle d'une énergique revitalisation de nos Communautés. Il n'y a pas de doute sur le fait qu'une impulsion comme celle qui s'est manifestée aujourd'hui représente une excellente contribution à cette tâche de renouvellement de la force vitale de nos Communautés.

Quel sera l'effet de cette initiative? Elle provoquera dans des phases diverses, à des stades différents, une confrontation immédiate de la vaste opinion publique dans ce pays, une confrontation des citoyens, sans aucune exception, avec le problème européen. Ceci sera obtenu en luttant avant tout pour la légalisation de la nouvelle proposition en vue de réaliser les élections au suffrage direct. L'efficacité de l'initiative se renforcera ultérieurement si, ce système de vote ayant été introduit, on organise effectivement les élections du Parlement européen au suffrage universel. Dès le départ le député luttera donc pour un mandat européen et uniquement pour lui. Le député représentera, en somme, dans sa personne, exclusivement la cause européenne.

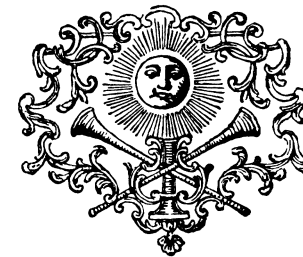
Mais l'évolution ne s'arrêtera pas là, comme nous l'espérons. L'étincelle qui s'allume en ce lieu se transmettra aux autres pays membres des Communautés lesquels se mettront à lutter d'une forme ou de l'autre pour atteindre le même résultat. Et ce résultat atteint — qui constitue le dernier but opérationnel de cette procédure, c'est-à-dire un Parlement européen, lequel se composerait exclusivement de députés élus au suffrage universel direct — la fonction parlementaire changera d'aspect de manière décisive dans nos Communautés. Ce n'est pas que nous soyons mécontents de l'actuel Parlement européen. Point du tout. Malgré les élections au suffrage indirect et les limites de compétences que le Traité

lui a imposées, il a donné des résultats admirables. Mais la force d'impact du Parlement européen sera assurément accrue du fait que chacun de ses membres se sentira détenteur d'une charge immédiatement attribuée par le peuple européen.

Et pour terminer: un Parlement européen élu directement ne se contentera pas à la longue de travailler dans le domaine des compétences qui lui sont attribuées par la forme actuelle du Traité. Il aura naturellement tendance à étendre ces compétences et à les porter au niveau qui correspond aux principes d'une vraie structure démocratique des pouvoirs publics en Europe...

UNA ELEZIONE PER L'EUROPA

*Esposizione del significato e dei problemi
del disegno di legge di iniziativa popolare
per l'elezione unilaterale diretta dei dele-
gati italiani al Parlamento europeo, a cura
della Commissione Italiana del Movimento
Federalista Europeo.*



INDICE

IL SIGNIFICATO POLITICO DEL DISEGNO DI LEGGE, <i>introduzione di Mario Albertini, Presidente del Bureau Exécutif del Movimento Federalista Europeo</i>	pag. 117
CAPITOLO I - COMPATIBILITÀ DEL DISEGNO DI LEGGE N. 706 CON L'ART. 138 DEL TRATTATO C.E.E.	» 131
Allegati	» 134
CAPITOLO II - SOLUZIONE DEI PROBLEMI TECNICI DEL- LA LEGGE SOTTO IL PROFILO DEL MEC- CANISMO ELETTORALE, DELLA PARTECI- PAZIONE E DELLE IMPLICAZIONI DI EQUILIBRIO POLITICO	» 139
A. - Tecnica elettorale	» 141
1. <i>Collegi.</i> - 2. <i>Candidature.</i> - 3. <i>Sistema elettorale.</i>	
B. - Abbinamenti	» 144
1. <i>Abbinamento con le elezioni politiche.</i> - 2. <i>Nessun abbinamento.</i> - 3. <i>Abbinamento con le elezioni amministrative e regionali.</i> - 4. <i>Conclusioni.</i>	
C. - La partecipazione	» 149
1. <i>Carattere del comportamento elettorale de- gli Italiani.</i> - 2. <i>I sondaggi di opinione.</i> - 3. <i>Gli agricoltori.</i> - 4. <i>L'esperienza della campa- gna per la raccolta delle firme.</i>	

D. - Situazione dei delegati al Parlamento europeo e dei candidati all'elezione unilaterale . . .	pag. 154
E. - Completamento giuridico del disegno di legge n. 706	» 155
Allegati	» 166
CAPITOLO III - SITUAZIONE DEI PARTITI E DELLE PER- SONALITÀ POLITICHE ITALIANE DI FRON- TE AL DISEGNO DI LEGGE	» 173
1. <i>L'inizio della campagna e i primi consensi della classe politica.</i> - 2. <i>La raccolta delle 50.000 firme per la proposta di legge di iniziativa popolare. L'impegno del Movimento Europeo e dei rappre- sentanti della democrazia di base.</i> - 3. <i>La presen- tazione della legge al Senato. Dichiarazioni dei capi-gruppo.</i> - 4. <i>L'XI Congresso della Democrazia Cristiana.</i> - 5. <i>L'impegno del Presidente del Con- siglio Rumor.</i>	
Allegati	» 178
CAPITOLO IV - RIPERCUSSIONI EUROPEE DELL'INIZIA- TIVA ITALIANA	» 199
Allegati	» 204
APPENDICE - PREVISIONE DELLA DISTRIBUZIONE DEI SEGGI AL PARLAMENTO EUROPEO FRA I PARTITI SULLA BASE DEI RISULTATI DELLE ULTIME ELEZIONI PER LA CA- MERA DEI DEPUTATI (19 maggio 1968) . . .	» 223

IL SIGNIFICATO POLITICO DEL DISEGNO DI LEGGE

*Introduzione di Mario Albertini, Presidente del Bureau
Exécutif del Movimento Federalista Europeo.*

1. - I precedenti.

In modo più netto in Italia che altrove, l'azione federalista è sempre stata concepita, a partire dal Manifesto di Ventotene (1941) e dalla fondazione del Movimento Federalista Europeo (1943), come la risposta storica alla crisi storica degli Stati nazionali del sistema europeo. Questa crisi, mascherata dall'ideologia nazionale che ha falsato l'analisi storica di tutte le correnti politiche, ma riconosciuta dal pensiero federalistico sin dall'inizio del secolo, si è manifestata brutalmente con il fallimento dell'Internazionale socialista e lo scoppio della prima guerra mondiale. Ha provocato il fascismo, il nazismo, l'impotenza della Francia e della Gran Bretagna, la seconda guerra mondiale, il crollo del sistema europeo e la dipendenza degli Stati nazionali dalle potenze continentali a statuto federale. Senza la crisi degli Stati nazionali, non ci sarebbero stati né i tentativi di unità europea dopo la prima guerra mondiale, né il processo di integrazione del secondo dopoguerra.

Fedele a questo insegnamento della storia, che svela il carattere illusorio o nefasto delle alternative nazionali, il M.F.E. non ha mai perseguito obiettivi compatibili con lo esercizio del potere negli Stati e con il loro mantenimento, ma ha impostato la sua azione come una alternativa agli Stati stessi, attestandosi sulla contrapposizione della via europea alle vie nazionali. Contro tutto e contro tutti, ma in accordo con la ragione e con la realtà, ha portato avanti l'alternativa federale europea come una lotta costituzionale e costituente,

il cui protagonista è il popolo del nostro tempo, un popolo in formazione: il popolo europeo, un popolo di nazioni, pluralistico, federale.

Questa scelta, che assegnava al M.F.E. un ruolo di iniziativa per lo schieramento a livello europeo dei cittadini e dei partiti (indispensabile per fondare il primo nucleo federale), e comportava un salto qualitativo dalle nazioni alla Europa non solo come traguardo istituzionale ma anche come pratica di lotta politica, ha escluso il M.F.E. dalla lotta politica nazionale, collocandolo sul campo europeo ancora scoperto in una posizione di avanguardia, nettamente distaccata dal grosso delle forze, rimaste nei campi nazionali nonostante l'incidenza sempre maggiore delle decisioni europee in materia economica e in materia politica nell'ambito della N.A.T.O. Si tratta di una posizione paragonabile, sotto il profilo strategico, a quella dei mazziniani nei confronti dei moderati durante l'unificazione italiana. I mazziniani opponevano il popolo italiano e la costituente alla lega economica e alla confederazione dei moderati. I federalisti hanno opposto il popolo europeo e la costituente alle comunità europee prive di legittimazione democratica e di carattere statutale.

Pur agendo come una avanguardia, il M.F.E. non ha mai dato alla sua azione il carattere di una fuga in avanti, ma quello di una lunga e tenace opera di preparazione, in convergenza critica con la politica europeistica dei governi nazionali promossa dagli Stati Uniti, per essere pronto a far intervenire il popolo europeo in occasione di fasi critiche dell'integrazione europea e delle congiunture nazionali, cioè in momenti nei quali diventa possibile, e necessario, introdurre fattori nuovi nel processo politico.

2. - Il Mercato comune e l'alternativa federale.

Sin da quando il Mercato comune era allo stato di progetto, i federalisti, consapevoli che l'unificazione economica non avrebbe prodotto da sola quella politica, e non sarebbe nemmeno giunta a compimento senza un governo federale,

criticarono duramente l'ottimismo di maniera dei governi e dei partiti, e condussero delle campagne popolari in nome del popolo europeo e del suo mezzo legale di espressione: la costituente. Lo scopo era quello di non smarrire la via maestra, e di giungere al momento della crisi inevitabile dell'integrazione europea, che secondo i federalisti avrebbe riguardato, come in effetti è accaduto, gli Stati stessi e i loro rapporti con le grandi potenze, su una posizione capace di sbloccarla.

In particolare, per quanto riguarda il fronte italiano della lotta, i federalisti avevano previsto, in mancanza di uno sbocco democratico europeo, la crisi del centro-sinistra. Sulla base di questa preparazione, di queste previsioni, e di tendenze emerse negli stessi Parlamenti nazionali, essi decisero, nel 1967, di cercare di ottenere una elezione europea unilaterale in Italia tra il 1969 e il 1970.

Li sorreggeva, come li sorregge ancora, la convinzione che questo fatto potrebbe avviare il trasferimento dei partiti e dei cittadini dalle nazioni all'Europa, vale a dire l'intervento nella lotta del popolo europeo. In effetti, il diritto elettorale europeo, riconosciuto in Italia, non potrebbe essere a lungo negato altrove. D'altra parte, con i cittadini e i partiti schierati a livello europeo, il fronte europeo non solo si gioverebbe di un sostegno politico che non ha mai avuto, ma vedrebbe finalmente riconosciuta da tutti la sua vera natura. La ragione, la ragione di qualunque teoria politica, stabilisce senz'altro che un'area politica nella quale intervengono direttamente i cittadini e i partiti non può non darsi un assetto costituzionale, non può non divenire la sede di uno Stato nuovo e di un popolo nuovo.

E' illuminante notare che vale, anche a questo proposito, un'analogia con il Risorgimento, che dette luogo alla convergenza dei mazziniani più realistici, e dei moderati più aperti, proprio sulla soglia dello sbocco statutale del moto italiano.

3. - La legge di iniziativa popolare.

Decimati dalla posizione di critica e di isolamento tenuta nei lunghi anni dell'euforia del Mercato comune, i federalisti sono riusciti tuttavia, grazie alla loro fedeltà al popolo europeo, e per aver preso la posizione giusta nel momento giusto, a rompere l'isolamento, e a trovare in seno all'opinione pubblica, al Consiglio italiano del Movimento Europeo, e tra gli esponenti più illuminati della democrazia di base e di vertice — nonostante il silenzio della stampa — un consenso sufficiente per far presentare dal popolo stesso un disegno di legge per l'elezione diretta dei membri italiani del Parlamento europeo.

In tal modo essi hanno potuto dare alla loro iniziativa la maggiore efficacia e la maggiore dignità possibili, ed è significativo che abbiano trovato proprio nel popolo la forza — che non poteva stare nella loro organizzazione di avanguardia — per giungere sino a questo punto. Le grandi modificazioni della vita politica e sociale hanno sempre avuto la loro base di partenza, e la loro conclusione, nella volontà popolare, che viene sottovalutata solo da coloro che si richiamano ai principii democratici ma non sanno né comprendere quali siano gli obiettivi di carattere veramente progressivo, né affidarne il perseguimento alla volontà stessa del popolo.

4. - La presentazione del disegno di legge.

Il disegno di legge è stato presentato al Presidente del Senato, Amintore Fanfani, il giorno 11 giugno 1969 da una delegazione guidata da Giuseppe Petrilli, Presidente del Consiglio italiano del Movimento Europeo. Con perfetto ossequio all'espressione costituzionale della volontà popolare, il Presidente Fanfani, nel dar notizia dell'avvenuta presentazione, ha auspicato un rapido esame, e l'approvazione, del disegno di legge.

Dopo la comunicazione del Presidente del Senato, il Ministro Emilio Colombo, a nome del governo, e i Senatori Caron, Pieraccini, Cifarelli, Parri, Bergamasco, Franza a

nome rispettivamente della D.C., del P.S.I., del P.R.I., degli Indipendenti di Sinistra, del P.L.I. e del M.S.I., si sono espressi a favore di una rapida approvazione. I Senatori Di Prisco e Fabbrini, a nome rispettivamente dello P.S.I.U.P. e del P.C.I., si sono riservati di esprimere un giudizio una volta conosciuto il testo del disegno di legge.

Ha così ricevuto una prima consacrazione ufficiale il consenso ottenuto nel corso della campagna, e che si è manifestato, come risulta dalla documentazione che segue, in Italia con l'intervento e il discorso del Presidente del Consiglio dei Ministri, on. Mariano Rumor, alla sessione del 4 ottobre 1969 del Comitato Centrale del M.F.E., con prese di posizione dei partiti, e con dichiarazioni personali di Ministri, Sottosegretari e moltissimi Parlamentari; e, negli altri paesi, ivi compresa la Gran Bretagna, con iniziative parlamentari, e con dichiarazioni di solidarietà di moltissime personalità europeistiche, tra le quali lo stesso Hallstein, che si recò a Milano, il 15 febbraio 1969, per elogiare, durante una pubblica manifestazione, i federalisti italiani per la loro iniziativa « giusta e presa al momento giusto ».

Mentre questo opuscolo era in preparazione, l'esame del disegno di legge ha avuto inizio. Il 12 ottobre 1969 la Giunta consultiva per gli affari delle Comunità europee, presieduta dal Senatore Giraud, ha approvato all'unanimità un parere, destinato alle Commissioni riunite prima e terza che dovranno esaminare il disegno di legge in sede referente, con il quale esprime « il suo apprezzamento per il fine politico che il disegno di legge intende perseguire ».

5. - Natura e scopo del disegno di legge.

Il disegno di legge non è fine a sé stesso. Il suo scopo immediato è quello di indurre i governi a rispettare finalmente le disposizioni dell'art. 138 del Trattato C.E.E. per l'elezione a suffragio universale del Parlamento europeo. Il suo scopo ultimo è quello di dar inizio a un processo istituzionale che consenta di affidare al popolo europeo la risposta ai problemi di politica internazionale, di politica econo-

mica, di stabilità e sviluppo della democrazia che hanno una dimensione europea, e per la cui soluzione il tempo si sta consumando inesorabilmente. L'approvazione della legge risulterebbe perciò inutile se rinviasse l'elezione europea in Italia a dopo il 1970, cioè ad un momento nel quale il rilancio europeo sarà cosa fatta, con o senza l'elezione del Parlamento europeo; e nel quale, se non saranno gli Europei a fare le scelte che li riguardano, le faranno per loro, su un indirizzo già segnato, i Russi e gli Americani.

E' alla luce di questi scopi, in questa ora del destino per l'Europa, che devono essere valutate le difficoltà di una elezione europea unilaterale in Italia. Considerata nel quadro elettorale tradizionale, in relazione al comportamento degli elettori, essa può sollevare a giusta ragione delle perplessità, anche se in effetti non presenta, nemmeno sotto questo aspetto, preso in esame nella documentazione che segue, difficoltà insormontabili. Ma questa considerazione non è pertinente perché una elezione di questo genere si pone in un quadro di motivazioni del tutto diverso, la cui natura è tale non solo da non provocare le difficoltà altrimenti prevedibili, ma da rendere addirittura certa una reazione nettamente positiva da parte degli elettori.

Il favore di tutti gli strati della popolazione per l'unità europea è attestato dai sondaggi di opinione. E' anche noto che gli Europei sanno perfettamente di essere inferiori agli Americani e ai Russi per una sola causa: la divisione in Stati separati. A tutto ciò si aggiunge il carattere particolare di questa elezione. Essa non riguarda, come i normali fatti elettorali, la scelta di una politica e degli esponenti incaricati di realizzarla. Questa scelta non è ancora possibile perché manca ancora, a livello europeo, nonostante lo stadio avanzato dell'integrazione economica, un governo europeo con la sua completa articolazione costituzionale. A livello europeo non c'è, sotto il profilo democratico, che una no man's land. Gli stessi Parlamenti nazionali sono costretti ad ammetterlo con sempre maggiore chiarezza. Il ministro Pleven ha usato proprio questa espressione, di per sé stessa ammonitrice, in un

dibattito del 16 dicembre 1969 al Senato francese, per giustificare una legge che autorizza il governo a prendere par ordonnances misure legislative per l'applicazione di decisioni europee.

Questa è la situazione cui gli elettori si troveranno di fronte. Dovendo dare un voto, che non può corrispondere ancora alla scelta di un governo, come dovrebbe essere, essi si chiederanno quale ne sia il significato. Verrà così alla luce, nella loro coscienza, il fatto che, dove si decide il loro destino politico e sociale, c'è una no man's land, una terra di nessuno. Mettendo in evidenza questo fatto, il voto esprimerà la volontà degli elettori di superarlo, diventerà la solenne rivendicazione dei diritti democratici del popolo europeo. La elezione assumerà pertanto, in sostanza, il carattere di un referendum pre-costituzionale europeo.

Questo carattere potrà riuscire più o meno efficace a seconda della maggiore o minore capacità dei partiti di esprimerlo, ma risulterà senz'altro dominante nel dibattito elettorale tra i cittadini, i centri di informazione e i partiti, perché dipende più dalla natura del fatto che dall'arbitrio degli uomini. La sua efficacia risulterà certamente massima se i partiti, o una gran parte di essi, riconoscendo il carattere di questa elezione, e al di là di ciò la necessità di una mobilitazione unitaria del popolo europeo per costituire veramente l'Europa, formeranno, come nella Resistenza, e per portarla finalmente a compimento con la liberazione dell'Europa dalle grandi potenze, un fronte europeo unitario, da proporre in seguito ai partiti degli altri paesi, sulla base di un programma costituzionale europeo (e con ripartizione interna dei posti per assicurare una equa distribuzione tra le Camere e i partiti).

In questo caso il dibattito elettorale farebbe cadere del tutto la cortina psicologica nazionale che impedisce ancora alla popolazione, e agli stessi partiti, di comprendere che un nesso indissolubile lega gli aspetti istituzionali del problema europeo e la linea di sviluppo del processo politico e sociale. Il carattere reazionario delle residue opposizioni alla crea-

zione di un primo nucleo europeo, aperto perché federale, sarebbe completamente smascherato. I partiti capirebbero finalmente che anche la loro rigenerazione è un problema europeo.

In ogni caso per l'Italia, per i paesi della Comunità, per i paesi che hanno già chiesto di farne parte, per quelli che in futuro chiederanno di farne parte, sino a riunire tutta la Europa superando la divisione imposta dalle grandi potenze continentali, e per tutto il mondo, l'elezione europea avrà un significato storico: quello del primo solenne riconoscimento ufficiale del diritto elettorale europeo dei cittadini, del solo mezzo per far sì che siano gli Europei stessi a stabilire, con la loro scelta democratica, quale deve essere l'assetto della Europa.

Se si tengono presenti queste considerazioni, non si può dubitare della reazione degli elettori. Il popolo comprende perfettamente le grandi svolte della storia. Bisognerebbe ricordare che la Resistenza ha vinto perché è stata compresa dal popolo. Bisognerebbe ricordare che è stato il popolo italiano, col suo voto, a scegliere la via della ricostruzione con una saggezza che nessun partito, isolatamente preso, avrebbe potuto manifestare.

Lo Stato italiano, storicamente anacronistico come gli Stati regionali del secolo scorso, costringeva e costringe i partiti a subire l'egemonia russa o americana. Eppure, in una situazione così difficile, il popolo italiano ha saputo, con la sua distribuzione dei voti tra la Democrazia Cristiana, il Partito Comunista, i socialisti, e i partiti risorgimentali, prendere la sola via capace di salvare a un tempo gli istituti democratici, le condizioni dello sviluppo sociale e le possibilità europee della riconquista dell'autonomia.

Il popolo avrebbe già scelto l'Europa democratica se fosse stato consultato, e la sceglierà con piena coscienza se il Parlamento e il governo italiani non gli negheranno, contro ogni principio democratico, la possibilità di esprimersi. Questa verità indiscutibile dovrebbe essere tenuta presente da coloro che affermano che non si può fare l'Europa senza mo-

bilitare il popolo europeo, ma non si sono associati alla avanguardia di questo popolo che ha già manifestato, con il disegno di legge di iniziativa popolare, la sua volontà di partecipare direttamente alla vita dell'Europa, né si battono per realizzare, con il diritto elettorale europeo e le sue conseguenze costituzionali, la premessa indispensabile per mobilitare il popolo europeo sui grandi temi della pace, della solidarietà con i paesi in via di sviluppo, della conquista di nuovi poteri democratici e di uno stadio più avanzato di emancipazione sociale.

6. - Considerazioni finali.

Il primo marzo 1954, Luigi Einaudi annotava nel suo diario: « Nella vita delle nazioni di solito l'errore di non saper cogliere l'attimo fuggente è irreparabile. La necessità di unificare l'Europa è evidente. Gli stati esistenti sono polvere senza sostanza. Nessuno di essi è in grado di sopportare il costo di una difesa autonoma. Solo l'unione può farli durare. Il problema non è fra l'indipendenza e l'unione; è fra l'esistere uniti o lo scomparire. Le esitazioni e le discordie degli stati italiani della fine del quattrocento costarono agli italiani la perdita dell'indipendenza lungo tre secoli; ed il tempo della decisione, allora, durò forse pochi mesi. Il tempo propizio per l'unione europea è ora soltanto quello durante il quale dureranno nell'Europa occidentale i medesimi ideali di libertà. Siamo sicuri che i fattori avversi agli ideali di libertà non acquistino inopinatamente forza sufficiente ad impedire l'unione; facendo cadere gli uni nell'orbita nord-americana e gli altri in quella russa? Esisterà ancora un territorio italiano; non più una nazione, destinata a vivere come unità spirituale e morale solo a patto di rinunciare a una assurda indipendenza militare ed economica » (Lo scrittoio del Presidente, Torino, 1956, p. 89).

Il tempo della decisione, indicato con profondo senso storico da Luigi Einaudi mentre, esercitando lucidamente il magistero di Presidente della Repubblica italiana, ne scor-

geva il destino, sta per scadere. Molti segni, che si infittiscono in modo sempre più convulso, mostrano che siamo ormai di fronte alla svolta storica prevista da Einaudi, che da cinquant'anni aveva invano levato la sua voce nel tentativo di far capire alla classe politica il carattere prioritario, drammatico e decisivo dell'alternativa federalistica al sistema ormai funesto degli Stati nazionali. L'equilibrio mondiale che ha sorretto le prime fasi dell'integrazione europea sta disfacendosi, la convergenza russo-americana avanza inesorabilmente, i poteri basati sui vecchi schieramenti internazionali si stanno sgretolando, e in questo nuovo quadro la spinta verso nuove formule di potere, e verso la sistemazione europea, ancora in sospenso dalla fine della seconda guerra mondiale, diventa sempre più forte.

Questa scadenza è decisiva per l'integrazione europea. L'alternativa ancora aperta, ma che si sta già preparando nell'una come nell'altra direzione, è fra una sistemazione europea realizzata con il contributo di un primo nucleo europeo già unito, e una sistemazione europea imposta dalla Unione Sovietica e dagli Stati Uniti d'America sulla base del congelamento dello status quo, che comporterebbe la compressione definitiva dei fermenti di rinnovamento che si manifestano sia ad Est che ad Ovest, e l'eliminazione del punto di riferimento mondiale che ha raggruppato gli Stati della Europa occidentale e ha spinto le loro forze politiche sulla via dell'integrazione.

Ma è una tragica illusione pensare che l'Europa occidentale possa affrontare in modo unitario, con sei o più governi separati, senza una autorità espressa dal popolo europeo, questa sfida globale. Più l'alternativa si avvicina, più i governi nazionali, e ormai anche quello tedesco, fanno prevalere gli interessi nazionali, per retrogradi e servili che siano, sull'interesse europeo. Solo l'elezione a suffragio universale del Parlamento europeo, con il rovesciamento di fronte politico dalle nazioni all'Europa provocato dallo schieramento dei partiti e dei cittadini a livello europeo, potrebbe frenare questa tendenza, altrimenti irreversibile.

L'Italia potrebbe essere colpita per prima. Nella morsa di questa alternativa, lo Stato italiano rischia di perdere il controllo della forza. Con il momento della decisione si avvicina inesorabilmente quello della verità. La marcia di avvicinamento all'Europa, grazie allo sviluppo europeo dell'economia che ha generato i cosiddetti miracoli italiano e tedesco, ha ridato agli Stati l'ultimo respiro di vita. Ma lo squilibrio tra la formazione di una base economica e sociale europea (che si manifesta anche nel disprezzo della contestazione giovanile per le « sacre » frontiere nazionali), e l'isolamento politico dei partiti e dei cittadini negli Stati, ha raggiunto ormai un punto critico. E ancora una volta, come nel primo dopoguerra, la crisi si manifesta in modo più grave in Italia che negli altri paesi.

Il pericolo è nettamente localizzato. L'idea che la causa della crisi stia nei partiti guadagna sempre più terreno, con un rischio mortale per la democrazia. Ma non sono i partiti che hanno messo in crisi lo Stato, è lo Stato che ha messo in crisi i partiti. I principii liberale, democratico, socialistico e cristiano, che coprono ancora quasi tutta l'area politica italiana, ma sempre meno il settore dei giovani e del ricambio della classe politica, conservano intatta la loro validità teorica. Solo con questi principii, e con una visione pluralistica e cosmopolitica, cioè federalistica, del corso storico, si può dare all'azione umana la capacità di subordinare gli aspetti negativi della politica internazionale alle esigenze della politica interna, e di imporre alle attività economiche il rispetto assoluto dei valori prioritari di carattere civile e sociale.

Ma nel quadro italiano, dominato come le altre parti disunite d'Europa nella sfera politica dalle grandi potenze continentali, e in quella economica dalle grandi imprese a raggio internazionale; capace di sostenere l'autonomia di uno Stato-membro di una federazione europea ma non quella di uno Stato a sovranità assoluta, questi principii si traducono sempre meno nei fatti. Il popolo lo avverte, con la rassegnazione degli adulti, la contestazione o lo scetticismo dei giovani. Così questi principii, proclamati ma non realizzati, fino

ad assumere un significato farisaico, stanno perdendo ancora una volta la loro presa sul cuore degli uomini, e soprattutto dei giovani, che li scambiano per relitti del passato.

L'unica alternativa è l'Europa. Solo in Europa, ma in Europa con la partecipazione di tutti, cioè con uno Stato federale capace di opporsi alle pretese delle potenze-guida, di controllare l'economia e di ridare all'azione politica il suo alimento essenziale, la fiducia nell'avvenire e la possibilità di costruirlo, questi principii potrebbero riacquistare la loro efficacia, restituendo la salute ai partiti che li rappresentano.

L'unica alternativa è l'Europa, e bisogna far presto. Nel disegno di legge di iniziativa popolare questa volontà si è manifestata. Lo spirito di routine la considera una fra le tante cose da fare per rilanciare l'Europa. Ma nelle ore gravi questo spirito, con la sua insensibilità per il senso tragico della storia, non è che lo spirito stesso della sconfitta. L'elezione generale del Parlamento europeo è possibile. L'elezione europea in Italia è indubbiamente il mezzo di pressione più forte per tentare di trasformare in una realtà questa possibilità. Ed è certo che tenere ancora in disparte il popolo europeo, o farlo partecipare finalmente alla costruzione della Europa, è una scelta fondamentale, la scelta che sta per diventare decisiva.

Per ottenere l'intervento del popolo europeo, il M.F.E. ha fatto quanto era umanamente possibile. Giungendo, dopo anni di sacrifici misconosciuti, sino alla mobilitazione popolare per la presentazione del disegno di legge, i militanti federalisti, e soprattutto i giovani federalisti, cui devo rendere l'omaggio che meritano, hanno assolto interamente, con una passione lucida, il loro compito, quello dell'iniziativa. La esecuzione spetta al Parlamento, ai partiti. In ogni caso i federalisti resteranno sul terreno, con i partiti, per dare una costituzione all'Europa, se sarà riconosciuto il potere costituente del popolo europeo, o riprendendo da soli contro tutto e contro tutti il loro oscuro cammino europeo nelle tenebre nazionali che si infittiscono sempre più.

CAPITOLO I

COMPATIBILITA' DEL DISEGNO DI LEGGE N. 706

CON L'ART. 138 DEL TRATTATO C.E.E.

La valutazione del disegno di legge di iniziativa popolare per l'elezione a suffragio universale dei delegati italiani al Parlamento europeo sotto il profilo giuridico deve tener conto di tre fattori.

Il primo è costituito dalla natura stessa dei trattati internazionali in generale, e di quelli di Roma in particolare. E' un fatto indiscutibile che, nella loro interpretazione, la prassi gioca un ruolo assai più rilevante che nell'interpretazione della legislazione interna. Questo rilievo trova una conferma molto eloquente nella storia dei Trattati di Roma, dove la prassi è arrivata addirittura fino a violare norme di significato incontestabile, come quella che prevede le decisioni a maggioranza in seno al Consiglio dei Ministri delle Comunità europee. Come è noto, infatti, la pretesa della Francia di non accettare decisioni a maggioranza è stata accolta dai rappresentanti degli altri paesi membri in un documento comune di carattere ufficiale.

Il secondo è costituito dalla facile previsione che, se il Parlamento italiano approverà il disegno di legge, nessun governo degli altri paesi membri protesterà o solleverà eccezioni. Questa previsione dovrebbe essere da sola sufficiente per considerare risolto il problema.

Il terzo infine riguarda l'aspetto formale della questione della compatibilità del progetto di legge con la lettera del Trattato. A questo proposito sono stati dati, in termini giuridici, tanto pareri favorevoli quanto pareri contrari, che spesso mascherano, dietro un apparente scrupolo giuridico, la vo-

lontà di non rispettare la finalità democratica della norma. In ogni modo, a questo punto, la questione è solo di forma, e il solo problema da risolvere è quello di una forma corretta. E' dunque rilevante il parere formulato dal prof. Ugo Draetta, incaricato di Organizzazione Internazionale all'Università Cattolica del Sacro Cuore (All. I). Questo parere, formalmente ineccepibile, mostra che si può dare forma perfettamente giuridica, secondo la lettera dell'art. 138 del Trattato C.E.E., all'elezione unilaterale dei membri italiani del Parlamento europeo.

ALLEGATO 1

PARERE PRO VERITATE

In relazione alla presentazione di un progetto di legge, di iniziativa popolare, per l'elezione a suffragio universale diretto dei delegati italiani al Parlamento europeo, mi è stato chiesto di esprimere un parere pro veritate sulla compatibilità di tale progetto di legge con il Trattato di Roma, ed in particolare con l'art. 138.

In tutta coscienza il mio parere è il seguente:

1. Nessuna incompatibilità esiste tra l'elezione a suffragio universale diretto dei delegati italiani al Parlamento Europeo e l'art. 138, n. 1 del Trattato di Roma che recita:

« L'Assemblea è formata di delegati che i Parlamenti sono richiesti di designare fra i propri membri secondo la procedura fissata da ogni Stato membro ».

Qualche dubbio potrebbe essere avanzato sulla base della considerazione che la norma suddetta, parlando di designazione demandata ai Parlamenti nazionali, sembrerebbe escludere l'intervento di altri organi o corpi nel procedimento di designazione dei delegati al Parlamento europeo.

Tale dubbio non ha ragione di esistere. L'art. 138 richiede semplicemente che siano i Parlamenti nazionali ad indicare formalmente (tale è il significato da attribuirsi al termine « designare ») quali fra i propri membri debbano essere i delegati al Parlamento europeo. Il procedimento di scelta di tali delegati rimane a monte e fa parte di quelle « procedure » interne che gli Stati, ai sensi dello stesso art. 138, n. 1, possono determinare liberamente.

Una volta che siano adempiute, quindi, le due condizioni cui l'art. 138, n. 1, si riferisce, e cioè che i delegati del Parlamento Europeo siano membri dei Parlamenti nazionali e che siano questi ultimi a indicarli alla Comunità, nessuna altra restrizione esiste a carico degli Stati membri relativamente al procedimento di elezione dei delegati stessi.

A riprova della legittimità di una iniziativa italiana volta all'elezione a suffragio universale diretto dei delegati italiani al Parlamento europeo, milita la considerazione che, ove anche se ne ammettesse la incompatibilità con l'art. 138, n. 1, dovrebbe riconoscersi che nessuna prerogativa di un organo comunitario verrebbe lesa, ma solo una eventuale prerogativa di un organo interno, cioè il Parlamento nazionale.

Nei confronti della Comunità, infatti, una volta adempiute le due condizioni cui prima si faceva riferimento, sarebbe del tutto indifferente che l'elezione dei delegati al Parlamento europeo avvenisse nei singoli Stati a suffragio diretto o indiretto; sarebbe solo il Parlamento nazionale che si vedrebbe eventualmente privato di un suo diritto riconosciutogli, in ipotesi, dall'art. 138 n. 1, del Trattato di Roma.

Il problema quindi dell'eventuale illegittimità del progetto di legge in questione si sposta dal piano comunitario a quello nazionale e non v'è chi non veda come appunto l'approvazione del progetto di legge stesso da parte del Parlamento italiano possa valere a sanare pienamente tale eventuale illegittimità.

Si ritiene, quindi, in conclusione, che il progetto di legge per l'elezione a suffragio universale diretto dei delegati italiani al Parlamento europeo non sia in contrasto con l'art. 138, n. 1, del Trattato di Roma e che, anche se per assurdo lo fosse, tale situa-

zione di contrasto sarebbe sanata dall'approvazione stessa del progetto.

2. Nessuna incompatibilità esiste, del pari, ove si consideri l'art. 138, n. 3, del Trattato di Roma, che recita:

« L'Assemblea elaborerà progetti intesi a permettere l'elezione a suffragio universale diretto, secondo una procedura uniforme in tutti gli Stati membri ».

Qui il dubbio potrebbe riferirsi alla indispensabilità delle due condizioni, vale a dire l'iniziativa del Parlamento europeo e l'adozione di procedure uniformi per l'elezione a suffragio universale diretto dei delegati del Parlamento europeo.

E' chiaro però che queste due condizioni devono sussistere solo relativamente ad una elezione generale a suffragio universale diretto, cioè una elezione che abbia luogo in tutti gli Stati membri. E' questa appunto l'ipotesi che l'art. 138, n. 3, considera.

Nel caso del progetto di legge italiano siamo invece al di fuori dell'ambito di applicazione di tale norma, in quanto è solo dell'elezione dei delegati italiani che si tratta, e cioè di una iniziativa unilaterale posta in essere in uno solo degli Stati membri.

In sostanza, la modifica che il Parlamento italiano si accinge ad esaminare non ha, ai fini del Trattato di Roma, una portata diversa da quella che avrebbe una riforma del sistema elettorale italiano, come ad esempio la designazione di senatori da parte delle Regioni, senz'altro lecita ai sensi del Trattato di Roma.

Una modifica del genere ha la stessa natura di quella consistente, ad esempio, nell'introdurre nel sistema elettorale normale un meccanismo attraverso il quale ciascun elettore, insieme con il voto di preferenza per un candidato, indichi il candidato stesso anche come delegato al Parlamento europeo.

3. In conclusione va osservato che il problema della compatibilità o meno del progetto di legge in questione con l'art. 138 del Trattato di Roma deve porsi alla luce di una interpretazione sistematica della norma stessa, che risulta dall'esame contemporaneo del n. 1 e del n. 3 dell'art. 138.

Procedendo in questo modo è dato rendersi conto come, in tema di designazione dei delegati del Parlamento europeo il

Trattato di Roma stabilisca sì, una determinata procedura, ma lo faccia — per così dire — in via transitoria, in quanto nel contempo il Trattato stesso indica la meta ultima da conseguire, che è quella appunto dell'elezione a suffragio universale diretto.

Ora, sotto questo profilo, è evidente che il progetto di legge italiano vuole mettersi sulla strada indicata dal legislatore comunitario, col dichiarato scopo di anticipare i tempi di attuazione della meta comunitaria o, più esattamente, di provocare la messa in moto del meccanismo previsto dall'art. 138, n. 3, che al momento attuale ristagna in una fase involutiva.

Sembra quindi assolutamente fuori di luogo porsi il problema dell'incompatibilità col Trattato di Roma del progetto di legge per l'elezione a suffragio universale diretto dei delegati italiani al Parlamento europeo, e va invece ritenuto che tale elezione è perfettamente in linea con la lettera e con lo spirito del testo comunitario.

Milano, 29 ottobre 1969.

Prof. UGO DRAETTA

*Docente di Diritto Internazionale
Incaricato di Organizzazione Internazionale
nell'Università Cattolica
di Milano.*

CAPITOLO II

SOLUZIONE DEI PROBLEMI TECNICI
DELLA LEGGE SOTTO IL PROFILO
DEL MECCANISMO ELETTORALE,
DELLA PARTECIPAZIONE
E DELLE IMPLICAZIONI DI EQUILIBRIO POLITICO

A. - TECNICA ELETTORALE

1. - Collegi.

La proposta di legge presentata in Senato prevede l'elezione a suffragio universale diretto dei 36 delegati italiani al Parlamento europeo: sulla base della prassi costantemente seguita dal Parlamento italiano, si tratta di eleggere 18 deputati e 18 senatori. La particolarità di una consultazione elettorale destinata alla scelta di soli 36 eletti impedisce di far svolgere queste elezioni con il principio proporzionale se non si adotta il collegio unico nazionale. In effetti, se si adotta il principio di circoscrizioni regionali:

1. - deve essere destinato almeno un seggio anche a quelle regioni che non avrebbero diritto ad un eletto se si applicasse il principio proporzionale su scala nazionale. I collegi, basati su queste regioni, darebbero luogo agli stessi effetti che derivano dall'applicazione del principio maggioritario;

2. - per i collegi regionali più ampi, che hanno diritto a due o tre seggi, la proporzionale si realizzerebbe unicamente a vantaggio dei partiti maggiori, ossia la D.C. e il P.C.I.;

3. - è impossibile distribuire equamente i seggi fra le circoscrizioni cosicché vi sarebbero in ogni caso collegi sovra-rappresentati e collegi sottorappresentati;

4. - infine, e questa è la considerazione più grave, queste elezioni avrebbero un carattere contraddittorio. In alcuni collegi varrebbe, sia pure con i limiti sopra esposti, il principio proporzionale, e in altri quello maggioritario. Anche con l'utilizzo nazionale dei resti, non ci sarebbero possibilità di successo per i partiti minori. In definitiva si avrebbe una distribuzione dei seggi del tutto diversa da quella che si verifica nelle elezioni per la Camera dei deputati.

D'altra parte l'adozione di collegi regionali utilizzando un *quorum* nazionale costituirebbe un puro espediente. In

questo caso il *quorum* nazionale risulterebbe infatti praticamente irraggiungibile nella maggior parte delle regioni. La maggior parte dei voti espressi, non essendo direttamente utilizzati, affluirebbero pertanto al collegio unico nazionale, dove in realtà avverrebbe non l'utilizzo dei resti, bensì l'attribuzione dei seggi.

2. - *Candidature.*

Si pongono due problemi. La scelta del collegio unico nazionale può, a giusta ragione, far nascere perplessità in quanto esso unifica situazioni sociali strutturalmente diverse, quali quelle che esistono nelle regioni del Nord e del Sud italiano, caratterizzate da un diverso comportamento elettorale della popolazione. In particolare, dall'analisi di precedenti consultazioni, appare maggiore nel Sud il ruolo giocato dalla personalità del candidato piuttosto che dal partito di appartenenza. Ma le caratteristiche di una elezione unilaterale diretta dei rappresentanti italiani al Parlamento europeo non permettono l'espressione di queste differenze di comportamento elettorale e le relative distorsioni nei risultati. Dato il numero ristretto degli eletti, i partiti dovrebbero schierare grandi personalità, assicurando nel contempo una bilanciata distribuzione regionale dei candidati. Orbene, è un fatto che le personalità politiche di rilievo sono più identificate con il loro partito di quanto non lo possano essere, ad esempio, molti dei candidati locali alla Camera dei deputati.

Proprio questo fatto pone il secondo problema. I partiti dovrebbero impegnare in queste elezioni i loro uomini di maggior prestigio per ottenere un buon risultato, ma non potrebbero sempre inviarli a Strasburgo, almeno per ora, e almeno nei casi in cui la loro azione sia indispensabile a pieno ritmo in Italia. Questa tuttavia non è una difficoltà insormontabile. I grandi leaders politici potrebbero impegnarsi nella consultazione europea come forza traente per un successo elettorale; nella lista dei candidati si potrebbero poi inserire personalità europeistiche che intendano subentrare ad essi

nell'adempimento effettivo del mandato parlamentare a Strasburgo.

3. - *Sistema elettorale.*

Per quanto riguarda il meccanismo elettorale, si possono proporre le seguenti soluzioni, una volta accolto il principio del collegio unico nazionale.

a) Il primo punto da risolvere è l'utilizzo dei resti. Il sistema che più si avvicina alla proporzionale pura, trattandosi di un collegio unico nazionale, è quello dei resti maggiori. Una volta calcolato il *quorum*, dividendo per i 36 seggi il numero dei voti validi, e assegnati ai partiti i seggi che loro spettano su questa base, i seggi restanti vengono assegnati ai partiti che hanno i resti più elevati in cifra assoluta.

b) Per quanto riguarda la ripartizione degli eletti tra 18 senatori e 18 deputati, il primo problema che si presenta è quello della configurazione della scheda. Si tratta in primo luogo di dividere in due lo spazio riservato alle preferenze, destinandone metà ai senatori e metà ai deputati. In sede di scrutinio, poi, si assegnano i seggi ai partiti sulla base del numero dei voti ottenuti, come indicato sub a), e, all'interno di ciascun partito, si attribuiscono i seggi conquistati per metà ai senatori e per metà ai deputati, proclamando eletti rispettivamente quelli che hanno ottenuto il più elevato numero di preferenze.

Se tutti i partiti hanno ottenuto un numero pari di seggi, non sorgono problemi; se invece due o più partiti hanno ottenuto un numero dispari di seggi, si deve trovare un metodo di scrutinio delle preferenze da cui consegua che risultino in ogni caso eletti in totale 18 senatori e 18 deputati.

Tale procedura, per l'attribuzione dell'ultimo seggio all'interno di ogni partito che ne abbia ottenuto un numero dispari, potrebbe essere la seguente:

1. - per ognuno degli n partiti aventi ancora diritto a un seggio si calcola la differenza fra le preferenze ottenute

dal deputato e dal senatore meglio classificati dopo quelli già eletti; tale differenza sarà positiva se il deputato ha ottenuto più preferenze del senatore, negativa nell'altro caso;

2. - si dividono gli scarti così ottenuti fra il deputato e il senatore di ognuna di queste n liste per il numero dei voti riportati dalla lista medesima, ottenendo scarti ponderati;

3. - si ordinano gli scarti ponderati che separano i due candidati in ballottaggio in ognuna delle n liste secondo valori decrescenti (dal positivo più alto in valore assoluto al negativo più alto in valore assoluto);

4. - si proclamano eletti, per i partiti che in questa graduatoria occupano i primi $n/2$ posti, i deputati; per i restanti $n/2$ partiti, i senatori (vedi Allegato 1).

In tal modo, se ad esempio i posti da attribuire sono quattro e in due partiti è il senatore che ha ottenuto più voti preferenziali e negli altri due è il deputato, risultano eletti i due deputati e i due senatori che hanno conseguito il più elevato numero di preferenze nelle rispettive liste. Se in tre partiti è in testa il senatore e in uno il deputato, sono eletti: quest'ultimo deputato, i due senatori con il maggior scarto ponderato nei confronti dei deputati della stessa lista e il deputato separato dal minor scarto dal suo senatore. Se infine in tutti e quattro i partiti è in testa il deputato, sono eletti i due deputati separati dal maggior scarto e i due senatori separati dal minore.

B. - ABBINAMENTI

In astratto le elezioni unilaterali dei delegati italiani al Parlamento europeo possono:

- 1) essere abbinata con le elezioni politiche;
- 2) svolgersi senza alcun abbinamento;
- 3) essere abbinata con le elezioni amministrative e regionali.

1. - *Abbinamento con le elezioni politiche.*

L'ipotesi dell'abbinamento con le elezioni politiche, avanzata da varie parti come la più idonea a valorizzare il significato politico dell'elezione unilaterale, presenta due difficoltà, il cui superamento appare molto difficile.

La prima, di natura giuridica, discende dal tenore stesso dell'art. 138 del trattato istitutivo della Comunità Economica Europea e consiste nella limitazione dell'elettorato passivo ai soli membri del Parlamento italiano: al momento delle elezioni politiche né i parlamentari uscenti, il cui mandato (eccezion fatta per i Senatori a vita) potrebbe non venir rinnovato, né i candidati alle elezioni, non ancora eletti, si trovano nelle condizioni necessarie.

La seconda difficoltà, di carattere politico, consiste nel fatto che, salva l'ipotesi straordinaria di elezioni anticipate, l'abbinamento con le elezioni politiche comporterebbe il rinvio delle elezioni unilaterali al 1973. Un simile rinvio equivarrebbe al completo insabbiamento della legge di iniziativa popolare: il suo valore politico è strettamente connesso alla presente situazione europea, cioè all'attuale fase di stallo del processo di integrazione e all'aspettativa generalizzata di un rilancio politico; la sua forza sta nella dimostrazione di una concreta volontà di progresso democratico da parte dell'Italia, volontà che non solo nessuno dei *partners* europei può contrastare, ma che anzi tutti si vedrebbero rapidamente costretti a seguire. Approvare il principio dell'elezione europea, rinviandone l'esecuzione di tre anni, sarebbe una chiara dimostrazione del fatto che il Parlamento italiano condivide le remore degli oppositori dell'integrale attuazione dei Trattati di Roma, ma non ha il coraggio di rispondere « no » ad una precisa richiesta dell'opinione pubblica.

2. - *Nessun abbinamento.*

Contro l'ipotesi dello svolgimento delle elezioni unilaterali senza alcun abbinamento, possono essere opposti due ordini di obiezioni, del resto già sollevate da alcuni uomini politici nel corso di conversazioni informali.

Il primo consiste nella difficoltà di giustificare, agli occhi della classe politica e dell'opinione pubblica, la messa in moto della complessa macchina elettorale dello Stato, con i relativi oneri finanziari, per l'elezione di soli 36 delegati. Il secondo ordine di obiezioni mette l'accento sullo scarso rilievo che tali elezioni, isolate, verrebbero ad avere, sia per il disinteresse dei partiti, sia per la scarsa partecipazione dell'elettorato, e sul fatto che, dal clima di apatia che ne deriverebbe, potrebbero trarre beneficio i partiti con più vasta capacità di organizzazione e di mobilitazione del proprio elettorato, con una conseguente alterazione dei veri rapporti di forza tra partiti in seno alla delegazione italiana a Strasburgo.

Queste difficoltà sono superabili. Per quanto riguarda la prima, basta osservare che « la democrazia non ha prezzo » e che quindi non ha alcun rilievo il numero delle persone da eleggere. Per quanto riguarda la seconda, il comportamento dell'elettorato viene analizzato dettagliatamente in un altro paragrafo del presente rapporto (Cap. II, C. - La partecipazione, p. 149), al quale si rimanda; per quanto riguarda il comportamento dei partiti, va rilevato che, una volta presa la decisione di tenere una elezione, questa automaticamente diventa strategica per tutti i partiti, nel senso che nessuno di essi può permettersi di perderla e deve quindi impegnare a fondo tutte le sue energie per cercare di vincerla.

3. - *Abbinamento con le elezioni amministrative e regionali.*

Contro questo tipo di abbinamento viene comunemente avanzata una obiezione di tipo « tecnico », basata sulla presunta impossibilità di sottoporre all'elettore una quarta scheda, oltre a quelle per il Comune, la Provincia e la Regione, perché l'elettore risulterebbe irrimediabilmente disorientato e confuso.

Questa obiezione può essere facilmente controbattuta per mezzo di due ordini di considerazioni. Innanzitutto è arbitrario identificare la soglia della confusione nella quarta scheda. Se si vuole postulare come criterio di valutazione la

precedente esperienza italiana, l'unica ipotesi che si può ragionevolmente fare è che la soglia critica stia nella terza scheda (non ve ne è mai stata una in Italia, finora): superata questa soglia non ha nessun senso cercare di identificare il saggio di confusione rispetto al numero delle schede. La verità è che il criterio delle « precedenti esperienze in Italia » è arbitrario per un'inferenza di questo tipo: esso legittima solo l'osservazione che, anche in caso di pluralità di schede (due), lo elettore non cade in confusione.

D'altra parte esperienze offerte da altri Paesi confermano che l'elettore non si confonde neppure di fronte alle più complicate ed articolate domande poste dal sistema elettorale.

Come si può agevolmente rilevare dalla riproduzione della scheda elettorale dello Stato del Massachusetts (elezioni del 1956) allegata al presente rapporto (vedi Allegato 2), in questo Stato all'elettore è richiesto di votare per: 1) il Presidente ed il Vice-presidente degli Stati Uniti, 2) il Governatore dello Stato del Massachusetts, 3) il Vice-governatore, 4) il Secretary dello Stato, 5) il Treasurer, 6) l'Auditor, 7) l'Attorney General, 8) il Deputato al Congresso degli Stati Uniti, 9) il Councillor, 10) il Senatore dello Stato al Senato degli Stati Uniti, 11) il Rappresentante nella Corte generale, 12) i County Commissioners, 13) lo Sceriffo, 14) il Clerk of Courts. Quasi non bastasse, lo Stato del Massachusetts poneva al cittadino, nello stesso atto, due questioni oggetto di referendum legislativo, come si può notare alla estremità destra della scheda riprodotta.

L'obiezione che si tratta di un'unica scheda sarebbe speciosa, perché si tratta in verità di 16 schede riunite in una sola. Va inoltre osservato che l'esempio riportato non rappresenta affatto un caso-limite, ma che il numero delle elezioni contemporanee oltrepassa sovente la ventina.

Davanti alla citazione di questi esempi viene comunemente replicato che essi non sono trasferibili alla situazione italiana, in quanto presi da paesi nei quali la maturità dei cittadini sarebbe molto maggiore che nell'Italia di oggi. Una simile obiezione è arbitraria, perché, ad esempio nel caso del

Massachusetts, dimentica la fortissima componente dell'immigrazione europea nel corpo elettorale, anche dopo la seconda guerra mondiale, ed in particolare dell'immigrazione italiana (a Boston « Little Italy » è *little* in rapporto all'Italia, ma non certo rispetto a Boston e neppure al Massachusetts): va inoltre sottolineata l'estrazione rurale e la generale appartenenza a ceti diseredati degli immigrati, i quali però non si sono dimostrati tanto ignoranti ed immaturi da non sapersi orientare in schede del tipo di quella allegata e da non saper contribuire ad eleggere, per ben due legislature, un Governatore — John Volpe — di origine italiana.

4. - Conclusioni.

Per concludere, sia l'ipotesi 2) (svolgimento delle elezioni unilaterali senza alcun abbinamento) che l'ipotesi 3) (abbinamento con le elezioni amministrative e regionali) non presentano serie difficoltà. Si pone il problema della scelta fra di esse.

A favore dello svolgimento senza alcun abbinamento sta il fatto che una elezione esclusivamente europea avrebbe un effetto politico importantissimo al fine della mobilitazione dell'opinione pubblica europea in Italia, che verrebbe prepotentemente posta di fronte ad un dibattito dominato da temi europei e alla responsabilità di una scelta elettorale su questo tema. A sfavore gioca il grosso impegno politico richiesto ai partiti ed il fatto contingente che, dato che nel 1970 devono già svolgersi le elezioni amministrative e regionali, potrebbero emergere difficoltà nel porre in agenda le elezioni europee entro il 1970, e potrebbe quindi rivelarsi necessario un rinvio di almeno un anno (vedi a questo proposito le osservazioni fatte circa il rinvio nell'ipotesi di abbinamento con le elezioni politiche).

A favore dell'abbinamento con le elezioni amministrative e regionali sta da un lato la certezza del loro svolgimento entro il 1970; d'altro lato sta il fatto che le elezioni europee conferirebbero un significato ben più profondo a quelle co-

munali, provinciali e soprattutto regionali. Ne deriverebbe una votazione complessa, nella quale la gamma delle motivazioni dell'elettore comincerebbe ad assumere l'estensione e l'articolazione corrispondenti ai bisogni reali dei cittadini, seppure attraverso strumenti istituzionali ancora molto imperfetti. Le regioni sono altrettanto necessarie quanto l'Europa: non ha senso fare le regioni per favorire la partecipazione dei cittadini alle scelte politiche che li riguardano, se poi l'embrione di politica europea che si delinea rimane tecnocratico ed isolato nei conciliaboli segreti della diplomazia, e se gli Stati nazionali, con la divisione politica dell'Europa, continuano a subire l'egemonia americana e indirettamente quella della Russia (che egemonizza direttamente una parte della popolazione), rendendo così impossibile qualsiasi concreta scelta da parte dei cittadini. Di fatto il progetto delle regioni, isolato da quello europeo, non ha liberato sinora forze nuove.

C. - LA PARTECIPAZIONE

Una elezione unilaterale europea può far sorgere dei dubbi in ordine al grado di partecipazione dei cittadini. Tuttavia un esame del problema induce a ritenere che la partecipazione a una elezione di questo genere non sarebbe inferiore a quella che si riscontra nelle elezioni politiche nazionali.

1. - Carattere del comportamento elettorale degli Italiani.

Per valutare la misura probabile della partecipazione, bisogna premettere una osservazione di carattere generale sul comportamento elettorale degli italiani. Esso manifesta un alto grado di vischiosità dovuto sia a residui psicologici del clima politico del dopoguerra, sia all'esistenza dell'obbligo legale del voto. L'esperienza dimostra molto chiaramente che le percentuali dei votanti si mantengono altissime anche nel caso di elezioni amministrative tenute in date diverse da

quelle generali e riguardanti pochi comuni, le quali presentano quindi un rilievo politico assai scarso. Bisogna inoltre tener presente l'effetto dell'abbinamento con le elezioni amministrative e regionali, discusso al punto B) del presente capitolo: gli elettori che si presenteranno alle urne voteranno certamente anche la scheda europea.

2. - I sondaggi di opinione.

Ciò premesso, per mostrare che una elezione europea troverebbe un elettorato ben predisposto (e quindi anche per mostrare la possibilità di una elezione europea sganciata da qualunque altra elezione), basta riferirsi ai dati relativi alla popolarità dell'unificazione europea che emergono dai numerosi sondaggi di opinione effettuati in questo campo e a una interpretazione adeguata di questi dati.

Due di questi sondaggi sono particolarmente indicativi. Il primo, riportato per estratti in Allegato 3 e tratto da Luzzatto Fegiz, *Il volto sconosciuto dell'Italia* (Giuffrè, 1966, pp. 1069-1093), è stato condotto nel 1962 e riguarda tutti i paesi della CEE. Il secondo, riportato per estratti in Allegato 4 e tratto dalla « *Revue Française de Science Politique* » (Vol. XIX, n. 1), riguarda solo la Francia, ma è stato effettuato nel 1968 e comprende anche dati relativi al problema delle elezioni europee nel presente contesto politico, sociale e istituzionale. Il particolare valore di questi sondaggi è costituito dal fatto che essi, essendo stati promossi e condotti da organizzazioni di carattere tecnico e non politico, offrono una garanzia di obiettività scientifica; e dal fatto che essi, essendo separati da un periodo di tempo di sei anni, dimostrano la costanza nel tempo degli atteggiamenti e degli stati d'animo dell'opinione pubblica nei confronti dell'Europa.

L'esame di questi sondaggi permette di mettere in evidenza i seguenti dati di fatto:

— Il numero dei contrari oscilla costantemente attorno al 4% della popolazione. Questo è, probabilmente il dato più significativo, se si tiene conto dei limiti intrinseci a qualsiasi

sondaggio sull'unità europea. Questi sondaggi si differenziano radicalmente dai sondaggi sul comportamento e sulle scelte elettorali nazionali per tre ordini di motivi: a) i cittadini, interrogati sul problema europeo, devono rispondere a un problema teorico che non conoscono, che non li ha ancora coinvolti democraticamente come partecipanti, con una esperienza che non permette loro di collegare con chiarezza l'Europa alle loro esigenze sociali; b) devono rispondere a domande che non si sono posti quando votano, che non hanno avuto un peso nel loro passato, che non riguardano il loro presente, che non si sa se riguarderanno il loro futuro; in una parola a domande prive delle motivazioni connesse con le loro azioni personali di elettori; c) non fanno, come spesso purtroppo gli stessi uomini politici, che la formula federale è una formula aperta, che la scelta federale per una parte d'Europa è storicamente una scelta per tutta l'Europa, e via dicendo.

Questi limiti, che possono determinare l'indifferenza dei cittadini, o schierare contro l'Europa dei cittadini che sarebbero favorevoli se la conoscessero, conferiscono un particolare significato al numero irrilevante dei contrari e una portata nettamente evolutiva ai dati che seguono, nei quali si manifestano le opinioni decisamente favorevoli dei cittadini sin da ora, nel presente vuoto di esperienza, di ricordi, di vere e proprie motivazioni personali come elettori.

— I favorevoli, nel 1962, per tutta l'Europa, erano il 72%, i contrari il 5%. Per l'Italia, il 60% e il 4% (v. Allegato 3, p. 170). Il sondaggio del 1968, limitato alla Francia (ma non vi è ragione per cui il dato non si debba generalizzare), dimostra che il rapporto non ha subito variazioni apprezzabili tra il 1962 e il 1968 (v. Allegato 4, p. 171). A questo proposito si deve tener conto non solo dei limiti intrinseci ai sondaggi europei, ma anche a quelli nazionali, che mostrano come non si possano dedurre dal numero delle persone che risultano globalmente indifferenti alla politica delle indicazioni circa la partecipazione delle persone in questione alle elezioni. Infatti in Italia il numero

delle persone che dichiarano di non avere alcun interesse o alcuna conoscenza riguardo al problema dell'unità europea è analogo a quello delle persone che dichiarano di essere totalmente prive di interesse per la politica in generale (vedi Allegato 3, pp. 170-171). Anzi, mentre 44 italiani su 100 dichiarano esplicitamente di non avere alcun interesse per la politica (*ibid.*), quelli che dichiarano di non pensare mai all'unificazione europea sono 28 su 100. Altri 22 non hanno dato alcuna risposta, il che non significa automaticamente che essi non pensino mai all'unificazione europea. In ogni modo, se la percentuale di persone disinteressate alla politica non si riflette nella percentuale delle astensioni nelle elezioni nazionali, la stessa mancanza di relazione fra l'uno e l'altro fatto dovrebbe verificarsi anche per un'elezione europea.

— Il favore all'unità europea si conferma anche di fronte alla domanda specifica relativa all'elezione del Parlamento europeo. I dati del sondaggio Allegato 4 relativi a questo problema (pag. 171) riguardano la sola Francia, ma sono tanto più significativi in quanto il regime gollista non svolgeva sicuramente al tempo del sondaggio una propaganda tale da incoraggiare un atteggiamento favorevole su questo punto, e quindi possono essere ragionevolmente estesi all'Italia.

— L'atteggiamento favorevole all'Europa è diffuso in tutti gli ambienti professionali compreso il settore agricolo, dove esso è nettamente prevalente (vedi Allegato 3, pag. 171; vedi, nel caso della Francia, Allegato 4, pag. 172, dove risulta che in Francia il rapporto tra agricoltori favorevoli e contrari è di 52 a 8).

3. - *Gli agricoltori.*

Per quanto riguarda in particolare la parte agricola della popolazione italiana, che in generale viene considerata come poco sensibile ai problemi politici che fuoriescono dalla sua esperienza quotidiana, si deve osservare non solo che la vischiosità di cui si è parlato interessa il mondo agricolo nella

stessa misura in cui interessa il corpo elettorale in genere, ma anche che gli interessi degli agricoltori sono toccati profondamente e quotidianamente dal Mercato Comune agricolo. Gli agricoltori, di fatto, sono assai meno all'oscuro dei problemi connessi con il processo di integrazione europea di quanto comunemente non si creda. E' da ritenere inoltre, data la costante dottrina federalistica del Papato, che anche il clero assumerebbe un atteggiamento favorevole al voto.

4. - *L'esperienza della Campagna per la raccolta delle firme.*

Un'ulteriore conferma delle conclusioni che derivano dagli argomenti precedentemente esposti si ricava dall'esame del campione costituito dalle 65.000 firme raccolte per la presentazione della proposta di legge di iniziativa popolare. Le condizioni in cui la raccolta è stata organizzata (mancanza della sanzione dell'ufficialità, mancanza di un grande apparato di propaganda, macchinosità dell'operazione di firma che si svolgeva alla presenza di un notaio o di un funzionario comunale) erano tali da far pensare che soltanto persone aventi una conoscenza specifica del problema europeo avrebbero aderito. Al contrario si è potuto constatare che la partecipazione di cittadini all'iniziativa è stata ampia e spontanea, tanto che il numero delle firme raccolte è stato limitato soltanto dalle evidenti difficoltà organizzative e dalla necessità di presentare la proposta non appena il numero minimo di firme richiesto dall'art. 71 della Costituzione fosse stato raggiunto; dall'altro lato, come è facile constatare dall'esame delle schede, le adesioni sono state raccolte con eguale facilità (a parità di impegno organizzativo) al Nord e al Sud, in grandi, medie e piccole città, in ambienti universitari, zone industriali e villaggi ad attività esclusivamente agricola, a conferma del fatto che l'ideale europeo è ugualmente diffuso in tutti i ceti, in tutte le regioni della Penisola, in tutti gli ambienti sociologici.

D. - SITUAZIONE DEI DELEGATI AL PARLAMENTO EUROPEO E DEI CANDIDATI ALL'ELEZIONE UNILATERALE

La situazione dei delegati al Parlamento europeo e dei candidati all'elezione unilaterale pone due problemi: quello degli attuali membri italiani del Parlamento europeo, che decadrebbero automaticamente con l'attuazione dell'elezione unilaterale e quello dei candidati all'elezione stessa che, pur essendo Parlamentari, cioè persone elette nelle elezioni nazionali, non riuscissero eletti nella elezione europea (fatto inevitabile dato il ristretto numero dei seggi da attribuire).

Sul primo punto si deve osservare che nel dibattito che ha preceduto il recente rinnovo dei membri italiani al Parlamento europeo è stato ripetutamente messo in rilievo che la nomina doveva considerarsi provvisoria in attesa di una elezione a suffragio universale, anche unilaterale. E' quindi chiaro che la sostituzione dei membri nominati con membri eletti, nella misura in cui provocasse una sostituzione di persone, non potrà essere da costoro interpretata come una sconfessione della loro opera. Del resto la maggior parte degli attuali membri italiani del Parlamento europeo sono tra i più convinti sostenitori del progetto di legge.

Sul secondo punto si deve osservare che il non riuscire eletti in una elezione europea, con soli 36 seggi da attribuire, ha un significato completamente diverso dal non riuscire eletti in una elezione nazionale, dove i seggi sono in numero quasi trenta volte superiore. Agli occhi dello stesso elettorato, il fatto che un parlamentare eletto nel suo collegio, nelle precedenti elezioni politiche, non riesca a raggiungere il *quorum*, enormemente superiore, necessario per essere eletto al Parlamento europeo, non può essere interpretato come una prova di debolezza. Anzi, poiché i candidati, anche non eletti in una elezione europea, riceveranno, grazie al collegio unico nazionale, un numero di voti incomparabilmente più elevato di quello dei voti ricevuti nelle precedenti elezioni

politiche, pare più fondato ritenere che, indipendentemente dalla riuscita, la partecipazione all'elezione europea significherà per tutti i candidati un aumento di prestigio e di influenza.

E. - COMPLETAMENTO GIURIDICO DEL DISEGNO DI LEGGE N. 706

Il testo del disegno di legge è stato tenuto volontariamente incompleto per lasciare libere le forze politiche di completarlo a seconda dei loro orientamenti di applicazione.

Solo a titolo di esempio, e sulla base delle ipotesi esemplificative di questa documentazione, si prospetta, come possibile soluzione, il seguente completamento giuridico.

TITOLO I

Disposizioni generali

- Art. 1 - Per designare nel suo seno, a norma dell'art. 138 del Trattato istitutivo della Comunità Economica Europea, i delegati italiani al Parlamento europeo, il Parlamento italiano ricorre a una consultazione elettorale a suffragio universale diretto.
- Art. 2 - La elezione sarà effettuata con il sistema proporzionale sulla base di un collegio unico nazionale. Il territorio nazionale verrà suddiviso in circoscrizioni corrispondenti alle Province, ai soli effetti di cui agli artt. 8, 18, 19, 20, 21 e 29 della presente legge.
- Art. 3 - L'esercizio del voto è un obbligo al quale nessun cittadino può sottrarsi senza venire meno ad un preciso dovere verso il Paese.

Ogni elettore dispone di un voto di lista. Egli ha facoltà di attribuire preferenze per determinare l'ordine dei candidati compresi nella lista votata, nei limiti e con le modalità stabilite dalla presente legge.

TITOLO II

Capo I — *Elettorato attivo*

Art. 4 - Sono elettori i cittadini iscritti nelle liste elettorali compilate a termini delle disposizioni contenute nel Testo Unico delle leggi per la disciplina dell'elettorato attivo e per la tenuta delle liste elettorali, approvato con Decreto del Presidente della Repubblica 20 marzo 1967, n. 223, che abbiano compiuto il ventunesimo anno di età entro il primo giorno della elezione.

Capo II — *Eleggibilità*

Art. 5 - Sono eleggibili come delegati al Parlamento europeo i membri del Parlamento italiano in carica al momento della elezione.

TITOLO III

Del procedimento elettorale preparatorio

Art. 6 - I comizi elettorali sono convocati con decreto del Presidente della Repubblica, su deliberazione del Consiglio dei Ministri. I Sindaci di tutti i Comuni della Repubblica danno notizia al pubblico del decreto di convocazione dei comizi con speciali avvisi.

Art. 7 - Presso la Corte di Cassazione è costituito, entro tre giorni dalla pubblicazione del decreto di convocazione dei comizi, l'Ufficio elettorale centrale nazionale, composto da un Presidente di Sezione e quattro Consiglieri, scelti dal Primo Presidente. Un Cancelliere della Corte è designato a svolgere le funzioni di segretario.

Art. 8 - Presso il Tribunale, nella cui giurisdizione è il Comune capoluogo della Provincia, è costituito, entro tre giorni dalla pubblicazione del decreto di convocazione dei comizi, l'Ufficio elettorale circoscrizionale, composto di tre magistrati, dei quali uno con funzioni di presidente, nominati dal Presidente del Tribunale. Un Cancelliere del Tribunale è designato ad esercitare le funzioni di segretario.

Art. 9 - I partiti o gruppi politici organizzati, rappresentati in Parlamento, che intendono presentare liste di candidati, debbono depositare presso il Ministero dell'Interno il contrassegno con il quale dichiarano di voler distinguere le liste medesime. All'atto del deposito il partito o il gruppo organizzato deve indicare la propria denominazione nonché designare un proprio rappresentante effettivo e un supplente, incaricati di effettuare il deposito all'Ufficio elettorale centrale nazionale della lista dei candidati e dei relativi documenti. Il Ministero dell'Interno comunica all'Ufficio elettorale nazionale le designazioni suddette entro il 56° giorno antecedente quello della votazione. Per quanto qui non indicato relativamente alla disciplina del deposito, si fa riferimento agli artt. 15 e 16 del T.U., D.P.R. 30 marzo 1957 n. 361, che verrà nel testo dei successivi articoli della presente legge indicato per brevità come « T.U. ».

- Art. 10 - Ciascuna lista può comprendere al massimo trenta-sei candidati. Essa consisterà di due sotto-liste: la prima costituita da nominativi di senatori, la seconda di deputati. Ciascuna di queste due sotto-liste potrà comprendere al massimo diciotto candidati.
- Art. 11 - Le liste dei candidati devono essere presentate da un capo-gruppo parlamentare o da non meno di venti parlamentari.
I nomi dei candidati devono essere elencati e contrassegnati con numeri arabi progressivi, secondo l'ordine di precedenza.
La candidatura deve essere accettata, firmata ed autenticata da un Sindaco o da un Notaio o dal Presidente della Camera cui appartiene il candidato. Nessun candidato può essere compreso in liste portanti contrassegni diversi.
- Art. 12 - Le liste dei candidati devono essere presentate all'Ufficio elettorale centrale nazionale presso la Corte di Cassazione, dalle ore 8 del cinquantacinquesimo giorno alle ore venti del quarantacinquesimo giorno antecedenti quello della votazione, insieme con gli atti di accettazione delle candidature. Nella dichiarazione di presentazione delle liste dei candidati deve essere specificato con quale contrassegno depositato presso il Ministero dell'Interno la lista medesima intende distinguersi. La dichiarazione di presentazione della lista dei candidati deve contenere infine l'indicazione di due delegati effettivi e di due supplenti autorizzati a fare le designazioni previste dall'art. 25 del T.U.
- Art. 13 - Agli adempimenti previsti dagli articoli 21 e 22 del T.U., in quanto necessari ai fini della presente legge, provvede l'Ufficio elettorale centrale nazionale costituito presso la Corte di Cassazione.

- Art. 14 - Le decisioni dell'Ufficio elettorale centrale nazionale, in ordine agli adempimenti di cui all'articolo precedente, sono comunicate nella stessa giornata ai delegati di lista. Contro le decisioni di eliminazione di liste o di candidati, i delegati di lista possono, entro quarantotto ore dalla comunicazione, presentare deduzioni allo stesso Ufficio, che decide in proposito nei tre giorni successivi, e provvede quindi ai seguenti adempimenti:
- a) assegna un numero a ciascuna lista ammessa, secondo l'ordine di presentazione;
 - b) assegna un numero ai singoli candidati di ciascuna lista, secondo l'ordine in cui vi sono iscritti;
 - c) comunica ai delegati di lista le definitive determinazioni adottate;
 - d) trasmette immediatamente al Ministero dell'Interno le liste definitive con i relativi contrassegni per la stampa delle schede di votazione e per l'adempimento di cui alla lettera seguente;
 - e) provvede per mezzo del Ministero dell'Interno alla stampa delle liste con relativo contrassegno e numero d'ordine in un unico manifesto e alla trasmissione di esso ai Sindaci di tutti i Comuni per la pubblicazione nell'albo pretorio e in altri luoghi pubblici entro il ventesimo giorno precedente la data della votazione. Tre copie di ciascun manifesto devono essere consegnate ai presidenti dei singoli uffici elettorali di sezione: una a disposizione dell'ufficio e le altre per la affissione nella sala della votazione.
- Art. 15 - Per tutte le altre operazioni relative al procedimento elettorale preparatorio si fa riferimento agli articoli 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41 del T.U.

TITOLO IV

Della votazione

Art. 16 - Una scheda valida rappresenta un voto di lista. L'elettore può manifestare la preferenza esclusivamente per candidati della stessa lista da lui votata. Il numero delle preferenze è di quattro complessivamente, per un massimo di due preferenze per ciascuna sotto-lista, costituita rispettivamente da nominativi di deputati o di senatori. Il voto di preferenza deve essere espresso anche quando lo elettore intenda attribuirlo ai candidati che per effetto dell'ordine di precedenza stabilito in base all'art. 11 della presente legge, siano in testa alla lista votata.

Sono nulle le preferenze nelle quali il candidato non sia designato con la chiarezza necessaria a distinguerlo da ogni altro candidato della stessa lista.

Art. 17 - Per tutte le altre operazioni relative alle votazioni si fa rinvio agli articoli 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66 del T.U.

TITOLO V

Dello scrutinio

Art. 18 - Per lo svolgimento delle operazioni di scrutinio si fa rinvio alle norme contenute negli articoli 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76 e 79 del T.U. In questi articoli l'indicazione di « Ufficio centrale circoscrizionale » va sostituita con « Ufficio elet-

torale circoscrizionale », costituito ai sensi dell'articolo 8 della presente legge.

Art. 19 - Compiute le operazioni di cui all'articolo precedente, l'Ufficio elettorale circoscrizionale:

- a) determina la cifra elettorale circoscrizionale di ogni lista. La cifra elettorale circoscrizionale di lista è data dalla somma dei voti di lista, compresi quelli di cui al n. 2 del I comma dello articolo 76 del T.U., ottenuti da ciascuna lista nelle singole sezioni della circoscrizione;
- b) determina la cifra individuale circoscrizionale di ogni candidato. La cifra individuale circoscrizionale di ogni candidato è data dalla somma dei voti di preferenza validi e di quelli assegnati a ciascun candidato ai sensi del n. 2 del I comma dell'articolo 76 del T.U.

Art. 20 - Di tutte le operazioni dell'Ufficio elettorale circoscrizionale si deve redigere in duplice esemplare processo verbale che, seduta stante, deve essere firmato in ciascun foglio e sottoscritto dal presidente, dagli altri magistrati, dal cancelliere e dai rappresentanti di lista presenti.

Uno degli esemplari del verbale, con i documenti annessi, nonché tutti i verbali delle sezioni con i relativi atti e documenti ad essi allegati, devono essere inviati subito dal presidente dell'Ufficio elettorale circoscrizionale all'Ufficio elettorale centrale nazionale.

Il secondo esemplare del verbale è depositato nella cancelleria del Tribunale presso cui è costituito lo Ufficio elettorale circoscrizionale. L'estratto del verbale relativo alle operazioni previste dall'articolo 19 della presente legge viene trasmesso allo Ufficio elettorale centrale nazionale, in plico sigillato, mediante corriere speciale.

Art. 21 - L'Ufficio elettorale centrale nazionale, ricevuti gli estratti dei verbali previsti dall'ultimo comma dell'articolo precedente da tutti gli Uffici elettorali circoscrizionali:

- a) determina la cifra elettorale nazionale di ciascuna lista sommando le cifre elettorali riportate nelle singole circoscrizioni dalle liste aventi il medesimo contrassegno;
- b) stabilisce il quoziente elettorale nazionale dividendo la somma delle cifre elettorali nazionali di tutte le liste per trentasei;
- c) divide la cifra elettorale nazionale di ogni lista per tale quoziente.

Il risultato di tale divisione rappresenta il numero di seggi da assegnare a ciascuna lista. I seggi che rimangono ancora da attribuire sono assegnati alle liste che hanno avuto maggiori resti e, in caso di parità di resti, a quelle liste che hanno un rapporto più elevato tra resti e cifra elettorale nazionale; a parità di questo rapporto, si procede a sorteggio.

Art. 22 - Una volta completate le operazioni di cui all'articolo precedente, l'Ufficio elettorale centrale nazionale provvede a determinare la cifra individuale nazionale di ciascun candidato incluso nelle diverse liste, sommando la cifra individuale circoscrizionale di ogni candidato. Per ogni lista che abbia ottenuto un numero di seggi pari, l'Ufficio elettorale centrale nazionale proclama eletti, per un numero pari alla metà dei seggi conseguiti dalla lista, i candidati compresi nella sottolista composta da nominativi di deputati che hanno ottenuto la cifra individuale nazionale più elevata, e, per l'altra metà di seggi, i candidati compresi nella sottolista dei senatori che hanno ottenuto la cifra

individuale nazionale più elevata nella rispettiva sottolista.

Per le n liste alle quali è stato attribuito un numero dispari di seggi, l'Ufficio elettorale centrale nazionale procede nel modo seguente:

- a) calcola per ogni lista la differenza fra la cifra individuale nazionale del primo deputato escluso e la cifra individuale nazionale del primo senatore escluso, e divide questa differenza per la cifra elettorale nazionale della lista;
- b) ordina i quozienti così ottenuti secondo valori decrescenti (dal positivo più alto in valore assoluto al negativo più alto in valore assoluto);
- c) proclama eletto, per i partiti che nella graduatoria formata ai sensi della lettera precedente occupano i primi $n/2$ posti, i deputati; per i restanti $n/2$ partiti, i senatori.

Art. 23 - Il seggio che rimane vacante, per qualsiasi causa, anche se sopravvenuta, è attribuito al candidato che segue immediatamente per cifra elettorale nazionale il titolare del seggio divenuto vacante nella sottolista a cui appartiene il titolare del seggio divenuto vacante.

Art. 24 - Al Parlamento, riunito in seduta comune, spetta la convalida dell'elezione dei delegati italiani al Parlamento europeo. Esso pronuncia anche giudizio definitivo su tutte le contestazioni, reclami o proteste di cui al comma I dell'articolo 87 del T.U., secondo le modalità e nei termini di cui ai commi I, II e IV dello stesso articolo.

TITOLO VI

Disposizioni penali

Art. 25 - Per quanto riguarda la disciplina penale della presente elezione, si applicano integralmente gli articoli 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 107, 108, 109, 110, 111, 112 e 114 e i commi I, II, IV e V dell'articolo 113 del T.U.

TITOLO VII

Disposizioni finali

Art. 26 - Per quanto riguarda le giustificazioni da prodursi da parte dei cittadini che non abbiano esercitato il diritto di voto, le sanzioni contro coloro che non lo abbiano esercitato senza giustificato motivo, le facilitazioni di viaggio e gli obblighi dell'Amministrazione dello Stato, degli Enti pubblici e dei privati datori di lavoro nei confronti dei loro dipendenti, si fa pieno riferimento agli articoli 115, 116, 117, 118 e 119 del T.U.

Art. 27 - All'onere per l'applicazione della presente legge sarà provveduto con l'istituzione di un apposito capitolo nello stato di previsione della spesa dal Ministero dell'Interno.

TITOLO VIII

Disposizioni transitorie

Art. 28 - Le prime elezioni, in attuazione della presente legge avranno luogo contemporaneamente alle elezioni regionali, provinciali e comunali secondo

quanto disposto dall'articolo 1 della legge 7 novembre 1969, n. 774.

Art. 29 - Per lo svolgimento delle operazioni di voto e di scrutinio delle prime elezioni, si rinvia all'articolo 20 della legge 17 febbraio 1968 n. 108, il cui primo comma n. 2 viene così modificato:

« 2) Il presidente procede alle operazioni di scrutinio dando la precedenza a quelle per le elezioni europee, seguite da quelle per la elezione del Consiglio regionale ».

Il comma II dello stesso articolo viene così modificato:

« Terminate le operazioni di scrutinio per tali elezioni, il presidente:

a) provvede al recapito dei due esemplari dei verbali relativi alle elezioni europee e alle elezioni del Consiglio regionale; ».

Restano immutate le lettere b) e c) del prefato II comma.

Art. 30 - Per le prime elezioni, oggetto della presente legge, tutte le spese derivanti da adempimenti comuni alle diverse elezioni di cui all'articolo 28 della presente legge, verranno ripartite tra lo Stato e gli altri Enti interessati, fermo restando il disposto di cui all'articolo 26 della legge 17 febbraio 1968, n. 108.

Al relativo onere di lire che incomberà allo Stato, si farà fronte mediante riduzione del fondo iscritto nello stato di previsione della spesa del Ministero per il Tesoro per l'esercizio finanziario 1970, riguardante il finanziamento dei provvedimenti legislativi in corso. Il Ministero per il Tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle occorrenti variazioni di bilancio.

ALLEGATO 1

ILLUSTRAZIONE PRATICA DEL METODO
DI DISTRIBUZIONE DEI SEGGI
FRA DEPUTATI E SENATORI
PER I PARTITI CHE ABBIANO OTTENUTO
UN NUMERO DISPARI DI SEGGI

Si supponga che quattro partiti (P_1, P_2, P_3, P_4) abbiano conquistato un numero dispari di seggi. Si tratta quindi di applicare il metodo indicato a pag. 38 per attribuire i quattro seggi a due deputati e due senatori (essendo già stati distribuiti gli altri 32 seggi fra 16 deputati e 16 senatori).

PUNTO 1) - Indichiamo con $x_1 (x_2, x_3, x_4)$ e $y_1 (y_2, y_3, y_4)$ i voti preferenziali ottenuti rispettivamente dal deputato e dal senatore meglio classificati dopo quelli eletti nel partito $P_1 (P_2, P_3, P_4)$. Calcoliamo la differenza $x_1 - y_1$ per P_1 , $x_2 - y_2$ per P_2 , $x_3 - y_3$ per P_3 e $x_4 - y_4$ per P_4 . Tale differenza avrà segno positivo se x è maggiore di y , segno negativo nel caso opposto (ossia quando le preferenze ottenute dal senatore siano maggiori di quelle del deputato).

PUNTO 2) - Indichiamo con $z_1 (z_2, z_3, z_4)$ i voti riportati dal partito $P_1 (P_2, P_3, P_4)$. Dividiamo quindi lo scarto calcolato al punto 1) per il numero totale dei voti. Abbiamo quindi:

$$\begin{aligned} \text{per } P_1 \quad \frac{x_1 - y_1}{z_1} &= b_1 && \text{(positivo se } x \text{ maggiore di } y, \\ &&& \text{negativo se } y \text{ maggiore di } x) \\ \text{per } P_2 \quad \frac{x_2 - y_2}{z_2} &= b_2 && \text{» » » »} \end{aligned}$$

e così via.

PUNTO 3) - Ordiniamo gli scarti ponderati così calcolati secondo valori decrescenti. Supponiamo che b_1, b_2 e b_3 siano positivi e b_4 negativo, ossia che per i primi tre partiti il deputato abbia ottenuto più voti del senatore e per il quarto il senatore più del deputato; ed inoltre che b_1 sia maggiore di b_3 che a sua volta è maggiore di b_2 , mentre tutti sono ovviamente superiori a b_4 . L'ordine è quindi il seguente:

$$1^\circ) b_1 \quad 2^\circ) b_3 \quad 3^\circ) b_2 \quad 4^\circ) b_4$$

PUNTO 4) - In questo caso, per il partito P_1 e P_3 viene eletto il deputato, per P_2 e P_4 il senatore.

Esempio numerico

Valori assunti nell'esempio:

per P_1	$x_1 = 70$	$y_1 = 35$	$z_1 = 100$
per P_2	$x_2 = 35$	$y_2 = 20$	$z_2 = 75$
per P_3	$x_3 = 30$	$y_3 = 20$	$z_3 = 40$
per P_4	$x_4 = 25$	$y_4 = 40$	$z_4 = 60$

PUNTO 1)

calcoliamo gli scarti:

per P_1	$x_1 - y_1 = 70 - 35 = 35$
per P_2	$x_2 - y_2 = 35 - 20 = 15$
per P_3	$x_3 - y_3 = 30 - 20 = 10$
per P_4	$x_4 - y_4 = 25 - 40 = -15$

PUNTO 2)

ponderiamo gli scarti con il numero dei voti:

$$\begin{aligned} \text{per } P_1 \quad \frac{x_1 - y_1}{z_1} &= \frac{70 - 35}{100} = \frac{35}{100} = b_1 = 0,35 \\ \text{per } P_2 \quad \frac{x_2 - y_2}{z_2} &= \frac{35 - 20}{75} = \frac{15}{75} = b_2 = 0,20 \end{aligned}$$

$$\text{per } P_3 \frac{x_3 - y_3}{z_3} = \frac{30 - 20}{40} = \frac{10}{40} = b_3 = 0,25$$

$$\text{per } P_4 \frac{x_4 - y_4}{z_4} = \frac{25 - 40}{60} = -\frac{15}{60} = b_4 = -0,25$$

PUNTO 3)

ordiniamo gli scarti:
 1°) $b_1 = 0,35$ 2°) $b_3 = 0,25$ 3°) $b_2 = 0,20$ 4°) $b_4 = -0,25$

PUNTO 4)

per il partito P_4 è eletto evidentemente il senatore (in quanto è l'unico che abbia ottenuto più preferenze del rispettivo deputato). Per P_1 e P_3 è eletto il deputato, mentre il secondo senatore è eletto per P_2 .

ALLEGATO 2

The Commonwealth of Massachusetts

List of Candidates nominated, to be voted for in Lawrence, Ward 6, Precinct 8, November 6, 1956

Edward J. Conroy
 Registrar of the Commonwealth

SPECIMEN BALLOT

Penalty for willfully detaching, tearing down, removing or destroying a list of candidates or specimen ballot, fine not exceeding one hundred dollars

<p>ELECTORS OF PRESIDENT AND VICE PRESIDENT.</p> <p>To vote for the lists of Presidents and Vice Presidents and Electors of the President and Vice President, mark an X in the appropriate column of the right of each Party Name or Political Organization.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> EISENHOWER and NIXON Republican</p> <p><input type="checkbox"/> MASS and COZZINI Socialist-Liberal</p> <p><input type="checkbox"/> HOLTWICK and COOPER Prohibition</p> <p><input type="checkbox"/> STEVENSON and KEFAUVER Democratic</p>	<p>GOVERNOR</p> <p><input type="checkbox"/> CHARLES F. BRANNON Republican</p> <p><input type="checkbox"/> FRANK J. WHELAN Democrat</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Socialist-Liberal</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Prohibition</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democratic</p> <p>COMMISSIONER OF REVENUE</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Republican</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democrat</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Socialist-Liberal</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Prohibition</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democratic</p>	<p>SENATOR</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Republican</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democrat</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Socialist-Liberal</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Prohibition</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democratic</p> <p>REPRESENTATIVE IN GENERAL COURT</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Republican</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democrat</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Socialist-Liberal</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Prohibition</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democratic</p>	<p>DEPUTY COMMISSIONER</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Republican</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democrat</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Socialist-Liberal</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Prohibition</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democratic</p> <p>CLERK OF SUPERIOR COURT</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Republican</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democrat</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Socialist-Liberal</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Prohibition</p> <p><input type="checkbox"/> WALTER F. DUBOIS Democratic</p>
---	---	---	---

ALLEGATO 3

Lei è favorevole o contrario all'azione per l'unità europea?

	R.F. di Ger- mania	Belgio	Francia	Italia	Lussem- burgo	Paesi Bassi	Media per i 6 paesi
Molto favorevole	50	31	28	36	11	62	40
Più favorevole che contrario	31	34	44	24	16	25	32
Più contrario che favorevole	3	4	6	3	3	3	4
Molto contrario	1	1	2	1	2	1	1
Nessuna risposta	15	30	20	36	68	9	23
	100	100	100	100	100	100	100

* * *

Personalmente Le avviene di pensare a questi problemi [problemi dell'unificazione europea]?

	R.F. di Ger- mania	Belgio	Francia	Italia	Lussem- burgo	Paesi Bassi	Media per i 6 paesi
Molto spesso	15	8	7	11	6	13	11
Abbastanza spesso	28	22	26	18	21	32	25
Raramente	33	30	33	21	36	32	29
Mai	21	38	32	28	33	22	27
Nessuna risposta	3	2	2	22	4	1	8
	100	100	100	100	100	100	100

* * *

Lei pensa di avere molto interesse per gli avvenimenti politici, un interesse normale o nessun interesse?

	R.F. di Ger- mania	Belgio	Francia	Italia	Lussem- burgo	Paesi Bassi	Media per i 6 paesi
Molto interesse	16	7	10	7	9	11	} 42
Normale interesse	31	23	33	26	30	43	
Poco interesse	32	31	28	23	32	30	} 58
Nessun interesse	21	39	29	44	29	16	
	100	100	100	100	100	100	100

* * *

In tutti i paesi gli agricoltori sono, fra i diversi gruppi professionali, i più diffidenti nei confronti dell'Europa; essi non arrivano mai all'ostilità (nella Repubblica Federale, dove gli oppositori sono più numerosi, essi non superano l'11% degli agricoltori), ma tendono ad assumere un atteggiamento di attesa.

E' noto che in tutti i paesi il pubblico pensa che saranno proprio gli agricoltori a fare le spese del Mercato Comune. In tutti i paesi eccettuata l'Italia, quest'opinione è molto diffusa fra gli agricoltori; tuttavia essi sono convinti che, nell'insieme, il proprio Paese si trovi in posizione favorevole nella competizione europea. Soltanto gli agricoltori tedeschi sono spesso pessimisti...

Malgrado le preoccupazioni espresse, gli agricoltori sono, anche in Germania, prevalentemente favorevoli al Mercato Comune agricolo.

ALLEGATO 4

On parle beaucoup actuellement de l'unification politique de l'Europe. Vous, personnellement, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt opposé à cette idée?

Très favorable	25%
Plutôt favorable	42
Plutôt opposé	6
Très opposé	2
Ne sait pas	25
	100%

* * *

Croyez-vous souhaitable que les électeurs français, italiens, allemands, etc., élisent ensemble un Parlement européen?

Oui	59%
Non	15
Ne sait pas	26
	100%

* * *

Attitude générale à l'égard de l'Europe politique - en %.

	<i>Très favorable</i>	<i>Plutôt favorable</i>	<i>Plutôt opposé</i>	<i>Très opposé</i>	<i>Ne sait pas</i>	<i>Total (%)</i>
Ensemble	25	43	6	2	24	100
<i>Profession du chef de famille</i>						
Cadres supérieurs, professions libérales	39	45	4	3	9	100
Petits commerçants, artisans	29	37	5	4	25	100
Employés, cadres moyens	30	45	7	1	17	100
Ouvriers	20	44	8	2	26	100
Agriculteurs	10	42	7	1	40	100
Retraités, inactifs	30	38	4	1	27	100

CAPITOLO III

SITUAZIONE DEI PARTITI E DELLE PERSONALITA' POLITICHE ITALIANE DI FRONTE AL DISEGNO DI LEGGE

Se il disegno di legge n. 706 arriverà alla discussione in aula, non dovrebbe trovare consistenti opposizioni, perché la quasi totalità della classe politica si è già dichiarata favorevole. Si tratta di un consenso che è andato crescendo attorno all'iniziativa dei federalisti nel corso della Campagna, come dimostrano le brevi note che seguono.

1. - *L'inizio della Campagna e i primi consensi della classe politica*

La Campagna ebbe inizio, dopo una lunga preparazione in seno al M.F.E., il 15 aprile 1967, con l'invio a tutti i deputati e senatori del testo della proposta di legge, e con la apertura di un ampio dibattito alla base. Si registrarono subito le risposte positive di 127 parlamentari, tra cui quelle di cinque ministri e dodici sottosegretari (vedi elenco in Allegato 1), e una sufficiente risposta di base, nell'opinione pubblica e da parte degli amministratori locali.

Nel periodo precedente le elezioni politiche del 1968 i federalisti inviarono a tutti i candidati una richiesta di impegno, se eletti, a sostenere la proposta di legge. Ovunque i federalisti erano presenti con la loro organizzazione, le risposte dei candidati dello schieramento democratico furono quasi unanimemente positive. In questa stessa occasione si ottennero impegni pubblici, in occasione di comizi o per iscritto, dai maggiori responsabili dei partiti democratici tra i quali La Malfa, Malagodi, Nenni e Russo (vedi Allegato 2). P.S.I. - P.S.D.I. unificati inserirono nel proprio programma

elettorale l'impegno a « promuovere entro il 1969 elezioni a suffragio universale e diretto delle delegazioni nazionali al Parlamento europeo » (vedi Allegato 3).

2. - *La raccolta delle 50.000 firme per la proposta di legge di iniziativa popolare. L'impegno del Movimento Europeo e dei rappresentanti della democrazia di base.*

Il successo della prima fase della Campagna permise alla Commissione Italiana del M.F.E. di prendere, il 23 giugno 1968, la decisione di far presentare la proposta di legge dal popolo stesso, a norma dell'art. 71 della Costituzione.

Il 3 ottobre 1968, il Consiglio Italiano del Movimento Europeo, con una dichiarazione del presidente, Giuseppe Petrilli, fece propria l'iniziativa dei federalisti.

Lo stesso giorno iniziò la raccolta delle firme a Milano, sotto il patrocinio del presidente dell'Amministrazione Provinciale di Milano, Erasmo Peracchi, e del Sindaco di Milano, Aldo Aniasi. Ovunque le autorità locali si misero al fianco dei federalisti nella raccolta ed autenticazione delle firme.

3. - *La presentazione della legge al Senato. Dichiarazioni dei capi-gruppo.*

Il 15 febbraio 1969, il traguardo delle 50.000 firme fu raggiunto e l'11 giugno la proposta di legge venne consegnata nelle mani del Sen. Amintore Fanfani, Presidente del Senato.

Tutti i capi-gruppo presero posizione in aula. Si dichiararono favorevoli senza riserve i senatori Caron (DC), Pieracini (PSI), Cifarelli (PRI), Parri (Sin. Ind.), Bergamasco (PLI), Franza (MSI). Sospesero il giudizio, in attesa di conoscere le modalità della proposta di legge i Senatori Fabbrini (PCI) e Di Prisco (PSIUP). A nome del governo espresse pieno appoggio all'iniziativa il Ministro del Tesoro, Emilio Colombo. Il Presidente del Senato Fanfani concluse la discussione affermando che « si darebbe una bella prova di attività e di sensibilità politica se il Senato potesse procedere

all'approvazione del disegno di legge medesimo prima delle ferie estive » (vedi « Resoconto sommario della 148ª Seduta pubblica del Senato della Repubblica » - Mercoledì 11 giugno 1969, Allegato 4, e, per le ripercussioni nella stampa estera, « Le Monde », 25 giugno 1969, Allegato 5).

4. - *L'XI Congresso della Democrazia Cristiana.*

Nel corso del suo XI Congresso la Democrazia Cristiana approvò un ordine del giorno in cui tra l'altro si affermava che il « congresso ritiene urgente ogni iniziativa tendente ad assicurare... l'approvazione del progetto di iniziativa popolare per l'elezione, anche unilaterale, della rappresentanza al Parlamento europeo ». L'O.d.G. è firmato da Scelba, Caron, Andreotti, Pedini, Petrilli, Spataro, Granelli, V. Colombo, C. Russo, Salvi, V. Russo, Giraud, Piombino, Storchi, Bassetti, Sullo, Sarti, Bersani, Barbi, Falcucci, Bernassola, Scaglia, Martini, Foschi, Girardin, Bonalumi, Sferrazza, Fucili, Nobili, Scarascia, M.E. Martini, Ciccardini, Cuocolo, Zamberletti, Pastore, Curci, T. Anselmi, Battistini, Peracchi, Poli, Sabbatini, D'Angelo, Zanin, Dozio, Bianco, Nichele, Bertorelle, Trabucchi, Noè, Latini, Rotolo, Fracanzani, Ferragni, Fabbri, Lattanzio, De Poli, De Poi, Pavarin, Mulotto (vedi il testo dell'O.d.G., Allegato n. 6).

5. - *L'impegno del Presidente del Consiglio Rumor.*

Nella presentazione del suo gabinetto alle Camere, il Presidente designato Rumor dichiarò, il 12 agosto, nel corso della sua replica al Senato ed in risposta ad una sollecitazione del Segretario della Commissione italiana Albertini (vedi telegramma 8 agosto, Allegato 7), che «... il governo avrà bene presenti le indicazioni del Movimento Federalistico Europeo e del gruppo europeista del Senato, con particolare riguardo alle proposte, che con altre accoglie, per l'istituzione sollecita di un Parlamento europeo, a suffragio diretto » (vedi « Resoconto stenografico della 165ª Seduta pubblica del Senato della Repubblica » - 12 agosto 1969, Allegato 8).

Il 4 ottobre 1969, il Presidente del Consiglio Rumor, aderendo all'invito rivoltogli dal Comitato Centrale del Movimento Federalista Europeo, riunito a Milano, intervenne ai lavori dello stesso e rinnovò l'impegno a nome del governo per una rapida approvazione della proposta di legge (vedi Allegato 9).

ALLEGATO 1

ELENCO DEI PARLAMENTARI DELLA IV LEGISLATURA CHE HANNO DATO IL LORO APPOGGIO ALLA PROPOSTA DI LEGGE PRESENTATA DAL MOVIMENTO FEDERALISTA EUROPEO

Alla campagna promossa dal Movimento Federalista Europeo per l'elezione unilaterale a suffragio universale diretto dei delegati italiani al Parlamento europeo hanno aderito i seguenti ministri (accanto ai nomi, in ordine alfabetico, sono indicati il partito di appartenenza e la circoscrizione elettorale): Colombo Emilio, Ministro del Tesoro, DC - Potenza; Pastore Giulio, Ministro per la Cassa del Mezzogiorno, DC - Torino; Pieraccini Giovanni, Ministro del Bilancio, PSU - Firenze; Preti Luigi, Ministro delle Finanze, PSU - Bologna; Rubinacci Leopoldo, Ministro per la Ricerca Scientifica, DC - Campania; e i seguenti altri membri del governo: Albertini Francesco, Sottosegretario al Tesoro, PSU - Torino; Amadei Leonetto, Sottosegretario all'Interno, PSU - Pisa; Caron Giuseppe, Sottosegretario al Bilancio, DC - Veneto; Colombo Vittorino, Sottosegretario alle Finanze, DC - Milano; De Cocci Danilo, Sottosegretario ai Lavori Pubblici, DC - Ancona; Lupis Giuseppe, Sottosegretario agli Affari Esteri, PSU - Catania; Martinez Mario, Sottosegretario alla Marina Mercantile, PSU - Sicilia; Misasi Riccardo, Sottosegretario alla Giustizia, DC -

Catanzaro; Romita Pierluigi, Sottosegretario alla Pubblica Istruzione, PSU - Cuneo; Salizzoni Angelo, Sottosegretario alla Presidenza del Consiglio, DC - Bologna; Santero Natale, Sottosegretario alla Difesa, DC - Lombardia; Sarti Adolfo, Sottosegretario al Turismo, DC - Cuneo.

Hanno inoltre aderito: Ariosto Egidio, Vice-Presidente del gruppo parlamentare, PSU - Brescia; Ballardini Renato, Presidente della Commissione Affari Costituzionali, PSU - Trento; Bisaglia Antonio, Segretario Organizzativo, DC - Verona; Della Briotta Libero, Segretario Commissione Agricoltura, PSU - Como; Ermini Giuseppe, Presidente della Commissione Istruzione, DC - Perugia; Franzo Renzo, Deputato Segretario, DC - Torino; Gava Silvio, Presidente del Gruppo Parlamentare, DC - Campania; Guerrini Giorgio, Segretario del gruppo parlamentare, PSU - Verona; La Malfa Ugo, Segretario politico, PRI - Bologna; Lepore Antonio, Senatore Questore, DC - Campania; Pucci Ernesto, Segretario Amministrativo, DC - Catanzaro; Tupini Umberto, Presidente della Giunta Elettorale, DC - Marche; Veronesi Enzo, Segretario del gruppo parlamentare, PLI - Emilia; Zappa Franco, Presidente della Commissione Giustizia, PSU - Como; Zelioli Lanzini Ennio, Vice-Presidente del Senato, DC - Lombardia.

Hanno ancora aderito i Senatori: Arnaudi Carlo, PSU - Lombardia; Attaguile Giocchino, DC - Sicilia; Battista Emilio, DC - Lazio; Bergamasco Giorgio, PLI - Lombardia; Bertola Ermenegildo, DC - Piemonte; Cittante Antonio, DC - Veneto; Coppo Dionigi, DC - Piemonte; Cornaggia Medici Giovanni M., DC - Lombardia; D'Andrea Ugo, PLI - Lazio; De Dominicis Pietro, DC - Abruzzo; Ferrari Francesco, DC - Puglia; Forma Renzo, DC - Piemonte; Giuntoli Grazia, DC - Puglia; Grassi Luigi Davide, PLI - Lombardia; Kuntze Federico, PCI - Puglia; Lombardi Giovanni, DC - Lombardia; Lombardi Pietro, DC - Campania; Magliano Terenzio, PSU - Piemonte; Massobrio Bruno, PLI - Piemonte; Merloni Aristide, DC - Marche; Monni Antonio, DC - Sardegna; Montini Ludovico, DC - Lombardia; Palumbo Vincenzo, PLI - Lombardia; Romagnoli Caretoni Tullia, PSU - Lombardia; Salari Giuseppe, DC - Umbria; Torelli Carlo, DC - Piemonte; Valsecchi Pasquale, DC - Lombardia.

Hanno infine aderito i Deputati: Achilli Michele, PSU - Milano; Amadeo Aldo, DC - Genova; Armani Arnaldo, DC - Udine; Armato Baldassare, DC - Napoli; Arnaud Gian Aldo, DC - Torino; Badini Confalonieri Vittorio, PLI - Cuneo; Baldi Carlo, DC - Cuneo; Barberi Salvatore, DC - Catania; Baslini Antonio, PLI - Milano; Belotti Giuseppe, DC - Brescia; Biaggi Francantonio, PLI - Brescia; Bianchi Gerardo, DC - Firenze; Bisantis Fausto, DC - Catanzaro; Bologna Giacomo, DC - Trieste; Bontade Margherita, DC - Palermo; Borra Carlo, DC - Torino; Brusasca Giuseppe, DC - Cuneo; Caiazza Luigi, DC - Firenze; Canestrari Alessandro, DC - Verona; Cantalupo Roberto, PLI - Roma; Cariota Ferrara Nicola, PLI - Napoli; Carra Vittorino, DC - Parma; Castelli Edgardo, DC - Milano; Cattani Venerio, PSU - Bologna; Cavallaro Francesco, DC - Roma; Cengarle Onorio, DC - Verona; Ceruti Carlo, DC - Parma; Cerutti Luigi, Gruppo Misto - Torino; Cottone Benedetto, PLI - Palermo; Degan Costante, DC - Venezia; De Pascalis Luciano, PSU - Milano; De Ponti Ubaldo, DC - Como; Fabbri Francesco, DC - Venezia; Gagliardi Vincenzo, DC - Venezia; Galli Luigi Michele, DC - Como; Gennai Tonietti Erisia, DC - Milano; Girardin Luigi, DC - Verona; Machiavelli Giuseppe, PSU - Genova; Mancini Antonio, DC - L'Aquila; Marchiani Giordano, DC - Bologna; Marotta Michele, DC - Potenza; Martini Maria Eletta, DC - Pisa; Mengozzi Dario, DC - Parma; Merenda Claudio, DC - Potenza; Micheli Filippo, DC - Perugia; Miotti Carli Amalia, DC - Verona; Mussa Ivaldi Carlo, PSU - Torino; Patrini Narciso Franco, DC - Mantova; Pedini Mario, DC - Brescia; Pintus Mariano, DC - Cagliari; Pitzalis Giovanni, DC - Cagliari; Rampa Leandro, DC - Brescia; Reale Giuseppe, DC - Catanzaro; Reggiani Alessandro, PSU - Venezia; Righetti Umberto, PSU - Roma; Romanato Giuseppe, DC - Verona; Russo Carlo, DC - Genova; Salvi Franco, DC - Brescia; Savio Emanuela, DC - Torino; Savoldi Gianni, PSU - Brescia; Scalia Vito, DC - Catania; Sgarlata Marcello, DC - Catania; Silvestri Primo, PSU - Verona; Sinesio Giuseppe, DC - Palermo; Stella Carlo, DC - Torino; Tantalo Michele, DC - Potenza; Valiante Mario, DC - Benevento; Venturini Aldo, PSU - Roma; Veronesi Giuseppe, DC - Trento.

ALLEGATO 2

SVILUPPI DELLA CAMPAGNA PER LE ELEZIONI UNILATERALI DIRETTE DEL PARLAMENTO EUROPEO

(estratto da « Federalismo Europeo », aprile-maggio 1968)

... Sul fronte italiano l'impegno dei federalisti è stato volto a cercare di introdurre il tema della campagna nel dibattito politico che precede le elezioni nazionali del 19 maggio.

Il 10 aprile il segretario della Commissione Italiana, Albertini, inviava agli onorevoli Rumor, segretario della Democrazia Cristiana, La Malfa, segretario del Partito Repubblicano, De Martino e Tanassi, co-segretari del Partito Socialista Unificato, Malagodi, segretario del Partito Liberale, il seguente telegramma: « Occasione inizio campagna elettorale esprimo nome federalisti auspicio contributo Suo partito per elezione diretta unilaterale delegati Parlamento europeo scopo portare maturità tendenze analoghe Germania et opposizione francese et finale trasformazione democratica Comunità europea. Solo con grande coraggio Italia et Europa potranno esprimere esigenze democratiche nostro tempo. Cordialmente Mario Albertini Presidente Bureau Exécutif M.F.E. ».

In data 17 aprile l'on. La Malfa rispondeva con il seguente telegramma: « Riferimento suo tele pervenutomi con ritardo assicurato interessamento partito at elezioni delegati Parlamento europeo at nobile scopo da Lei prospettato. Ugo La Malfa ».

In data 2 maggio il sen. Bonaldi, vice-segretario del Partito Liberale rispondeva con la seguente lettera: « Gentile Professore, in riferimento al Suo telegramma del 10 aprile, non abbiamo bisogno di dirLe che condividiamo in pieno gli ideali europeistici, che sono nel programma specifico del nostro Partito e che sono pro-

pugnati con tanto calore dal Movimento Federalista Europeo. In particolare l'elezione diretta ed unilaterale, da parte di tutti gli Stati membri della Comunità, dei rappresentanti del Parlamento europeo costituisce uno dei punti su cui i liberali imperniano la loro campagna elettorale per le prossime elezioni politiche e su cui si batteranno nella prossima legislatura. Una iniziativa in tal senso è stata presa nella scorsa legislatura da alcuni senatori, tra cui il nostro Bergamasco, con la presentazione di un disegno di legge al Senato. Anche i leaders liberali europei, riuniti a Londra il 15 marzo 1968, hanno auspicato l'elezione dei rappresentanti al Parlamento europeo mediante suffragio universale e diretto, in una dichiarazione approvata all'unanimità in cui tra l'altro si afferma: "Si deve giungere il più presto possibile all'unificazione dell'Europa attraverso politiche e istituzioni comuni, ivi comprese elezioni dirette a un Parlamento europeo". Con i migliori saluti. Sen. Umberto Bonaldi ».

Nessuna risposta al telegramma è pervenuta dalle segreterie democristiana e socialista.

L'on. Nenni, vice-presidente del Consiglio e presidente del Partito Socialista Unificato, si era finora astenuto da qualsiasi presa di posizione di fronte all'iniziativa federalista. Dopo un incontro con i federalisti torinesi, in occasione di una manifestazione socialista, il 2 maggio ha inviato la seguente lettera al Dott. Viterbo, segretario regionale piemontese del M.F.E.: « Caro amico, sono favorevole all'elezione popolare diretta dei delegati italiani al Parlamento europeo. Mi rendo tuttavia conto delle difficoltà che presenta la realizzazione di questo voto. Ma tutto il nostro impegno sarà rivolto a rimuovere queste difficoltà. Così l'Europa avrebbe una voce di estrema efficacia da far intendere in tutto il mondo. Cordialmente. Pietro Nenni ».

. . . Cospicua anche la presenza dei giovani militanti federalisti ai comizi elettorali con bandiere del Movimento, cartelli e striscioni. Gli oratori venivano invitati a prendere posizione sul problema europeo e sull'iniziativa dei federalisti. E' così che si è ottenuto un impegno pubblico degli on. De Martino e Tanassi, co-segretari del Partito Socialista Unificato, dei Ministri dell'In-

terno, Taviani, e del Tesoro, Colombo, dell'on. Mosca, Segretario della C.G.I.L. e di molte altre personalità. Particolarmente significativa la dichiarazione rilasciata dall'on. Russo, responsabile della politica estera della Democrazia Cristiana, il quale, il 2 maggio, in un comizio tenuto al teatro Duse di Genova, ha dichiarato: « A nome mio personale, e quale massimo responsabile della politica estera della Democrazia Cristiana, dichiaro che il mio partito ha recepito nel suo programma le istanze del Movimento Federalista Europeo e si impegna a presentare, all'inizio della prossima legislatura, un progetto di legge per l'elezione a suffragio universale del Parlamento Europeo ». Richiesto, alla fine del comizio, se avesse inteso riferirsi all'elezione del Parlamento Europeo o a quella della delegazione italiana, secondo il progetto federalista, l'on. Russo ha precisato che si trattava di quest'ultima.

ALLEGATO 3

ESTRATTO DAL PROGRAMMA ELETTORALE DI PSI - PSDI UNIFICATI PER LE ELEZIONI POLITICHE DEL 1968

. . . Il Partito Socialista, stabiliti gli opportuni contatti con gli altri Partiti socialisti europei, si impegna a presentare, entro il 31 ottobre 1968, al Parlamento italiano una mozione nella quale si chiedi un accordo fra i Ministri del Consiglio della CEE per le elezioni a suffragio universale e diretto del Parlamento europeo da svolgersi entro il 1969. In mancanza dell'unanimità del Consiglio dei Ministri comunitario, i gruppi parlamentari socialisti italiani si faranno promotori con analoga scadenza, di elezioni a suffragio universale e diretto delle delegazioni nazionali al Parlamento europeo . . .

ALLEGATO 4

RESOCONTO SOMMARIO DELLA 148ª SEDUTA PUBBLICA
 DEL SENATO DELLA REPUBBLICA,
 MERCOLEDÌ 11 GIUGNO 1969

Annunzio di presentazione di disegno di legge d'iniziativa popolare

PRESIDENTE. Comunica che, a norma dell'articolo 71 della Costituzione, è stato presentato il seguente disegno di legge di iniziativa popolare: « Elezione unilaterale diretta dei delegati italiani al Parlamento europeo » (706).

Detto disegno di legge, previ accertamenti dei requisiti costituzionali, sarà stampato, distribuito ed assegnato alla Commissione competente.

CARON. Esprime la viva soddisfazione del Gruppo della Democrazia cristiana per la presentazione del disegno di legge di iniziativa popolare di cui il Presidente ha dato testè comunicazione, rilevando che tale presentazione costituisce una significativa testimonianza della crescente volontà dei cittadini italiani di partecipare in modo sempre più attivo e responsabile alla formazione degli atti decisionali più importanti per la vita del Paese e rappresenta altresì la riaffermazione del fatto che larghissimi strati del popolo italiano sono convinti della validità e dell'utilità del processo di unificazione europea.

Dopo avere affermato che il suo Gruppo aderisce pienamente all'iniziativa concretatasi nel disegno di legge di cui trattasi e contribuirà al raggiungimento delle finalità che esso si propone, conclude sottolineando che l'unità europea costituisce la premessa necessaria per il progresso economico, sociale e civile dei Paesi europei. (*Vivi applausi dal centro*).

PIERACCINI. Esprime anch'egli, a nome del Gruppo socialista, soddisfazione e pieno consenso all'iniziativa legislativa popolare di cui il Presidente ha dato notizia, e in proposito ricorda che i socialisti hanno sempre sostenuto la necessità di arrivare all'elezione a suffragio diretto del Parlamento europeo e che anzi il senatore Bermani ha preso l'iniziativa di sollevare tale questione davanti all'Assemblea di Strasburgo, presentando al riguardo un'apposita proposta che è stata approvata.

Conclude confermando che i socialisti italiani sono pienamente favorevoli allo sviluppo, su basi democratiche, dell'unità europea. (*Applausi dalla sinistra*).

CIFARELLI. Dichiaro che anche i repubblicani, tenaci fautori dell'unificazione europea, si compiacciono vivamente della iniziativa popolare di cui trattasi, nella quale ravvisano uno strumento opportuno e necessario per consolidare il prestigio delle istituzioni europee e per fondare più saldamente tali istituzioni sul consenso popolare.

Conclude esprimendo l'augurio che il provvedimento sia al più presto discusso e approvato. (*Applausi dal centro*).

FABBRINI. Nel dichiarare che il Gruppo comunista si riserva di esprimere il suo giudizio sul disegno di legge di iniziativa popolare di cui è stata annunciata la presentazione, quando sarà possibile conoscerne il contenuto e quando esso sarà discusso, denuncia le gravi responsabilità che gravano sui Governi dei Paesi membri della Comunità europea per la discriminazione operata contro i comunisti mediante la loro esclusione dagli organi della Comunità stessa, a cominciare dal Parlamento di Strasburgo, discriminazione che solo recentemente è stata superata per quanto riguarda i comunisti italiani, ma è ancora in atto per i partiti comunisti degli altri Paesi della Comunità.

Auspica pertanto che il disegno di legge di iniziativa popolare per l'elezione a suffragio diretto del Parlamento europeo possa contribuire ad eliminare definitivamente siffatte discriminazioni.

DI PRISCO. Nel dichiarare che il Gruppo del PSIUP si riserva di valutare il disegno di legge di cui trattasi in rapporto

ai problemi politici di fondo che esso coinvolge, dichiara che la sua parte politica mantiene le sue critiche sul modo in cui è stato ed è tuttora impostato il processo di integrazione europea e si augura che il disegno di legge in questione dia modo di puntualizzare ed affrontare in maniera più adeguata i problemi concernenti l'Europa.

BERGAMASCO. Nell'esprimere il pieno consenso del Gruppo liberale alla iniziativa popolare per l'elezione a suffragio diretto del Parlamento europeo, si augura che una sollecita approvazione del provvedimento da parte del Parlamento italiano serva anche come esempio agli altri Paesi della Comunità.

FRANZA. Esprime il pieno e convinto consenso del Gruppo del Movimento sociale italiano all'iniziativa popolare in questione, che riveste, a suo avviso, un alto valore ai fini dell'unificazione dell'Europa, ed auspica che il relativo disegno di legge possa essere sollecitamente discusso dal Senato.

PARRI. Associandosi all'augurio che il disegno di legge di iniziativa popolare di cui è stata annunciata la presentazione sia sollecitamente discusso e approvato, esprime l'avviso, pur mantenendo le sue critiche nei confronti del funzionamento delle istituzioni europee, che la elezione a suffragio universale del Parlamento europeo rappresenti un importante passo avanti per dare maggiore democraticità e prestigio a quel Parlamento. Mentre pertanto ritiene che, sotto questo profilo, l'iniziativa popolare di cui trattasi vada salutata con favore, auspica che essa possa contribuire ad affrettare il momento di una revisione di tutti i problemi inerenti agli indirizzi ed allo sviluppo della Comunità europea.

COLOMBO, *Ministro del tesoro*. Dichiara che il Governo saluta la presentazione del disegno di legge d'iniziativa popolare per l'elezione diretta dei delegati italiani al Parlamento europeo come un segno tangibile di risveglio della coscienza popolare europeistica in Italia, in un momento in cui appaiono rinverdite le speranze di una ripresa dell'iniziativa europea. La creazione dell'Europa unita non può del resto che derivare le sue origini non

solo dalla volontà dei Governi ma soprattutto dalla partecipazione diretta della volontà popolare.

Conclude sottolineando che l'esigenza di un Parlamento europeo pienamente rappresentativo della volontà popolare appare essenziale specie ove si tenga conto del ruolo che si intende attribuire all'Europa nel mondo, anche ai fini di una sua efficace partecipazione all'instaurazione di un pacifico e sicuro assetto dei rapporti internazionali. (*Applausi dal centro e dalla sinistra*).

PRESIDENTE. Dopo aver rilevato che quanto è stato detto dai diversi oratori prova che i 65.000 cittadini che hanno inviato al Senato la loro proposta non si sono ingannati, osserva che spetta ora alle Commissioni, a cui sarà tra breve assegnato il disegno di legge, procedere con la speditezza da tutti augurata, ed afferma che si darebbe una bella prova di attività e di sensibilità politica se il Senato potesse procedere all'approvazione del disegno di legge medesimo prima delle ferie estive.

ALLEGATO 5

EN ITALIE

LE CONSEIL DU MOUVEMENT EUROPÉEN

EST FAVORABLE

À L'ÉLECTION DIRECTE DE DÉLÉGUÉS

AU PARLEMENT DE STRASBOURG

(*estratto da « Le Monde », mercoledì 25 giugno 1969*)

(*Correspondance particulière*)

Rome, 24 juin. — L'article 71 de la Constitution italienne prévoit que tous les citoyens peuvent présenter au Parlement des propositions de loi à condition qu'elles soient accompagnées de

cinquante mille signatures reconnues comme authentiques. Les exemples d'initiative populaire en matière législative ont été jusqu'à présent très rares et n'ont jamais eu de chance. Pour différentes raisons, un meilleur sort semble être réservé au projet de loi présenté le 11 juin dernier par le conseil italien du Mouvement européen et aussitôt porté à l'ordre du jour du Sénat. Ce projet prévoit « *l'élection unilatérale directe des délégués italiens au Parlement européen* » de Strasbourg.

Accompagnée de soixante-cinq mille signatures recueillies surtout à Milan et dans les environs, la pétition veut être une tentative de mettre fin à la longue inertie de la classe politique et à l'indifférence ou à la résignation de l'opinion publique. La branche italienne du Mouvement européen a pour adhérents des organisations importantes telles que les trois partis de la majorité gouvernementale, le parti libéral italien, les deux confédérations syndicales C.I.S.L. (démocrate-chrétienne) et U.I.L. (social-démocrate), ainsi que quelques groupes spécifiquement engagés dans une action supranationale (mouvement fédéraliste européen, conseil des communes d'Europe, association européenne des enseignants). Le professeur Giuseppe Petrilli, ancien membre de la Commission de la C.E.E. et président de l'IRI depuis 1960, en est le président. C'est lui qui a présenté aux présidents du Sénat et de la Chambre le texte de la pétition populaire.

Partisan résolu après la guerre d'une Europe fédérale, M. Petrilli reconnaît aujourd'hui la vision trop restreinte d'un tel dessein. Il admet que c'était une erreur d'avoir refusé à cette époque toute possibilité de compromis avec ceux qui voulaient une Europe confédérale. Il considère comme une illusion d'avoir pensé que la route des communautés fonctionnelles fondées sur des intérêts de secteurs (charbon-acier, énergie nucléaire) ou sur des intérêts économiques généraux pouvait porter presque automatiquement à l'intégration politique.

Si l'on a avancé aussi lentement vers l'intégration économique, c'est parce qu'on n'a pas trouvé la volonté politique nécessaire pour surmonter les difficultés objectives et les résistances des intérêts constitués. Il serait injuste, et M. Petrilli est le premier à l'admettre, d'en faire retomber la faute exclusivement sur

la France: « *Le général de Gaulle a été un magnifique alibi pour tout le monde, a-t-il déclaré aux représentants de la presse. Nous ne voulons pas que la même chose puisse arriver à son successeur. C'est pourquoi le conseil italien du Mouvement européen a décidé d'agir hardiment pour forcer le Parlement de Rome à se prononcer au plus vite sur notre proposition. En soi, l'élection directe des représentants italiens au Parlement européen, qui devrait avoir lieu avant la fin de 1969, est peu de chose. Nous savons pourtant que d'autres pays tels que les Pays-Bas et l'Allemagne sont disposés à suivre cet exemple. Nous savons aussi qu'il serait difficile de bloquer le processus à mi-chemin, lorsque la moitié des parlementaires de Strasbourg auraient été élus au suffrage universel direct. En ce qui concerne le manque actuel de pouvoirs effectifs, nous avons fini, après de longs débats, par nous convaincre qu'une assemblée d'expression populaire réussirait tôt ou tard à se donner ces pouvoirs. L'important est de réussir à détacher de la montagne la première boule de neige. L'unité de l'Italie a été une avalanche provoquée par une poignée d'hommes qui ne craignirent pas de se battre pour leur idéal* ».

ARTURO BARONE

ALLEGATO 6

STRALCIO DELL'ORDINE DEL GIORNO PRESENTATO ALL'XI CONGRESSO NAZIONALE DELLA DEMOCRAZIA CRISTIANA

L'XI Congresso nazionale della Democrazia Cristiana rileva che la ricerca di un giusto ordine internazionale che assicuri, nella pace, uno sviluppo armonico dei popoli, deve trovare nell'Europa democratica un essenziale punto di riferimento e di iniziativa.

Ritiene che i drammatici problemi dello squilibrio mondiale debbano essere valutati e risolti in un unico contesto che non dissoci lo sviluppo economico dallo sviluppo politico e dalle esigenze di libertà e autenticità dei popoli in ogni area del mondo. Considera fondamentale che l'unità dell'Europa si realizzi su inequivoche basi democratiche e che l'integrazione europea costituisca un fattore di espansione democratica . . .

Ritiene che nell'attuale momento politico europeo debbano assumersi coraggiose iniziative dirette a riproporre alle forze politiche e ai governi un rilancio dell'Europa sovranazionale e democratica, capace di contribuire attivamente sul piano internazionale al superamento delle esistenti situazioni di depressione politica, economico-sociale e culturale.

In questo preciso contesto, l'XI Congresso nazionale della Democrazia Cristiana impegna formalmente, secondo le rispettive responsabilità, i dirigenti, i gruppi parlamentari nazionali, i propri parlamentari europei, i membri del governo e tutti i democratici cristiani operanti in ogni settore della vita interna ed internazionale del paese ad assumere prontamente ogni iniziativa volta a conseguire:

1) L'elezione diretta del parlamento europeo con contemporanea attribuzione di potere deliberativo: in materia di bilancio, basato sull'attribuzione di risorse proprie della comunità; in materia di investitura della commissione esecutiva, cui deve essere riconosciuto il diritto di iniziativa politica; in materia di legislazione comunitaria.

2) Il rispetto delle scadenze dei trattati per il periodo transitorio.

3) L'attuazione delle politiche comuni di settore, sulla base di un articolato studio di previsione del futuro, che permetta una seria politica di programmazione economica ed una politica regionale autenticamente comunitarie.

4) L'applicazione delle norme che prevedono il voto a maggioranza nel consiglio dei ministri della comunità.

5) L'adozione di una politica comune verso i paesi in via di sviluppo.

6) La progressiva estensione delle competenze comunitarie, attraverso opportuni ed efficaci strumenti, alla politica estera e ai problemi della difesa.

Per quanto concerne specificamente il nostro paese il congresso ritiene urgente ogni iniziativa tendente ad assicurare: a) gli adempimenti legislativi previsti dai trattati; b) l'adeguamento delle strutture nazionali politiche, economiche, sociali e culturali alle esigenze di una società europea, attraverso serie e meditate riforme; c) l'approvazione del progetto di iniziativa popolare per l'elezione, anche unilaterale, della rappresentanza al parlamento europeo; d) un serio ed efficace coordinamento, particolarmente in sede di governo, della presenza politica, economica e sociale italiana nelle comunità europee; e) una regolare, ampia e precisa informazione della pubblica opinione sui problemi e sul lavoro del parlamento europeo e delle altre istituzioni comunitarie; f) ogni maggiore impegno ed ogni migliore partecipazione dei giovani alla costruzione europea . . .

Elenco dei firmatari: Scelba, Caron, Andreotti, Pedini, Petrilli, Spataro, Granelli, V. Colombo, C. Russo, Salvi, V. Russo, Giraud, Piombino, Storchi, Bassetti, Sullo, Sarti, Bersani, Barbi, Falcucci, Bernassola, Scaglia, Martini, Foschi, Girardin, Bonalumi, Sferrazza, Fucili, Nobili, Scarascia, M.E. Martini, Ciccardini, Cuocolo, Zamberletti, Pastore, Curci, T. Anselmi, Battistini, Peracchi, Poli, Sabbatini, D'Angelo, Zanin, Dozio, Bianco, Nichele, Bertorelle, Trabucchi, Noè, Latini, Rotolo, Fracanzani, Ferragni, Fabbri, Lattanzio, De Poli, De Poi, Pavarin, Mulotto.

ALLEGATO 7

TESTO DEL TELEGRAMMA
 INVIATO DAL PRESIDENTE DEL BUREAU EXÉCUTIF
 DEL MOVIMENTO FEDERALISTA EUROPEO,
 MARIO ALBERTINI,
 AL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO ON. MARIANO RUMOR
 L' 8 AGOSTO 1969

On. Mariano Rumor Presidente consiglio ministri - Roma

Mio nome federalisti Le rammentano che volontà popolare partecipazione costruzione Europa già espressa in Italia con presentazione proposta legge elezioni delegati italiani Parlamento Europeo stop Le rammentano dichiarazioni gruppi senato, presentazione legge analoga in Belgio con riferimento iniziativa italiana, ripercussioni altri paesi comunità et impegno suo precedente governo a voce ministro Colombo per rapida approvazione stop Tale approvazione divenuta pertanto prova volontà governo italiano giungere elezione generale europea et mezzo stimolare governi altri paesi, quindi doveroso includere questo impegno sua replica su richiesta opinione pubblica europea che non potendo ancora esprimersi livello parlamentare in dispregio articolo 138 trattati Roma, le giunge attraverso voce federalisti stop Con massima osservanza

MARIO ALBERTINI - Presidente Bureau Exécutif M.F.E.

ALLEGATO 8

ESTRATTO DAL RESOCONTO STENOGRAFICO
 DELLA 165ª SEDUTA PUBBLICA
 DEL SENATO DELLA REPUBBLICA,
 12 AGOSTO 1969

Replica dell'On. Mariano Rumor, Presidente del Consiglio dei Ministri, in occasione della presentazione del suo secondo governo.

...Prendo atto con soddisfazione dei consensi che sono venuti alla riaffermazione della volontà europeistica del Governo. Essa risponde ad una convinzione profonda circa la necessità storica per l'Europa di puntare con decisione al superamento di quelle divisioni che hanno finito per pesare negativamente sul suo stesso destino politico. E rilevo con compiacimento l'assenso e il favore con cui è stato sottolineato l'interesse e la volontà politica con cui guardiamo alla proposta di un vertice dei Sei e alla ripresa del processo di integrazione e insieme di allargamento della Comunità. E in tale direzione opereremo con ferma volontà.

In questa sua azione, il Governo avrà bene presenti le indicazioni del Movimento federalistico europeo e del Gruppo europeista del Senato, con particolare riguardo alle proposte, che con altre accoglie, per l'istituzione sollecita di un Parlamento europeo a suffragio diretto.

Sia certo, senatore Oliva, che negli uomini dell'attuale Governo c'è sinceramente l'aspirazione di quei « sognatori » della Europa cui ella ha alluso; c'è altresì il senso della realtà in cui ci si muove. Il Governo si sforzerà di tenere aperto e di allargare ogni spiraglio che si intravede in una realtà in lento movimento pur tra tante contraddizioni . . .

ALLEGATO 9

DISCORSO PRONUNCIATO DAL PRESIDENTE DEL
CONSIGLIO, ON. MARIANO RUMOR, AL COMITATO
CENTRALE DEL MOVIMENTO FEDERALISTA EUROPEO
RIUNITO A MILANO IL 4 OTTOBRE 1969 *

Signor Presidente, gentili signori membri del Comitato Centrale del Movimento Federalista Europeo, io sono stato attento con particolare tensione d'animo alle cose che Ella, Signor Presidente ed illustre europeista, mi ha detto, soprattutto per la concretezza e la precisione dei temi che ha trattato e che mi sembrano riferirsi anzitutto ad una sollecitazione di una iniziativa italiana per quanto riguarda la elezione democratica dei membri italiani del Parlamento Europeo e di un atteggiamento che il governo e la maggioranza che lo sostiene devono prendere entro un breve tempo, nei confronti di una proposta di iniziativa popolare che appartiene ad una delle caratteristiche fondamentali della nostra costituzione.

Il secondo tema che Ella ha posto alla mia attenzione è quello del prossimo vertice dell'Aja, che si svolgerà intorno alla metà di novembre. E i problemi che da tempo sono oggetto di ansia e di preoccupazione e, insieme, di sollecitazione di impegno da parte degli spiriti che hanno più intenso il fervore europeistico, sono quelli relativi alla possibilità stessa di sviluppo dell'Europa unita e che, in sintesi, la terminologia ormai corrente denota come i problemi dell'integrazione e dell'ampliamento. Il problema

* Si tratta del resoconto stenografico, non ufficiale, dell'intervento del Presidente del Consiglio.

dell'ampliamento si riferisce alla richiesta portata avanti, e rinnovata di recente anche da importanti assise politiche dei partiti democratici, dalla Gran Bretagna. Ma è evidente che il problema che si riferisce al Regno Unito è esemplare per quanto riguarda la volontà e l'intendimento di allargare la Comunità Economica Europea.

Per gli altri problemi invece mi pare che essi si riferiscano all'altro termine, a quello dell'integrazione nel senso più lato e comprensivo della parola. Si tratta dello sviluppo, della elaborazione di una politica monetaria comune e di una politica agricola comune, oggetto d'altra parte di tanta contesa e di tanti contrasti per la ineluttabile diversità degli interessi in campo, del perfezionamento e del rafforzamento delle istituzioni, che si possono risolvere con la auspicata elezione a suffragio universale del Parlamento e con il conferimento alla Commissione di poteri e risorse che attualmente non ha.

Ella ha detto, Signor Presidente, all'inizio del suo cortese saluto, che è ben consapevole, come siamo tutti consapevoli, che oggi lo sviluppo, il processo di unificazione e di ampliamento europeo è in crisi. E' in una crisi che non sappiamo obiettivamente stabilire se sia di stanchezza e di sfiducia o se sia una crisi di crescita. Forse è l'una e l'altra cosa insieme. Potremo dire che nell'evidenza è una crisi di stanchezza e di sfiducia, nel profondo è una crisi di crescita. Almeno questo è l'augurio.

So, signor Presidente, di avere una gravosa responsabilità essendo il maggiore responsabile del Governo del mio Paese. Ma voglio sperare che tutti sappiano come l'Italia sul cammino della integrazione e dell'ampliamento europeo ha scelto un atteggiamento che non ha mai né modificato né indebolito. Forse si potrà dire, ed è una responsabilità che noi ci dobbiamo assumere, che noi non abbiamo applicato la nostra intensità interiore con pari impegno nella nostra azione, ma la stessa configurazione dell'articolazione istituzionale attuale della Comunità Europea molte volte, Ella sa, frustra anche le volontà più intensamente impegnate. Quello di cui La posso assicurare, Signor Presidente, con la discrezione doverosa che è riferita alla mia responsabilità, è che su

questa strada da Lei indicata la mia persona, ma questo poco vale, il governo italiano e, non ho dubbi nel ritenerlo, le forze politiche che lo sostengono, provano gli stessi sentimenti ed hanno le stesse aspirazioni che Ella ha espresso e che credo siano anche le aspirazioni e i sentimenti degli illustri componenti di questo Comitato. Signor Presidente, io posso dirLe una cosa, non per reticenza ma per doveroso senso di discrezione: ogni cosa sarà fatta dal governo italiano nell'ambito delle sue responsabilità perché le aspirazioni che Ella ha manifestato siano da parte nostra sostenute e portate avanti e ci auguriamo che lo stesso spirito, che ci anima, animi anche gli altri governi e i nostri paesi partners.

Vorrei dirLe però, Signor Presidente, da ultimo, che al di là di questa manifestazione di volontà, che per parte italiana non vuol essere soltanto di buone parole ma di concrete ed organiche proposte, la volontà europea deve estendersi anche il più largamente possibile nella coscienza pubblica. Io non credo di fare offesa a nessuno se esprimo l'impressione che qualche cosa dell'impegno intenso e generalizzato della coscienza pubblica sia in qualche modo caduto e si sia venuto lentamente indebolendo, e che il maggior sostegno che avevano coloro che hanno combattuto la generosa battaglia europeista trovi oggi minore sostegno soprattutto nell'ambito di quelli che erano stati tradizionali sostenitori del movimento europeistico: la gioventù. Ma mi conforta assai, però, nel vedere, adesso illuminati dalle lampade della televisione, i membri di questo Comitato, nel vedere che la parte giovanile è largamente, starei per dire, prevalentemente, rappresentata. Ed è per questo che mentre io rispondo assicurando, Signor Presidente, che gli intendimenti del Governo italiano coincidono con quelli che ha espresso Lei, mi permetto di rivolgere a Loro un invito e una preghiera: di animare dal profondo e di sollecitare intensamente la pubblica coscienza intorno a questo che è forse l'unico grande tema che può esercitare una profonda suggestione in un momento di incertezze, inquietudini e di annebbiamenti per quelli che riguardano altri ideali ed altri temi. Perché la nostra fatica e il nostro impegno sarebbero vani, né ci sentiremmo assillati come

siamo dalla quantità immensa dei problemi quotidiani, né potremmo, dico, impegnarci con il fervore necessario, se non ci sentissimo continuamente stimolati e pungolati da un'opinione pubblica che la pensa come noi e magari vi si applica con maggior intensità di noi. E' una collaborazione quindi che io credo di chiedere non soltanto a nome del Governo italiano, che qui in una felice anche se fuggevole occasione ho l'onore di rappresentare in un saluto cordiale, ma a nome anche dell'Europa, che è stata il sogno dei nostri anni giovanili e speriamo sia la realtà dei nostri anni maturi.

CAPITOLO IV

RIPERCUSSIONI EUROPEE
DELL'INIZIATIVA ITALIANA

Il solo fatto dell'iniziativa italiana per l'elezione unilaterale diretta dei delegati italiani al Parlamento europeo ha provocato notevoli ripercussioni negli altri paesi. Ciò mostra la portata europea del disegno di legge, e permette di intravedere quali sarebbero le ripercussioni dell'approvazione della legge e della conseguente elezione.

Il 26 gennaio 1968 Karl Mommer, vice-presidente del Bundestag, venuto a conoscenza della Campagna iniziata in Italia il 15 aprile 1967, rilasciò una dichiarazione nella quale si diceva tra l'altro che un'elezione europea in Italia sarebbe certamente seguita da un'elezione europea in Germania (vedi il testo integrale della dichiarazione - Allegato 1).

Il 28 marzo 1968, René Pleven, André Rossi e altri parlamentari del gruppo *Progrès et démocratie moderne* hanno presentato alla Camera bassa francese un progetto di legge che prevede, in mancanza di accordo per l'elezione diretta generale, l'elezione unilaterale a suffragio universale dei delegati francesi al Parlamento europeo. Un disegno di legge di identico contenuto è stato depositato alla Camera da Mitterrand e dai membri della *Fédération de la gauche* il 5 aprile 1968 (il testo del disegno di legge Rossi-Pleven e di Mitterrand, pubblicato in *Per l'elezione del Parlamento europeo a suffragio universale diretto*, a cura del Parlamento europeo, settembre 1969, pagg. 300-302, è riprodotto in Allegato 2).

Il 3-4 maggio 1968, la conferenza di membri del Parlamento europeo e del Movimento Europeo, che riunì a Bonn eminenti personalità europee tra cui Willy Brandt, Lord Chalfont, Gaston Defferre, Walter Hallstein, Karl Mommer

e Duncan Sandys, prese in esame la questione. Al termine dei lavori la conferenza approvò una mozione in cui si invitavano « i parlamenti nazionali dei membri della Comunità a stabilire che le elezioni delle delegazioni al Parlamento europeo siano effettuate, anche separatamente, a suffragio universale diretto ».

Il 15 febbraio 1969, nel corso di una manifestazione svoltasi a Milano per annunciare il raggiungimento del traguardo delle 50.000 firme, con la partecipazione di Petrilli, Maurice Faure e Hirsch, Walter Hallstein mise efficacemente in rilievo il nesso tra l'iniziativa italiana, i problemi del rilancio europeo e l'obiettivo finale della Federazione, rilevando inoltre come il significato più profondo della elezione unilaterale italiana consista nel suo carattere di primo passo verso la mobilitazione del popolo europeo (vedi il testo del discorso di Hallstein - Allegato 3).

Il 27 giugno 1969, due giovani membri della Camera dei rappresentanti belga, Nothomb e Chabert (il primo valone, il secondo fiammingo) hanno presentato una proposta di legge per l'elezione diretta dei delegati belgi al Parlamento europeo. Illustrando questa proposta i due parlamentari fecero esplicito riferimento al disegno di legge di iniziativa popolare presentato al Senato italiano, da loro riprodotto nelle sue linee essenziali. E concludevano: « Sarebbe una felice coincidenza se il Belgio, chiamando per la prima volta alle urne una generazione di giovani elettori (N.B. - Nel 1969 il Parlamento belga ha accordato il diritto di voto ai cittadini di 18 anni), proponesse loro una partecipazione non solo alla democrazia locale, ma anche ad una scelta europea, che essi sarebbero i primi a poter realizzare » (il testo del disegno di legge e la motivazione, pubblicati in *Per l'elezione del Parlamento europeo a suffragio universale diretto*, cit., pagg. 287-288, sono riprodotti in Allegato 4; vedi inoltre l'annuncio della presentazione della proposta di legge in « Le Soir » - Allegato 5).

Alla fine di luglio Europa-Union Deutschland propose a un gruppo importante di personalità tedesche di appoggiare

l'iniziativa italiana, allo scopo di favorirne il successo e di testimoniarne le implicazioni europee. Le personalità interpellate decisero di provvedere nel modo più diretto, e inviarono subito una lettera ai parlamentari italiani invitandoli, nello spirito del comune ideale europeo, ad approvare rapidamente il disegno di legge. Tra i firmatari figuravano: Walter Scheel, oggi ministro degli Esteri, Erik Blumenfeld, deputato al Bundestag; Otto Brenner, presidente dell'IG Metall; Prof. Dr. Walter Hallstein, presidente del Movimento Europeo internazionale; Ernst Majonica, deputato al Bundestag, presidente del Consiglio tedesco del Movimento Europeo; Dr. Karl Mommer, vicepresidente del Bundestag; Ludwig Rosenberg, già presidente del Deutscher Gewerkschaftsbund; Dr. h.c. Friedrich Carl Freiherr von Oppenheim, presidente dell'Europa-Union; Dr. Dieter Roser, vicepresidente dell'Europa-Union; Heinz O. Vetter, presidente del Deutscher Gewerkschaftsbund; Dr. Hellmuth Wagner, segretario generale della Confederazione dell'industria tedesca; Karl Wienand, deputato al Bundestag; Otto Wolff von Amerongen, presidente dell'Associazione delle Camere di Commercio e dell'Industria (vedi il testo della lettera - Allegato 6).

Non sono mancate reazioni inglesi. Nei giorni 31 ottobre-1° novembre 1969 si è svolta a Londra una conferenza delle organizzazioni federalistiche europee, con la partecipazione di George Brown, che tenne la relazione introduttiva. Sulla base della sua relazione la conferenza ha approvato all'unanimità un documento in cui « si auspica che, conformemente all'art. 138 del Trattato, la proposta di legge italiana sia rapidamente approvata e che questo esempio sia seguito negli altri paesi, consentendo così di accentuare il carattere democratico delle Comunità e di affermare solennemente per la prima volta il diritto elettorale europeo dei cittadini » (vedi il testo integrale del documento - Allegato 7).

Queste sono state, tra le prese di posizione documentabili, le più significative. Esse mostrano come la Campagna italiana abbia contribuito a rianimare la volontà di battersi

per l'elezione generale del Parlamento europeo. Particolarmente importante, sotto questo aspetto, è stata la ripresa di fiducia in seno alla gioventù europea, che con la prospettiva elettorale acquista la convinzione di poter giocare un ruolo europeo. Tutte le manifestazioni giovanili del 1969, dall'intervento al Parlamento europeo, ai diversi episodi di contestazione, sino alla recente manifestazione dell'Aja in occasione della conferenza al vertice (trascurata o deformata dalla stampa italiana, ma illustrata obiettivamente e lodata dal « Times », vedi Allegato 8) si sono basate su una rivendicazione costante: quella, appunto, del riconoscimento del diritto elettorale europeo.

ALLEGATO 1

DICHIARAZIONE DI KARL MOMMER,
VICE PRESIDENTE DEL BUNDESTAG

Egregio Signor Albertini,

con riferimento al nostro colloquio odierno, desidero scrivere quanto segue, pregandoLa di dare a questo scritto la pubblicità che riterrà più opportuna.

Il 10 luglio 1964 il gruppo parlamentare socialdemocratico del Bundestag ha presentato il progetto di legge da me predisposto per l'elezione dei membri tedeschi del Parlamento europeo (n. IV/2338 di protocollo). La maggioranza di allora respinse il progetto. Attualmente sono in corso colloqui tra i Democristiani e i Socialdemocratici circa la possibilità di raggiungere un accordo, nella nuova situazione, in seno alla Grande Coalizione, sulla elezione diretta dei deputati tedeschi insieme alle elezioni per il Bundestag.

Vedo con molto favore il fatto che in entrambe le Camere del Parlamento italiano siano in corso iniziative per una decisione analoga in Italia. Un vostro successo renderebbe sicuro il nostro successo, così come il nostro lavoro sarà utile a voi. Sarebbe invece cattiva politica europea aspettare i progressi dell'altro, come sarebbe cattiva politica europea ritardare l'elezione diretta fino a che il Parlamento europeo non ricevesse maggiori competenze o fino a che esso non potesse essere eletto secondo le modalità previste dall'art. 138 del Trattato della CEE. La costruzione dell'Europa è ancora più difficile di quanto non lo sia stata la costruzione dell'impero romano; questo grande compito si spezza in molti compiti particolari e ciò che noi dobbiamo tentare di fare è di fare ogni volta un passo avanti là dove è possibile. In questo senso auguro il massimo successo alla vostra iniziativa e prego gli Europeisti convinti in Italia di sostenere il progetto dell'elezione diretta dei 36 delegati italiani.

Con i migliori saluti.

Suo Dr. Karl Mommer

Bonn, 25 gennaio 1968.

ALLEGATO 2

TESTO DEI DISEGNI DI LEGGE
PRESENTATI DA ROSSI - PLEVEN E MITTERRAND
ALLA CAMERA FRANCESE

Articolo 1

Le elezioni del Parlamento europeo a suffragio universale diretto, previste dall'articolo 138 del trattato di Roma, sono fissate in Francia al 9 maggio 1969.

Articolo 2

Entro il 1° ottobre 1968 il governo renderà note le modalità di tali elezioni, nella forma che sarà stata adottata dal Consiglio dei ministri delle Comunità.

Articolo 3

In mancanza di un accordo in seno al Consiglio dei ministri, l'Assemblea Nazionale nominerà un'apposita commissione per studiare le modalità di una elezione a suffragio universale dei rappresentanti francesi in seno al Parlamento europeo.

MOTIVAZIONE

Man mano che il Mercato comune, nella sua evoluzione, dimostra che esso non rappresenta solo una competizione tra sei economie, ma già tra queste e il resto del mondo, si rivela sempre più indispensabile pervenire ad un'Europa politica che sul piano internazionale assuma un unico atteggiamento.

Assurta al rango di seconda potenza economica del mondo, l'Europa dei Sei non ha paradossalmente alcuna influenza sui grandi avvenimenti. Basta ricordare, per citare un avvenimento recente, che durante la crisi nel Medio Oriente ha dovuto lasciare alle due superpotenze il ruolo principale.

S'impone dunque un rilancio, e noi deploriamo che i sei governi non abbiano potuto raggiungere un accordo per estendere l'iniziativa comunitaria ad altri settori, come la diplomazia e la difesa.

Ci si deve rassegnare per questo? O non spetta invece ai parlamenti nazionali cercare tutti i mezzi per spingere i governi su tale strada?

Un'azione in tal senso può essere avviata per quanto concerne il Parlamento europeo, per il quale il trattato di Roma, tra i suoi vari spunti politici ha previsto all'articolo 138 l'elezione a suffragio universale diretto.

Obbligare i governi a realizzare tale progetto, significa indurli nello stesso tempo a delegare, nel campo esecutivo, competenze e poteri all'altezza del prestigio di cui verrebbe a godere, con tale elezione, l'Assemblea europea.

Inoltre, tutti si possono rendere conto della risonanza che avrebbe questa votazione, che sarebbe la più vasta mai realizzata sul nostro continente, e quale consapevolezza essa susciterebbe nelle popolazioni. Con ciò anche la grande unione da noi sostenuta non apparterrà più in futuro ai commercianti o ai tecnocrati, ma solo ai cittadini.

Per tale motivo riteniamo che spetti all'Assemblea Nazionale esprimere il voto di vedere i sei ministri concludere un accordo sulle modalità di tale elezione: il mezzo migliore per indicare tale volontà è, a nostro parere, quello di fissare una data. Noi proponiamo la data del 9 maggio 1969 perché in tal giorno ricorre il 19° anniversario della dichiarazione del presidente Schuman.

ALLEGATO 3

ESTRATTI DEL DISCORSO

TENUTO DA WALTER HALLSTEIN A MILANO
IL 15 FEBBRAIO 1969, IN OCCASIONE DELLA
MANIFESTAZIONE SVOLTASI PER ANNUNCIARE
IL RAGGIUNGIMENTO DELLE 50.000 FIRME

...Noi siamo orgogliosi dei nostri amici italiani che ci sono stati di esempio — un esempio di fantasia, di coraggio, di iniziativa.

Si tratta nientemeno che di colmare una essenziale lacuna aperta nella Costituzione delle nostre Comunità Europee — di quelle Comunità che sono la prima realtà viva nel grande pensiero dell'unione politica in Europa. Questa lacuna, che dev'essere sanata, è per noi tanto più dolorosa, quanto più tempo passa. Ma questa lacuna esisteva già dall'inizio.

Anzi, possiamo affermare che gli stessi ideatori del Trattato la conoscevano, perché essi hanno incluso nel Trattato stesso una clausola che impone alle istanze competenti di colmare questa lacuna. Cito, dell'articolo 138 del Trattato di Roma, il capoverso 3:

« L'Assemblea elaborerà progetti intesi a permettere la « elezione a suffragio universale diretto, secondo una procedura « uniforme in tutti gli Stati membri.

« Il Consiglio, con deliberazione unanime, stabilirà le disposizioni di cui raccomanderà l'adozione da parte degli Stati membri, conformemente alle loro rispettive norme costituzionali ».

Agli organi delle Comunità non viene con ciò soltanto offerta una possibilità, bensì viene loro attribuito un dovere — il dovere di rinforzare la struttura democratica di queste Comunità.

... Per quali motivi questa questione è tanto importante? Perché ciò che è stato creato dagli accordi per la costituzione delle Comunità e ciò che normalmente si intende per integrazione economica non sono soltanto questioni di opportunità politico-economica e politico-sociale — per quanto straordinarie siano le prestazioni che incrementano il progresso europeo in campo economico e sociale e per quanto grande sia il vantaggio che ne deriva a chiunque e cioè non soltanto all'interno della Comunità, bensì anche al di fuori, ossia a coloro con i quali ci troviamo in rapporti economici. Ancor più importante è il fatto che tutti gli sforzi per raggiungere l'unione europea mirano ad una integrale unione politica in Europa. Ciò che noi vogliamo è la federazione europea, nel vero senso della parola. Attraverso l'integrazione economica non si predispone soltanto la federazione politica, che così viene anche parzialmente realizzata, in quanto essa crea un unitario ordinamento economico e sociale e con ciò una parte della Costituzione europea. Si mettono in azione legislazione e politica comunitaria, si istituiscono organi comunitari che esercitano pubblici poteri. Inevitabilmente si pone quindi già il problema della struttura democratica, e cioè, di una responsabilità parlamentare.

Il momento per l'iniziativa presa dai nostri amici italiani è stato scelto con particolare cura per *tre* precisi motivi:

Il *primo motivo* è rappresentato dalla fase di sviluppo in cui si trovano le nostre Comunità, che sono piuttosto avanzate. L'unione doganale, nucleo della nuova struttura economica dell'Europa, è praticamente attuata e siamo quindi già a metà strada nella realizzazione dell'unione economica, ossia della produzione di un mercato intra-europeo...

... L'unione economica è da tempo talmente progredita, che si esercitano praticamente già sia una politica economica sia una politica sociale comunitaria: politica agraria, politica doganale e commerciale, politica congiunturale e monetaria, politica sociale e dei trasporti, ecc. Quanto più si avanza su questo terreno, tanto maggiore importanza politica assumono le Comunità, e tanto più urge risolvere la questione della struttura democratica.

Il *secondo motivo* che fa apparire di sì grande attualità l'iniziativa di rinforzare il Parlamento Europeo è da vedersi nel fatto che sta avvicinandosi la fine del periodo transitorio per la Comunità Economica Europea, il quale scade il 31 dicembre di quest'anno...

... Nelle costituzioni delle Comunità esistenti traspare bensì evidentemente il modello degli stati federali, ma esse sono — se così posso dire — sottosviluppate, ossia i loro organi non presentano la pienezza dei poteri, né le competenze ben distinte della tradizione classica degli stati federali. Ad esempio, il Parlamento non ha alcuna facoltà legislativa; esso viene soltanto consultato e precisamente dal Consiglio dei Ministri cui a sua volta competono le deliberazioni legislative della Comunità; non ha alcuna disponibilità finanziaria, né collabora alla composizione dell'esecutivo europeo, della Commissione Europea. Da ciò dipende che anche la legittimità degli organi non ha un fondamento altrettanto profondo come negli Stati integralmente federati, ossia nei veri Stati federali. Questi organi europei hanno bensì una legittimità democratica che è tuttavia, per così dire, mediata. Tra gli elettori, tra il popolo e i suoi deputati si interpone un'istanza a mandato elettivo ristretto, ossia il Parlamento nazionale. Questa mediazione di mandato dei deputati europei — ossia la meta dell'iniziativa che oggi festeggiamo — deve essere eliminata con l'introduzione di votazioni dirette per il Parlamento Europeo. Questa riforma

è quindi un vero progresso verso la realizzazione dell'integrale federazione politica.

Il *terzo motivo* che fa apparire così di attualità questa iniziativa, emerge dalla crisi, non ancora conclusa, causata dalla nuova procrastinazione dell'adesione della Gran Bretagna. Questa crisi ha condotto a un indebolimento della Comunità, a un irrigidimento delle sue funzioni, a una perdita di dinamismo. Non c'è quindi una maggiore necessità di quella di una energica rivitalizzazione delle nostre Comunità. Non ci può essere dubbio sul fatto che un impulso come quello che si è manifestato ora rappresenta un ottimo contributo a questo compito di rinnovare la forza vitale delle nostre Comunità.

Quale sarà l'effetto di questa iniziativa? Essa provocherà in fasi diverse, in differenti stadi, un confronto immediato della vasta opinione pubblica in questo Paese, un confronto dei cittadini, senza eccezione alcuna, con il problema europeo. Ciò si otterrà lottando anzitutto per la legalizzazione della nuova proposta di attuare elezioni a suffragio diretto. L'efficacia dell'iniziativa si rinforzerà ulteriormente se, introdotto questo sistema di votazioni, si organizzeranno effettivamente a suffragio universale diretto le elezioni al Parlamento Europeo. Dall'inizio il deputato lotterà quindi per un mandato europeo e soltanto per questo. Il deputato rappresenterà, insomma, nella sua persona, esclusivamente la causa europea.

Ma l'evoluzione non si fermerà qui, come si spera. La scintilla che si accende a questo punto si trasmetterà agli altri Paesi membri della Comunità i quali prenderanno a lottare nell'una o nell'altra forma per raggiungere lo stesso risultato. E raggiunto, questo risultato — che costituisce l'ultimo scopo operativo di questa procedura, ossia un Parlamento Europeo, il quale si componga esclusivamente di deputati eletti a suffragio universale diretto — la funzione parlamentare cambierà decisamente aspetto nelle nostre Comunità. Non è che abbiamo motivo di essere scontenti dell'attuale Parlamento Europeo. Affatto. Nonostante le elezioni a suffragio indiretto e nonostante i limiti che il Trattato ha tracciato alle sue competenze, esso ha dato risultati ammirevoli. Ma la forza d'urto del Parlamento Europeo sarà sicuramente incremen-

tata dal fatto che ciascuno dei suoi membri si sente detentore di un incarico immediato attribuitogli dal popolo europeo.

E per ultimo: un Parlamento Europeo eletto direttamente non si accontenterà a lungo di operare nell'ambito di quelle competenze che gli vengono attribuite dalla forma attuale del Trattato. Esso svilupperà una tendenza naturale ad estendere queste competenze ed a portarle a quel livello che risponde ai principi di una vera struttura democratica dei poteri pubblici in Europa.

ALLEGATO 4

TESTO DEL DISEGNO DI LEGGE PRESENTATO ALLA CAMERA BELGA DA NOTHOMB E CHABERT

Articolo 1

Il Parlamento belga procederà ad una consultazione elettorale a suffragio universale diretto per designare fra i suoi membri, conformemente all'art. 138 del trattato che istituisce la Comunità economica europea, i rappresentanti belgi al Parlamento europeo.

Articolo 2

La prima elezione avrà luogo lo stesso giorno in cui si terranno le elezioni amministrative, cioè la seconda domenica di ottobre 1970.

Articolo 3

L'elezione sarà effettuata col sistema proporzionale sulla base di una circoscrizione unica nazionale.

Articolo 4

Sono elettori dei rappresentanti al Parlamento europeo gli elettori delle elezioni amministrative.

Articolo 5

Sono eleggibili come rappresentanti al Parlamento europeo i membri del Parlamento belga in carica al momento dell'elezione.

Articolo 6

I rappresentanti eletti devono appartenere per metà al Senato e per metà alla Camera dei deputati.

Articolo 7

Ciascuna delle due Camere proclamerà eletti i candidati che nella consultazione popolare avranno conseguito, nella rispettiva lista, i suffragi richiesti secondo il sistema elettorale che sarà adottato.

Articolo 8

Il ministro dell'interno è incaricato dell'applicazione della presente legge.

MOTIVAZIONE

E' indispensabile dare un nuovo impulso politico alla costruzione europea, al di là della realizzazione del mercato comune e dei negoziati tra i governi sull'ampliamento delle Comunità.

In attesa di vere elezioni europee a suffragio universale diretto, base democratica di un vero Stato federale, giova fin d'ora conferire ai membri del Parlamento europeo un'autorità supplementare, facendo partecipare tutto il corpo elettorale alla loro designazione.

Nel corrente mese di giugno 1969, in Italia è stato presentato un disegno di legge di iniziativa popolare, appoggiato da

50.000 firme, sotto il patronato del Movimento europeo e del Movimento federalista europeo.

La Camera dei deputati del Granducato di Lussemburgo ha approvato di organizzare la designazione a suffragio universale dei delegati lussemburghesi al Parlamento europeo.

Il Parlamento europeo ha preso anche posizione in tal senso.

Il presente disegno di legge riprende nelle grandi linee la proposta italiana, in vista di una prima consultazione popolare che potrebbe aver luogo in concomitanza con le elezioni amministrative del 1970.

Questa data s'impone per motivi tecnici, poiché è da escludersi che si possa organizzare una consultazione specifica per la designazione dei delegati belgi al Parlamento europeo. Essa riveste un significato del tutto particolare in quanto il Parlamento belga nel corrente mese di giugno 1969, ha autorizzato per la prima volta l'esercizio del diritto di voto a 18 anni per le elezioni amministrative del 1970.

Sarebbe una felice coincidenza se il Belgio, chiamando per la prima volta alle urne una generazione di giovani elettori, proponesse loro una partecipazione non solo alla democrazia locale, ma anche ad una scelta europea, che essi sarebbero i primi a poter realizzare.

Il presente disegno di legge dovrà essere corredato di numerose disposizioni tecniche, per precisare la data delle ulteriori consultazioni, per dare ai cittadini degli altri cinque paesi della CEE residenti in Belgio la possibilità di parteciparvi.

L'esame e la discussione del presente disegno di legge da parte del Parlamento belga costituirà già di per sé una manifestazione della nostra volontà di costruire l'Europa politica.

ALLEGATO 5

LA REPRÉSENTATION ÉLECTORALE ET LES « SIX »

DES INITIATIVES POUR L'ÉLECTION
DES MEMBRES DU PARLEMENT EUROPÉEN

(estratto da « Le Soir », 5 luglio 1969)

*Une proposition déposée par MM. Nothomb et Chabert, députés.
La commission politique de l'Assemblée de Strasbourg réexami-
nera, le 17 juillet, l'ensemble du problème.*

Les députés vont recevoir incessamment dans leur courrier le texte d'une proposition de loi déposée par leurs collègues MM. Nothomb et Chabert. Cette proposition fut déposée à la Chambre le 27 juin dernier, à l'extrême fin donc de la session parlementaire et elle a pour but d'obtenir dans notre pays l'organisation d'élections européennes, de façon que les députés et sénateurs représentant la Belgique au Parlement européen et qui sont à l'heure actuelle désignés par nos assemblées nationales, soient élus au suffrage universel.

L'initiative des deux députés s'inspire d'une proposition analogue présentée au Parlement italien à la suite d'une consultation populaire animée par les mouvements européens de ce pays et qui réunit 50.000 signatures. La proposition italienne tend à faire coïncider une telle votation européenne avec les élections régionales.

MM. Nothomb et Chabert souhaitent que l'on procède chez nous à l'élection des membres du Parlement européen à l'occasion des élections communales de 1970. Ils estiment que les jeunes de 18 ans, à qui l'on vient de reconnaître le droit de vote, pourraient

ainsi exprimer leurs convictions à la fois au niveau local et au plan supranational. La proposition se réfère également à une motion votée par la Chambre grand-ducale, demandant au gouvernement de Luxembourg la désignation de ses délégués à l'Assemblée européenne par le truchement du suffrage universel.

La commission de travail présidée par M. Fernand Dehousse, sénateur et ancien ministre, européen s'il en est, a présenté un projet qui tend, lui, à une élection simultanée dans les six pays du Marché commun le même jour. Les auteurs du projet n'ont pas voulu rattacher l'élection européenne à une élection nationale pour éviter que les problèmes européens ne pâtissent de certaines controverses politiques nationales. Si ce projet est resté jusqu'à présent lettre morte, le problème cependant vient de rebondir en ce sens que des questions écrites ont été adressées aux ministres des Six à ce sujet.

Au mois de mars, une initiative a eu lieu qui se base sur l'article 175 du Traité du Marché commun, qui prévoit le recours en cas de carence devant la commission de la Justice des Communautés européennes à Luxembourg. Le conseil des ministres, le 13 mai, a répondu que le problème était remis à l'ordre du jour du comité des représentants des six pays qui, on le sait, préparent les travaux du conseil. Ce comité des représentants permanents examine donc le projet de 1960. De plus, le 17 juillet prochain, à Bruxelles, la commission politique du Parlement européen va reprendre l'ensemble du problème. Et enfin, le Parlement européen va éditer un recueil de textes, sous la direction de M. Dehousse, et qui doit normalement sortir d'imprimerie en automne.

Pas d'illusions . . .

Il ne faut guère se faire d'illusions cependant, semble-t-il, sur les chances d'aboutir et du projet de 1960 et de la proposition des députés belges, du moins dès le moment où la question arrive au conseil des ministres des Six. Il est vrai que la difficulté se double d'une controverse qui a déjà fait couler beaucoup d'encre au sujet de l'article 138 du Traité qui fixe la manière d'élire le Parlement européen et de composer l'assemblée. En effet, il est

dit à l'alinéa un que l'assemblée est formée de délégués que les Parlements nationaux désignent en leur sein — il faut donc déjà être parlementaire dans son pays pour devenir parlementaire européen — et ceci « selon la procédure fixée par chacun des Etats membres », tandis que l'alinéa trois dispose que l'assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel des membres du Parlement européen « selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres ». On voit tout de suite à quels points de vue juridiques contradictoires ces deux alinéas peuvent inviter.

Certains se demandent cependant si les changements intervenus au sein du gouvernement français ne laissent pas un peu plus d'espoir. Quoi qu'il en soit, les fédéralistes européens se réjouissent de ces opportuns rappels concernant le mode d'élection des députés européens dont dépend la force politique de l'assemblée, et des coups d'aiguillon donnés dans le sens de la structure politique de l'Europe.

Comme on peut en juger, la proposition de nos députés s'inscrit dans tout un mouvement au sein de la communauté. Pour être complet, il faut rappeler d'ailleurs que, il y a quelques années, une proposition dans le même sens avait été introduite au Bundestag et qu'à l'Assemblée nationale française plusieurs propositions analogues se sont succédées.

Renforcer l'autorité

La proposition des députés belges a pour objet de renforcer l'autorité du Parlement européen et de donner à celui-ci une situation morale et politique plus forte. Pour ce qui concerne les modalités de ces élections européennes, il serait présenté une liste nationale unique, c'est-à-dire que chaque parti introduirait sa propre liste dans une circonscription qui serait le pays tout entier.

Sans doute les jeunes députés sociaux-chrétiens ont-ils voulu avant tout être les porte-parole de l'impatience des fédéralistes européens et « relancer » la question de l'élection des membres du Parlement des Six. Ils ne peuvent en effet ignorer l'obstacle jusqu'ici infranchi que représente le conseil des ministres des Six, souverain en la matière. La question de l'élection des membres du

Parlement et de la composition de celui-ci implique l'unanimité au sein du conseil. Et, jusqu'à présent, a manqué celle de la France qui s'est montrée hostile à la poursuite d'une procédure engagée depuis 1960. En effet, le Traité de Rome a prévu qu'une commission de travail s'occuperait de l'élaboration d'un projet de convention sur le problème de l'élection des députés européens.

MARCEL BAUWENS

ALLEGATO 6

TESTO DELLA LETTERA INVIATA DA PERSONALITÀ
TEDESCHE AI PARLAMENTARI ITALIANI,
PER INIZIATIVA DI EUROPA-UNION DEUTSCHLAND

A tutti gli onn. Senatori
A tutti gli onn. Deputati
del Parlamento Italiano
ROMA

Luglio 1969

Onorevoli Senatori, Onorevoli Deputati,

Abbiamo appreso con molto interesse e con grande soddisfazione dell'iniziativa del Consiglio Italiano del Movimento Europeo e della Commissione Italiana del Movimento Federalista Europeo, grazie alla quale è stata presentata alle Camere italiane una proposta di legge per l'elezione diretta dei delegati italiani al Parlamento Europeo.

L'Italia è il primo paese nel quale una iniziativa di questo genere è stata presa con successo, e per di più sulla base di una campagna popolare. Anche noi, e con noi vasti settori dell'opi-

nione pubblica tedesca, siamo dell'opinione che il Parlamento Europeo debba essere legittimato democraticamente in una misura di gran lunga maggiore di quanto non lo sia oggi per poter essere all'altezza dei suoi compiti. L'integrazione sempre più profonda nel quadro delle Comunità Europee ha come conseguenza che un numero sempre maggiore di decisioni vengono prese dalle istituzioni comunitarie senza che a ciò corrisponda un efficace controllo democratico.

Noi crediamo che l'iniziativa presa nel Vostro paese contribuirà in grande misura ad avvicinarci alla realizzazione di una elezione generale del Parlamento Europeo ed all'ampliamento delle sue competenze, soprattutto per quanto riguarda il potere di discutere e di approvare i bilanci ed il controllo del fondo comunitario. Noi siamo convinti che anche il governo tedesco ed altri paesi seguiranno l'esempio italiano con proprie analoghe iniziative.

Per questo Vi preghiamo di prendere i provvedimenti legislativi necessari affinché i Parlamentari europei del Vostro paese vengano eletti a suffragio universale diretto, e di dare in questo modo una nuova dimostrazione della Vostra volontà di portare avanti la costruzione dell'Europa.

Con i sensi della nostra più viva stima

firmato

Erik Blumenfeld, deputato al Bundestag; Otto Brenner, presidente dell'IG Metall; Prof. Dr. Walter Hallstein, presidente del Movimento Europeo internazionale; Ernst Majonica, deputato al Bundestag, presidente del Consiglio tedesco del Movimento Europeo; Dr. Karl Mommer, vicepresidente del Bundestag; Ludwig Rosenberg, già presidente del Deutscher Gewerkschaftsbund; Dr. h. c. Friedrich Carl Freiherr von Oppenheim, presidente dell'Europa-Union; Dr. Dieter Roser, vicepresidente dell'Europa-Union; Walter Scheel, vicepresidente del Bundestag; Heinz O. Vetter, presidente del Deutscher Gewerkschaftsbund; Dr. Hellmuth Wagner, segretario generale della Confederazione dell'Industria Tedesca; Karl Wienand, deputato al Bundestag; Otto Wolff von Amerongen, presidente dell'Associazione delle Camere di Commercio e dell'Industria.

ALLEGATO 7

MOZIONE APPROVATA DALLA CONFERENZA DEI FEDERALISTI EUROPEI, RIUNITA A LONDRA IL 31 OTTOBRE E IL 1° NOVEMBRE 1969

La Conférence des Fédéralistes, réunie à Londres le 31 octobre et le 1^{er} novembre 1969, se félicite d'apprendre que le Parlement italien est saisi d'une proposition de loi d'initiative populaire ayant recueilli 65.000 signatures et tendant à l'élection au suffrage universel direct des membres italiens du Parlement Européen; souhaite vivement que, conformément à l'article 138 du Traité de Rome, cette proposition soit rapidement approuvée et que cet exemple soit suivi dans les autres pays, permettant ainsi d'accentuer le caractère démocratique des communautés et d'affirmer solennellement pour la première fois le droit de vote européen des citoyens.

ALLEGATO 8

SIT-DOWN FOR FEDERAL EUROPE

(estratto da « The Times », martedì 2 dicembre 1969)

From Our Correspondent

The Hague, Dec. 1

Over 1,000 demonstrators, protesting at the slowness in uniting Europe, were waiting for the Common Market countries' leaders when they arrived at the Ridderzaal (Hall of Knights) here today for the start of their summit conference.

They carried banners declaring « Keep pretending » and chanted « European election now ».

Seven demonstrators sat down in the road as the car of the first delegate, Mr. Otto Werner, of Luxembourg, arrived and foiled police attempts to carry them away. Mounted police were brought in to press the crowd back from the road but no arrests were made.

Earlier, the demonstrators, led by five students wearing a large green « E », the symbol of the European integrationists, and carrying the portraits of Dr. Adenauer, M. Robert Schuman, and others who signed the Treaty of Rome, marched through the streets of The Hague shouting « United Europe now ».

Federalist groups from all over Europe were bringing a weekend of action to a climax. Teach-ins were held on Sunday at The Hague, Antwerp and Brussels. The Hague teach-in was addressed by Professor Walter Hallstein, former president of the Common Market Commission, who said: « I come here tonight, not as a technocrat but as a democrat who wants to build a democratic Europe ».

This morning, before marching to the Ridderzaal, they heard speeches from representatives of some of the 37 organizations behind the demonstration, who grouped themselves under the title of Young Federalists.

One speaker was Lord Harlech, president of the British Council of the European Movement, who said that the growing disillusionment of young people with national politics threatened the collapse of our society.

He went on: « And this is why the meeting of heads of state that is taking place this afternoon is of such crucial importance. Either we are going to witness the relaunching of the spirit of European unity or we are going to see once again the emphasis placed upon short term problems, leading to a further period of stagnation and disenchantment ».

Everyone in the hall seemed to agree with him on that, but there were a wide variety of views on how to avoid such an event happening.

The great majority of demonstrators, representing the Federalist European Clubs, which came into existence in the 1950s, thought that the most important problem was to get ahead with creating a united Europe through introducing direct elections to the European Parliament, strengthening economic cooperation and enhancing the Community by Britain's entry.

But there was a sizable minority from extreme left-wing groups. Sharing the platform on Sunday night with Professor Hallstein, now a Christian Democrat member of the Bundestag, was a member of the French Communist Party, who talked about the creation of a Europe of the workers.

APPENDICE

PREVISIONE DELLA DISTRIBUZIONE DEI SEGGI
AL PARLAMENTO EUROPEO FRA I PARTITI
SULLA BASE DEI RISULTATI DELLE ULTIME ELEZIONI
PER LA CAMERA DEI DEPUTATI (19 maggio 1968)

Voti validi: 31.790.428; seggi da attribuire: 36; quorum: 883.067

	voti	seggi	resti	classi- fica dei resti	seggi con i resti	totale seggi
DC	12.437.848	14	74.910	9°	—	14
PRI	626.533	—	626.533	1°	1	1
PSI	4.603.192	5	187.857	6°	—	5
Sud Tir.	152.991	—	152.991	7°	—	—
PSIUP	1.414.697	1	531.630	3°	1	2
PCI	8.551.347	9	603.744	2°	1	10
PLI	1.850.650	2	84.516	8°	—	2
PDIUM	414.507	—	414.507	5°	—	—
MSI	1.414.036	1	530.969	4°	1	2
altri	324.627	—	324.627	—	—	—
Tot ali	31.790.428	32	3.532.284		4	36

CONFRONTO TRA LA COMPOSIZIONE ATTUALE
DELLA DELEGAZIONE ITALIANA AL PARLAMENTO EUROPEO
E QUELLA PREVISTA IN BASE ALLA PRECEDENTE TABELLA

	DC	Sud Tir.	PSI	PRI	PLI	PCI	Sin. Ind.	PSIUP	MSI	PDIUM	
attuale	15	1	6	1	2	7	1	1	1	1	= 36
prevista	14	—	5	1	2	10	—	2	2	—	= 36

ALCUNE CONSIDERAZIONI

I risultati delle elezioni amministrative differiscono da quelli delle politiche. E' quindi lecito presumere che differenze della stessa entità si possano verificare tra una elezione politica nazionale e un'elezione politica a carattere europeo. Dato il ristretto numero dei seggi da attribuire, si può tuttavia rilevare che piccoli spostamenti di voti, per quanto rilevanti per individuare i movimenti dell'opinione pubblica, non produrranno probabilmente effetti sull'attribuzione dei seggi, in quanto il quoziente elettorale risulta molto elevato. In ogni caso, se questo spostamento si verificasse, dovrebbe andare a favore dei partiti che hanno dato nel passato un contributo alla costruzione dell'Europa, anche perché la denuncia del carattere tecnocratico dell'Europa (argomento usato finora da alcuni gruppi anti-europei) sarebbe automaticamente smentita dal fatto stesso che si vota per l'Europa, ossia che le si attribuisce un carattere democratico.

TABLE DES MATIERES DE LA XI^e ANNEE (1969)

ESSAIS

FRANCESCO ROSSOLILLO, <i>La pensée de Marcuse sur les rapports entre psychanalyse et politique</i>	p.	1
MARIO ALBERTINI, <i>Programmation européenne et pouvoir européen</i>	»	39
FRANCESCO ROSSOLILLO, <i>Le problème de la démocratie à l'école</i>	»	52
ALFONSO JOZZO - ANTONIO MOSCONI, <i>Pour un système européen de réserve</i>	»	71
MARIO ALBERTINI, <i>Le signification politique du projet de loi d'initiative populaire pour l'élection unilatérale directe des délégués italiens au Parlement européen</i>	»	98

LES FAITS ET LES IDEES

<i>Les priorités du nouveau gouvernement italien et l'Europe (m.a.)</i>	»	24
<i>Les fédéralistes et le peuple européen (m.a.)</i>	»	26

LES LIVRES

P.A. BARAN - P.M. SWEEZY, <i>Monopoly Capital (a.s.)</i>	»	29
<i>Poesia catalana di protesta (b.l.)</i>	»	33
F. FONTAN, <i>La Nation occitane, sès frontières, ses régions</i> G. HÉRAUD, <i>Qu'est-ce que l'ethnisme (b.l.)</i>	»	79

LES DOCUMENTS

<i>Documents du XII^e Congrès du M.F.E.</i>	p. 83
<i>Extrait du discours prononcé à Milan le 15 février 1969 par Walter Hallstein</i>	» 108
<i>Una elezione per l'Europa. - Numéro spécial consacré au projet de loi d'initiative populaire pour l'élection unilatérale directe des délégués italiens au Parle- ment européen.</i>	» 113
<i>Bilan de la revue pour les années 1967 et 1968</i>	» 36

LISEZ LEGISSETZ

VIURE

REVISTA OCCITANA TRIMESTRALA

Director: Ròbert Lafont

Abonnement pour un an: France 15 F., autres pays 17 F.

C.C.P. Bringuier 1566-54, Montpellier.

Direttore responsabile Mario Albertini - Editrice Libera Associazione
Il Federalista - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 -
Tipografia Popolare - Pavia - Spedizione in abbonamento postale - Gruppo IV.